



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le lundi 14 décembre 1987

Vol. 29 - No 156

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Débats de l'Assemblée nationale

Table des matières

Affaires courantes	
Présentation de projets de loi	
Projet de loi 113 - Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale	
M. Michel Gratton	10607
Dépôt de rapports de commissions	
Étude détaillée du projet de loi 89 - Loi sur les courses de chevaux	10607
Étude détaillée du projet de loi 62 - Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile	10607
Étude détaillée du projet de loi 76 - Loi sur le camionnage	10607
Étude détaillée du projet de loi 91 - Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation	10607
Étude détaillée du projet de loi 92 - Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil	10607
Étude détaillée du projet de loi 242 - Loi sur la corporation de l'École des hautes études commerciales de Montréal	10608
Questions et réponses orales	
L'accord sur le libre-échange en regard des conditions posées par le Québec	10608
Réduction de l'allocation mensuelle aux femmes enceintes défavorisées	10611
La situation dans le domaine de l'adoption internationale	10612
Le départ de M. Guy Coulombe de la présidence d'Hydro-Québec	10613
Attribution du contrat pour la construction des frégates	10613
Étude d'impact sur l'implantation d'un champ de tir au canon à Sainte-Anne-du-Lac	10614
Le dossier de la fuite du contenu du discours sur le budget d'avril dernier	10615
Projet d'installation d'un polygone de tir à L'Ascension	10616
Les notaires dont la SHQ retient les services professionnels	10617
Avis touchant les travaux des commissions	10618
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	10618
Avis de sanction de projets de loi	10618
Affaires du jour	
Projet de loi 113 - Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale	
Adoption du principe	10619
M. Michel Gratton	10619
M. François Gendron	10627
M. Yvon Vallières	10636
M. Jacques Brassard	10640
M. Michel Gratton (réplique)	10643
Renvoi à la commission de l'Assemblée nationale	10644
M. Roger Paré, membre de la commission de l'éducation	10644
Projet de loi 112 - Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	
Adoption du principe	10644
M. Gérard D. Levesque	10644
M. Jean-Guy Parent	10647
M. Gérard D. Levesque (réplique)	10649
Renvoi à la commission plénière	10650
Projet de loi 103 - Loi modifiant la Loi sur le Vérificateur général	
Adoption du principe	10650
M. Gérard D. Levesque	10651
M. Jean-Guy Parent	10652
M. Gérard D. Levesque (réplique)	10653
Renvoi à la commission plénière	10654

Table des matières (suite)

Étude détaillée en commission plénière	
Projet de loi 112 - Loi modifiant la Loi sur la Caisse	
de dépôt et placement du Québec	10654
Projet de loi 103 - Loi modifiant la Loi sur le Vérificateur général	10660
Projet de loi 93 - Loi sur l'utilisation des produits pétroliers	
Prise en considération du rapport de la	
commission qui en a fait l'étude détaillée	10662
M. John Ciaccia	10662
M. Michel Gauthier	10664
M. John Ciaccia (réplique)	10665
Adoption des amendements et du rapport	10665
Projet de loi 84 - Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public	
Prise en considération du rapport de la	
commission qui en a fait l'étude détaillée	10666
M. John Ciaccia	10666
M. Michel Gauthier	10667
Projet de loi 29 - Loi sur le Conseil de la conservation	
et de l'environnement	
Adoption	10667
M. Clifford Lincoln	10667
M. Jean-Pierre Charbonneau	10669
Projet de loi 68 - Loi modifiant la Loi sur le ministère des	
Communautés culturelles et de l'Immigration	
Adoption	10671
Mme Louise Robic	10671
M. André Boulerice	10671
Mme Louise Robic (réplique)	10674
Projet de loi 87 - Loi modifiant la Loi sur la Régie	
du logement et le Code civil	
Prise en considération du rapport de la	
commission qui en a fait l'étude détaillée	10676
M. André Bourbeau	10676
Projet de loi 96 - Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections	
et les référendums dans les municipalités et	
la Loi sur la Commission municipale concernant la	
délimitation des districts électoraux municipaux	
Reprise du débat sur l'adoption du principe	10676
M. Claude Filion	10677
M. Jacques Rochefort	10678
Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements	10682
Projet de loi 95 - Loi modifiant la Loi sur le ministère	
du Revenu en matière d'appel sommaire	
Adoption	10682
M. François Gendron	10682
Ajournement	10683

Abonnement: 50 \$ par année pour les débats de la Chambre
 Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 6 \$
 Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
 Assemblée nationale du Québec
 Distribution des documents parlementaires
 1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
 Québec, Qc
 G1R 5E6 tél. 418-643-2754
 Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762
 Dépôt légal
 Bibliothèque nationale du Québec
 ISSN 0709-3632

Le lundi 14 décembre 1987

(Dix heures quinze minutes)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
Un moment de recueillement, s'il vous plaît.

Veuillez vous asseoir.

Affaires courantes.

Déclarations ministérielles.

Présentation de projets de loi, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, avec le consentement des membres de l'Assemblée, je vous prierais d'appeler l'article aa du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 113

Le Président: À l'article aa du feuillet, M. le leader du gouvernement et ministre délégué à la Réforme électorale présente le projet de loi 113, Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale. M. le leader du gouvernement.

M. Michel Gratton

M. Gratton: M. le Président, ce projet de loi vise principalement à compléter la réforme des régimes de pension des députés qui avait été introduite en janvier 1983. Il vise aussi à accorder aux députés une indemnité annuelle basée, le 1er janvier de chaque année, sur la moyenne du montant le plus bas et celui le plus élevé prévu à l'échelle de traitement de la classe IV du corps d'emploi des cadres supérieurs de la fonction publique.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 113?

Une voix: Adopté.

Le Président: Adopté. Est-ce qu'il y a d'autres présentations de projet de loi, M. le leader du gouvernement?

M. Gratton: Non, M. le Président.

Le Président: Dépôt de documents.

Dépôt de rapports de commissions. M. le président de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation et député de Nicolet.

Étude détaillée du projet de loi 89

M. Richard: Je dépose le rapport de la

commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé les 7, 8, 9 et 11 décembre 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 89, Loi sur les courses de chevaux. Le projet de loi a été adopté avec amendements, M. le Président. Merci.

Le Président: M. le député de Nicolet, votre rapport est maintenant déposé.

M. le président de la commission de l'aménagement et des équipements et député de Bertrand.

Étude détaillée du projet de loi 62

M. Parent (Bertrand): M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 26 novembre 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile. Le projet de loi a été adopté.

Étude détaillée du projet de loi 76

J'ai aussi l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 7, 8, 9 et 11 décembre 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 76, Loi sur le camionnage. Le projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: M. le député de Bertrand, vos deux rapports de commissions sont maintenant déposés.

Toujours à l'étape du dépôt de rapports de commissions, M. le vice-président de la commission de l'éducation et député de Laviolette.

Étude détaillée du projet de loi 91

M. Jolivet: Merci, M. le Président. J'ai l'honneur de déposer trois rapports: le premier concerne la commission de l'éducation qui a siégé le 11 décembre 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 91, Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation. Le projet de loi a été adopté avec amendements.

Étude détaillée du projet de loi 92

Le deuxième rapport concerne toujours la commission de l'éducation qui a siégé le 11 décembre 1987, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 92: Loi modifiant

la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil; le projet de loi a été adopté.

Étude détaillée du projet de loi 242

Le dernier rapport concernant toujours la commission de l'éducation qui a siégé le 11 décembre 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 242, Loi sur la corporation de l'École des hautes études commerciales de Montréal. Le projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: M. le député de Lavolette, vos deux premiers rapports de commissions sont déposés. Est-ce que le dernier dépôt de rapports de commissions est adopté, M. le leader de l'Opposition, concernant le projet de loi privé 242? Adopté.

Y a-t-il des dépôts de pétitions?

Il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur une question de fait personnel?

Nous allons procéder immédiatement à la période régulière de questions. Je reconnais une première principale à M. le député de Bertrand.

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

L'accord sur le libre-échange en regard des conditions posées par le Québec

M. Parent (Bertrand): Merci, M. le Président. "Le Québec endosse le libellé final de l'accord sur le libre-échange avant même de l'avoir examiné" titrait **La Presse** de la fin de semaine. On sait que vendredi en fin de journée, ni le ministre du Commerce extérieur, ni personne ici au Québec n'avait réussi à mettre la main sur la fameuse copie finale de l'accord, même pas le ministre du Commerce extérieur, pas plus que les députés en cette Chambre, M. le Président. Or, le ministre du Commerce extérieur, au nom du gouvernement, donnait déjà son accord final.

On se souviendra que sept conditions avaient été posées par le gouvernement du Québec. Ces sept conditions devaient être respectées pour qu'il donne son accord. Parmi ces conditions, certaines ne sont pas respectées, M. le Président. La cinquième condition du gouvernement du Québec était la mise en place d'un mécanisme de règlement des différends auquel seraient associées les provinces. Est-ce que le ministre du Commerce extérieur, après s'être penché sur ledit document au cours de la fin de semaine, peut nous dire si le document de l'accord final sur le libre-échange convient que les provinces seront associées dans le mécanisme de règlement et si cette condition est remplie pour que le gouverne-

ment du Québec puisse donner son accord?

Le Président: M. le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique.

M. MacDonald: M. le Président, j'aimerais préciser, en premier lieu, que vendredi j'ai en effet communiqué à la presse sur la base des informations qu'on m'avait fournies au cours de cette dernière semaine et des avis que j'avais reçus des conseillers du gouvernement du Québec, qu'effectivement l'entente, telle qu'elle se présentait, rencontrait les conditions et les objectifs de la province de Québec.

J'aimerais rappeler également au député de Bertrand que nous avons parlé à ce moment-là de la distribution des textes. On nous avait affirmé qu'il y aurait distribution restreinte dans la journée de vendredi et, à ma connaissance, le chef de l'Opposition, le premier ministre du Québec et moi-même - les trois seulement, je crois - avons reçu, avant la fin de la journée, vendredi, une copie restreinte de l'entente. C'est aujourd'hui que la presse, d'une part, et, j'ose espérer, les membres de cette Chambre pourront en recevoir des copies additionnelles.

Pour ce qui est de sa question précise sur les objectifs du Québec, je dis que, pour ce qui a trait au traité proprement dit avec les États-Unis, ça satisfait pleinement à nos objectifs et, pour ce qui est des clauses et des conditions qui doivent faire part de négociations et d'ententes entre les provinces et le gouvernement du Québec, tout va bon train et dans la très bonne direction. Merci.

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): En additionnelle. Est-ce que le ministre du Commerce extérieur considère que la clause 5, condition essentielle pour que le Québec puisse donner son appui, est remplie au moment où l'on se parle, avec les textes définitifs?

Le Président: M. le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique.

M. MacDonald: Je me permets de répéter et de reprendre ce qui a été la réalité de toute cette négociation, à savoir le respect intégral de la promesse du premier ministre Mulroney de la pleine participation des provinces au processus de négociation. Cette pleine participation a été tant dans la préparation du mandat de l'ambassadeur Reisman que dans le suivi de cette négociation et dans les dernières minutes mêmes de cette entente qui a été signée.

J'ai mentionné qu'il y avait des processus qui devaient faire l'objet de négociations non pas avec les États-Unis, mais entre les provinces et le gouvernement fédéral. Nous avons posé comme condition que le Québec fasse partie des mécanismes qui allaient gérer cette entente et j'ai toute raison de croire que nous procédons dans ce sens de pleine participation.

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): Est-ce que le premier ministre entend donner suite à l'engagement de son gouvernement, à savoir de tenir une consultation avant le 2 janvier 1988 sur ledit accord du libre-échange?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, j'ai répondu un peu la semaine dernière là-dessus. Il faut quand même constater que nous avons déjà tenu une commission parlementaire qui a reçu plusieurs groupes. Il s'agit de voir la formule la plus efficace. Est-ce que nous adopterons la même formule et entendre de nouveau M. Parizeau et M. Landry nous dire qu'ils sont d'accord avec le gouvernement?

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Une voix: Marc-André Bédard...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: Est-ce que c'est la formule que souhaite le député de Bertrand? Nous pourrions en discuter. Il faut quand même constater que, la semaine dernière, le député de Bertrand et d'autres députés réclamaient constamment l'inclusion de l'article 11 pour les agriculteurs, dans le traité final. "On veut l'article 11:", ils ne cessaient de répéter cela, "Il nous faut l'article 111", un peu comme des enfants qui veulent aller à Disney Land.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Bourassa: Nous l'avons obtenu, l'article 11. Pas un mot de félicitations! Pas un mot de félicitations pour le ministre de l'Agriculture! Quelle ingratitude!

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): Ce matin, comment le premier ministre entend-il ouvrir le débat, puisque débat il doit y avoir, sur le contenu de l'accord? S'il arrive que le débat ait lieu après le 2 janvier 1988, comment le

premier ministre va-t-il être capable, si c'est le cas, de se retirer ou de mettre des restrictions sur l'accord sur le libre-échange avec le gouvernement canadien qui, lui, l'adoptera au plus tard le 2 janvier 1988? Est-ce que le premier ministre pourrait nous dire comment il a l'intention de mener ce dossier, avec toute la transparence qu'il a promise? Maintenant qu'on a les textes, comment va-t-on consulter la population et informer les gens qui sont en droit de savoir ce que le gouvernement canadien est en train de signer actuellement?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, il faut quand même constater que, dans le cas du Québec, il semble y avoir un certain consensus sur l'accord, sous réserve d'une étude complète du texte final. J'ai rencontré mes conseillers, hier, avec le ministre du Commerce extérieur, et il semble bien, à première vue, que l'accord final représente l'essentiel de l'accord de principe, avec quelques changements qui n'affectent pas de façon significative le Québec. Nous allons poursuivre l'étude du document. Donc, à la différence de certaines autres provinces, il semble y avoir un consensus vis-à-vis du caractère utile, pour le Québec, d'accepter cet accord de libre-échange. Pour toutes sortes de raisons que connaît bien le député de Bertrand, il semble pratiquement difficile de tenir, d'ici les fêtes ou d'ici la fin de l'année une commission parlementaire. Il faudrait presque tenir cela à la veille de Noël ou entre Noël et le Jour de l'an.

Donc, nous allons examiner les formules disponibles, en l'occurrence, pour informer la population et obtenir les représentations des groupes qui pourraient être intéressés à faire valoir leur point de vue. À cette fin, nous sommes prêts à discuter avec le parti de l'Opposition ou l'un des clans du parti de l'Opposition.

M. Gendron: Question additionnelle.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, en additionnelle.

M. Gendron: Oui. Une question additionnelle au premier ministre. De toute façon, la commission parlementaire, cela pourrait être intéressant pour entendre les explications du ministre du Commerce extérieur qui croyait que l'article 11 n'était pas nécessaire. Cela pourrait être intéressant pour cela.

Ma question n'est pas cela, M. le premier ministre. Ne croyez-vous pas qu'il serait quand même important que les parlementaires du Québec - compte tenu des engagements que vous avez pris - et les groupes concernés puissent avoir l'occasion

de s'exprimer sur le texte puisque les parlementaires américains, eux, auront l'occasion de jouer un rôle un peu plus dynamique dans ce processus important qui engage l'avenir du Québec et en conséquence qu'on ne devrait pas avoir deux classes de parlementaires?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, en ce qui a trait à l'article 11, j'ai eu l'occasion la semaine dernière de répondre aux questions du chef de l'Opposition qui me demandait ce qui serait fait sur l'article 11. Le ministre du Commerce extérieur a dit qu'il y avait une interprétation juridique qui nous avait fait voir qu'il n'était pas strictement essentiel d'avoir l'article 11 dans l'accord final, mais pour plus de sécurité, pour être sûr que les agriculteurs seraient protégés au maximum - c'est ce que j'ai dit au chef de l'Opposition - nous avons fait des représentations, et le ministre du Commerce extérieur et surtout le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, j'en ai parlé personnellement au premier ministre du Canada et nous avons obtenu gain de cause - c'est quand même important de le signaler - pour les avantages et la protection de l'agriculture au Québec.

Je tiens à répéter cette question parce qu'on n'a pas posé une question depuis que l'accord a été rendu public, jeudi. Pas une seule question! Le leader adjoint est d'un silence exemplaire ce matin.

Le Président: En conclusion, M. le premier ministre.

M. Bourassa: Lui qui, avec sa voix bien connue, nous tonitruait la semaine dernière l'urgence d'inclure l'article 11.

Le Président: En conclusion, M. le premier ministre.

M. Bourassa: Ce que je veux dire au leader de l'Opposition en ce qui a trait... On me permettra de parler de l'article 11, ils en ont parlé toute la semaine dernière. Ce que je veux dire au leader de l'Opposition, c'est que... (10 h 30)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: ...celui qu'il faut remercier en tout premier lieu, c'est le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ce n'est quand même pas l'Opposition. Pour ce qui a trait à la commission parlementaire, nous n'avons aucune objection à tenir une commission parlementaire au début de l'année parce que nous avons dit que nous étions prêts à entendre les représentations. Je crois que d'ici à Noël,

cela paraît difficile. Nous allons compléter notre étude. Il y aura une rencontre des premiers ministres, jeudi prochain. Je pense que cela paraît difficile de faire cela le 23 ou le 24 décembre, le leader de l'Opposition en conviendra.

Ce que je veux lui dire, pour quelques secondes, c'est que nous discuterons avec lui. Qui pourrait être invité? Est-ce qu'on va inviter les mêmes personnes qui sont venues à la commission parlementaire de septembre? L'ancien ministre des Finances, l'ancien ministre du Commerce extérieur? Il faudra en parler avec l'Opposition pour voir comment ils se situent dans ces témoignages eux-mêmes? C'est ça que nous avons l'intention de faire, mais en collaboration avec l'Opposition.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, en additionnelle.

M. Gendron: Ce dont il faudrait surtout parler, c'est: est-ce que le premier ministre convient qu'une commission parlementaire après le 2 janvier 1988, où la signature est sensée avoir lieu, ce serait dans quel objectif et pour changer quoi?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Je viens de répondre au leader. Le leader de l'Opposition demande-t-il une commission parlementaire pour le 23 décembre? Est-ce cela qu'il demande?

M. Gendron: Envoyez donc...

M. Bourassa: Ce que je dis...

M. Gendron: Attention.

M. Bourassa: ...au leader de l'Opposition...

Le Président: M. le premier ministre. M. le premier ministre, s'il vous plaît.

M. Bourassa: Le leader devrait se rappeler que nous avons déjà siégé le 26 décembre sur un sujet d'actualité. Ce que je veux dire au leader de l'Opposition, c'est qu'il y aura, j'en suis convaincu... Aux États-Unis, le Sénat et le Congrès américain doivent examiner l'entente du libre-échange. Dans d'autres provinces, vraisemblablement, on en discutera également. Alors, même si je suis d'accord que la pertinence pratique peut être réduite, si le Congrès américain et d'autres provinces acceptent d'en discuter, je ne vois pas pourquoi nous, nous ne pourrions pas également trouver une formule qui garderait son utilité?

Le Président: Maintenant, une deuxième principale, Mme la députée de Maisonneuve.

**Réduction de l'allocation mensuelle
aux femmes enceintes défavorisées**

Mme Harel: Alors, M. le Président, quand on pense qu'au Québec, une femme sur dix vit dans des conditions d'extrême pauvreté durant sa grossesse et qu'un enfant de moins de cinq ans sur cinq vit dans une famille qui reçoit de l'aide sociale, le ministre délégué à la Famille, qui travaille à l'horizontale, nous a-t-il dit la semaine passée, peut-il nous indiquer...

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Mme Harel: ...peut-il nous indiquer s'il a été...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Si ma mémoire est fidèle, on parlait de dossiers à l'horizontale et non de travail à l'horizontale.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: Alors, Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Harel: Peut-il nous indiquer s'il a été associé à la réforme de son collègue de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et, si oui, comment le ministre, qui pense famille, peut-il justifier les réductions d'allocation mensuelle aux femmes enceintes défavorisées considérées comme aptes et non disponibles?

Le Président: M. le ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux.

M. Dutil: Alors, M. le Président, comme vous l'avez si bien dit, le dossier de la famille est un dossier à portée horizontale, il ne faudrait pas confondre.

Oui, j'ai été associé, M. le Président, à l'étude qui a été faite par le ministre du Travail et de la Sécurité du revenu sur la réforme de l'aide sociale. Je pense que cette réforme est très intéressante. Il y aura une consultation là-dessus. Je mentionne plus particulièrement les dossiers du programme APPORT qui sont fort intéressants pour les familles. Dans l'ensemble de toutes les mesures, tous les barèmes ont une incidence familiale, et c'est le point le plus important.

Le Président: Mme la députée de Maisonneuve, en additionnelle? Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Harel: M. le Président, comment le ministre peut-il rester indifférent au sort des femmes chefs de famille monoparentale qui

voudraient s'occuper elles-mêmes de leur enfant de plus de deux ans et qui vont perdre une allocation mensuelle d'environ 100 \$ par mois pour refus de participer au programme, qui seront punies pour avoir désobéi à l'initiative gouvernementale?

Le Président: M. le ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux.

M. Dutil: M. le Président, je pense que, comme je l'ai mentionné la semaine dernière, il s'agit d'un tout que ce programme qui concerne les plus démunis de la société. C'est une réforme majeure où entrent en ligne de compte diverses données, particulièrement l'incitation au travail, bien sûr. Nous croyons que la réforme concernant la famille est excellente. Ce sera soumis à la consultation. S'il y avait lieu d'apporter des opinions et des arguments contraires, je pense que la députée et la population seront en mesure de le faire. À ce moment-là, le gouvernement pourra aviser.

Le Président: Mme la députée de Maisonneuve, en additionnelle.

Mme Harel: M. le Président, le ministre qui dit rechercher avec sa politique familiale un impact sur la natalité peut-il nous expliquer pourquoi les allocations continuent d'être plafonnées à deux enfants quel que soit le nombre réel d'enfants dans la famille?

Le Président: M. le ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux.

M. Dutil: Est-ce que la députée, M. le Président, nous suggère de travailler sur le troisième enfant, contrairement à ce qui a été dit lors de la proposition initiale présentée par le chef de l'Opposition selon laquelle nous devons, à partir du deuxième enfant, avoir des mesures? Nous n'avons pas mentionné que la politique familiale était une politique qui ne se préoccupait pas de natalité. Elle s'en préoccupe et c'est fort important. Je pense qu'on verra, dans l'avenir, des mesures qui tiendront compte de ce fait majeur. Ce n'est toutefois pas la seule contrainte, ce n'est toutefois pas le seul problème que vivent les familles. Il y a une multitude d'autres problèmes qu'il faut regarder de près et sur lesquels il faut envisager des solutions qui permettront aux familles du Québec d'avoir une meilleure qualité de vie.

Le Président: Mme la députée de Maisonneuve. Toujours en additionnelle.

Mme Harel: M. le Président, sans

travailler sur le troisième enfant, est-ce que le ministre pourrait tout au moins reconnaître ceux qui existent déjà dans les familles les plus défavorisées du Québec?

Le Président: M. le ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux.

M. Dutil: Justement, M. le Président, nous croyons que nous considérons ce facteur-là et que la réforme de l'aide sociale tient compte de la famille d'une façon importante. Lorsque l'étude sera faite, la population sera à même d'apprécier ce fait.

Le Président: Alors, je vais maintenant reconnaître en principale Mme la députée de Marie-Victorin.

La situation dans le domaine de l'adoption internationale

Mme Vermette: M. le Président, ma question s'adresse au ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux. Comme il vient de le dire, il y a une multitude de problèmes concernant la famille. Alors, je voudrais lui parler d'un problème. Lors du dépôt du document d'orientation sur une politique de la famille, il m'a semblé que le ministre était plus enclin aux structures plutôt que de favoriser les vrais problèmes des parents.

Nous savons très bien qu'en juin dernier, malgré le désaccord unanime des associations de parents, des organismes de promotion, la ministre de la Santé et des Services sociaux a fait adopter le projet de loi 21 concernant l'adoption internationale. Après six mois, la situation est pire que jamais. C'est la confusion la plus totale quant à l'application de la loi. La liste d'attente est toujours de 1500 noms, les délais sont toujours de cinq ans et, de plus, les frais sont augmentés en raison de la présence d'un avocat, maintenant rendue nécessaire dans le dossier.

Je veux demander au ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, comment il peut convenir qu'une politique familiale ne tienne pas compte du volet de l'adoption internationale. Peut-il nous dire ce qui va advenir de ces parents qui désirent adopter des enfants hors du Québec? Doivent-ils y renoncer faute de ressources dans leur milieu ou doivent-ils encourir des frais supplémentaires parce que, justement, on leur fait davantage de frais?

Le Président: M. le ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux.

M. Dutil: Merci, M. le Président. Je suis très heureux de voir que l'Opposition

s'intéresse enfin au dossier de la famille. Je mentionne que c'est la deuxième question posée dans deux semaines différentes depuis deux ans concernant la politique familiale. Je pense que ça mérite d'être mentionné. Cela mérite d'être mentionné. C'est un nouvel intérêt que l'Opposition a pour la famille et je tiens à le reconnaître. Quand...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le ministre.
(10 h 40)

M. Dutil: Alors, M. le Président, pour continuer ma réponse et concernant plus particulièrement l'adoption internationale, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec la ministre de la Santé et des Services sociaux concernant plus particulièrement l'adoption internationale, j'ai eu l'occasion de discuter avec la ministre de la Santé et des Services sociaux à propos de ce problème particulier. Je pense qu'il est important de voir que cette liste d'attente n'est pas une nouvelle liste, que cela existait au temps du gouvernement du Parti québécois, et avec encore plus d'acuité qu'actuellement.

Le Président: En additionnelle, Mme la députée de Marie-Victorin?

Une voix: Oui.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: Alors, je reconnais Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme Vermette: Qu'est-ce que M. le ministre délégué à la Famille entend faire auprès de la ministre de la Santé et des Services sociaux pour diminuer les délais, diminuer les listes d'attente et favoriser les parents qui désirent fonder une famille et faire en sorte que leur demande puisse être prise en considération au service de la protection de la jeunesse puisque, déjà, dans les régions de l'Estrie et de l'Outaouais, faute de ressources, on est incapable de répondre à la demande?

Le Président: M. le ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux.

M. Dutil: M. le Président, j'ai déjà sensibilisé la ministre à cet effet. Nous avons des conversations régulières, comme on le sait, puisque je suis ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux. J'ai l'intention de continuer mon travail et si nous avons des annonces à faire ultérieurement, nous les ferons.

Le Président: Je reconnais maintenant

en principale M. le député de Roberval.

**Le départ de M. Guy Coulombe
de la présidence d'Hydro-Québec**

M. Gauthier: M. le Président, avec le départ annoncé de M. Guy Coulombe, président-directeur général d'Hydro-Québec, c'est une longue série de départs à la haute direction d'Hydro-Québec qui vient de se compléter. J'aimerais que le premier ministre nous rassure, nous informe à savoir si le départ de M. Coulombe est relié de quelque façon que ce soit à un conflit personnel sévère avec son ministre de l'Énergie et des Ressources ou avec la décision gouvernementale d'établir deux liens, un lien sous-fluvial et un lien aérien dans le cas de Grondines-Lotbinière.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Pas du tout, M. le Président. M. Coulombe m'avait manifesté, il y a un an ou un an et demi, son désir de ne pas renouveler son contrat qui se terminait au milieu de l'an prochain. Il m'a confirmé il y a quelques jours qu'il ne désirait pas renouveler son contrat. Il aura été à la tête d'Hydro-Québec pendant six ans et demi. Précédemment, comme vous le savez, il était à la Société générale de financement et il a été secrétaire général du gouvernement quand j'étais premier ministre. Après 25 ans ou à peu près dans la fonction publique, M. Coulombe a décidé de s'orienter maintenant vers le secteur privé. Il n'est pas le seul à faire ce virage ou à vouloir changer d'objectif. Je pense que le député de Roberval est bien placé pour le comprendre.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Bourassa: Donc, dans les raisons qu'a soulevées le député de Roberval, il n'y a rien qui est relié au départ de M. Coulombe.

Le Président: M. le député de Roberval, en additionnelle.

M. Gauthier: M. le Président, est-ce que le premier ministre considère que sa mainmise sur Hydro-Québec est maintenant suffisante pour accélérer non pas la phase II du complexe La Grande, mais bien pour mettre en branle son mégaprojet de 12 000 mégawatts dans le Nord du Québec? Est-ce qu'il a maintenant tout le champ libre qu'il désirait avoir?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Je sais que ce n'est pas particulièrement plaisant pour l'Opposition d'avoir un gouvernement qui, en 1987, a

accumulé pour 25 000 000 000 \$ de contrats - permettez-moi de le répéter, puisque vous me donnez l'occasion de le faire - qui ont été signés par Hydro-Québec en collaboration avec le gouvernement. Nous annoncerons en temps opportun le début de la phase II. Il n'est pas question de mainmise du gouvernement du Québec. Quand même, on n'a qu'à constater les nominations qui ont été faites, entre autres celle de Michel Bélanger, président de la Banque nationale. Comment penser un seul instant que des personnes comme Michel Bélanger pourraient accepter de ne pas servir le bien public.

Le Président: Pour la cinquième question principale ce matin, je vais reconnaître M. le député de Sainte-Marie.

**Attribution du contrat pour
la construction des frégates**

M. Laporte: Merci, M. le Président. Des rapports de presse ou de radio, ce matin, laissaient courir une information selon laquelle la décision du gouvernement fédéral concernant l'attribution des contrats pour la construction de six nouvelles frégates aurait été prise et ce, à l'avantage du Nouveau-Brunswick qui se verrait confier toute cette demi-douzaine de navires.

Étant donné l'importance de cette question pour plusieurs régions au Québec, le ministre de l'Industrie et du Commerce pourrait-il confirmer ou infirmer cette nouvelle?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce. M. le ministre.

M. Johnson: M. le Président, de façon précise, les rapports radiophoniques feraient état d'une décision à la veille d'être prise. J'aimerais dire au député que, quant à moi, jusqu'à la fin de la semaine dernière, précisément jusqu'à vendredi en fin de journée, on m'assurait, de la part des ministres fédéraux du Québec, que la décision n'était pas prise. Deuxièmement, à ce sujet-là, cela me permet de dire que j'attends toujours que les ministres fédéraux du Québec indiquent si, oui ou non, ils croient que le Québec devrait avoir sa part de ce contrat de construction de nouvelles frégates. Troisièmement et surtout, M. le Président, le seul argument que l'on pourrait appeler réel, chiffré du dossier qui circule à ce moment-ci et qui semble jouer contre l'attribution au Québec de quelque frégate que ce soit serait le fait qu'il en coûterait 250 000 000 \$ de plus pour faire assembler par des Québécois certaines de ces six frégates.

M, le Président, on est dans la finance-fiction. Je vous réfère au rapport du Vérificateur général du Canada d'octobre

dernier pour l'année 1987 où on indiquait que l'attribution à trois chantiers du premier contrat, comme on le sait, signifiait 58 000 000 \$ de différence, selon l'estimation du ministère de la Défense nationale. Que deux ans plus tard, on vienne nous parler de 250 000 000 \$, M. le Président, cela m'apparaît farfelu et j'ai hâte qu'ailleurs on fasse comme ici, qu'on s'occupe de la réalité, des faits et des chiffres.

Le Président: M. le député de Roberval, en additionnel.

M. Gauthier: J'aimerais savoir de la part du ministre ce qu'il a fait concrètement auprès d'Ottawa pour aller démontrer que les chiffres véhiculés ne sont pas exacts? Comment s'est-il pris pour aller expliquer cela au gouvernement fédéral dans les derniers jours?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Johnson: M. le Président, si c'était dans les derniers jours, je serais obligé de reconnaître que je n'ai pas fait mon travail. Or, c'est depuis des mois que des chiffres de nature aussi farfelue circulent. Nous avons - et la Direction de la marine également - à de nombreuses reprises - je dirais hebdomadairement - autant auprès de l'entrepreneur principal qu'auprès de la Défense nationale, qu'il s'agisse du ministre lui-même et de certains de ses collègues qui l'ont évoqué avec des homologues fédéraux et auprès de la Défense nationale, nous avons précisément demandé qu'on nous indique comment on en est arrivé à des chiffres comme ceux-là. La seule chose que je vois qui a été faite, à ce moment-ci, c'est qu'on a demandé à un entrepreneur principal de dire au gouvernement fédéral combien cela coûtait d'en faire six chez lui et combien cela coûtait d'en faire moins de six chez lui. Étrangement, M. le Président, cela coûte toujours moins cher d'en faire faire un paquet à la même place.

Le Président: En principale maintenant, M. le député de Verchères.

Étude d'impact sur l'implantation d'un champ de tir au canon à Sainte-Anne-du-Lac

M. Charbonneau: M. le Président, je ne dirais pas qu'il y a nécessairement un lien entre les deux questions, mais, que voulez-vous, parfois le hasard fait bien les choses. Alors c'est au sujet du dossier d'implantation d'un champ de tir au canon à Sainte-Anne-du-Lac. On sait que c'est un dossier qui intéresse, entre autres, le ministère de

l'Environnement puisqu'il a été le dernier intervenant, semble-t-il, dans ce dossier-là - quand on regarde la chronologie des gens qui ont été appelés à intervenir d'une façon ou d'une autre - à être saisi de la question et du dossier.

Le ministère de l'Environnement, M. le Président, n'a pas exigé d'étude d'impact. En fait, il s'est contenté d'exiger un certificat d'autorisation de la part du promoteur. Ce que je voudrais lui demander c'est: Est-ce que depuis ce temps, compte tenu de l'importance que prend ce dossier pour les citoyens de la zone concernée, le ministre entend revenir sur son attitude et sa décision et celle de ses fonctionnaires et exiger une étude d'impact de la part du promoteur?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement. M. le ministre, vous avez la parole.

M. Lincoln: M. le Président, je me réjouis que le député de Verchères revienne à l'environnement après avoir passé à la jeunesse, au travail et qu'il s'intéresse un peu à l'environnement, de temps en temps.
(10 h 50)

Pour parler des canons de la région de Sainte-Adèle, c'est vrai qu'il n'y a pas eu une étude d'impact parce que le sujet n'est pas soumis à l'étude d'impact d'après la Loi sur l'environnement. Pourtant, il y a une demande du promoteur pour obtenir un certificat d'autorisation de la part du ministère de l'Environnement qui, lui, a remis des directives très précises au promoteur, directives auxquelles il doit répondre. C'est une intervention de plusieurs ministères dans ce dossier. Le ministère de l'Environnement attend justement les précisions dans ce dossier et, en temps et lieu, on se penchera sur la question pour voir s'il y a lieu d'aller plus loin et de demander au Bureau des audiences publiques sur l'environnement de faire une enquête. Certains citoyens m'en ont parlé privément. J'ai demandé aux citoyens de me faire parvenir des précisions sur le dossier afin de juger si, oui ou non, il faut aller plus loin que la procédure actuelle.

Le Président: M. le député de Verchères, en additionnelle.

M. Charbonneau: Pour rassurer le ministre, je l'ai toujours à l'oeil et je voudrais lui demander si lui a toujours à l'oeil son dossier. A-t-il l'intention effective-ment de prendre une décision à l'égard de l'étude d'impact et de l'éventuelle intervention du bureau des audiences publiques dans ce dossier, puisque lui-même vient ce soulever la possibilité de le faire intervenir? Cela fait des mois que les citoyens concernés attendent. Quand avez-

vous l'intention de prendre une décision à l'égard de l'étude d'impact qui pourrait être exigée et quand avez-vous l'intention de prendre une décision à l'égard de l'intervention possible du Bureau des audiences publiques sur l'environnement?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: Le député dit que les citoyens attendent depuis plusieurs mois. La raison en est qu'aucune décision n'a été prise, qu'aucun certificat d'autorisation n'a été donné par le ministère. On attend, on a donné des directives au promoteur qui doit répondre à ces directives. On va examiner la question. S'il n'y a pas lieu de donner des certificats d'autorisation, il est évident qu'il n'y a pas lieu de faire des enquêtes additionnelles. On va donc regarder le dossier et, en temps et lieu, on se prononcera. Il n'y a pas péril en la demeure aujourd'hui.

Le Président: M. le député de Taillon, en principale.

**Le dossier de la fuite
du contenu du discours sur
le budget d'avril dernier**

M. Filion: M. le Président, le 30 avril 1987, le contenu du discours sur le budget faisait, on le sait, l'objet d'une fuite. Il s'agissait là d'un précédent au Parlement québécois. Dans d'autres Parlements, cet événement aurait amené la démission du ministre des Finances. Ici, on a institué une enquête policière et on a déposé le budget en catastrophe.

Le Solliciteur général par intérim de l'époque nous avait annoncé une enquête policière. Il nous avait même dit que l'Opposition serait informée des résultats de cette enquête. Est-ce que le Solliciteur général par intérim peut nous dire ce matin, premièrement, si le dossier de l'enquête policière est terminé, s'il est clos, et, deuxièmement, peut-il nous faire part des résultats de cette enquête?

Le Président: M. le Solliciteur général.

M. Marx: Premièrement, j'aimerais corriger une des affirmations du député. Il y a eu une fuite du discours sur le budget en 1981. Donc, ce n'est pas la première fois.

Deuxièmement, la question du député est un peu en retard parce que les journaux ont déjà fait état de cette question. Le dossier est clos, mais il a été impossible d'identifier la ou les personnes responsables de la fuite, si fuite il y a eu.

Le Président: M. le député de Taillon, en additionnelle.

M. Filion: Si j'ai bien compris le ministre de la Justice, il nous informe que le dossier est terminé. Je voudrais savoir de la part du ministre de la Justice et Solliciteur général par intérim s'il y a eu enquête de nature administrative menée relativement à cette fuite et, également, quelles sont les mesures administratives qui ont été prises pour éviter la répétition de semblable événement, à savoir d'éviter une semblable fuite du contenu du discours sur le budget.

Le Président: M. le ministre de la Justice et Solliciteur général.

M. Marx: M. le Président, le député de Taillon devrait savoir que le Solliciteur général de l'époque a demandé à la Sûreté du Québec de faire une enquête qui a été effectivement faite par la Sûreté du Québec.

Le Président: M. le député de Taillon, en additionnelle.

M. Filion: En additionnelle au premier ministre, peut-être, vu que le ministre de la Justice ne répond pas à ma question. Quelles sont les mesures administratives - quelle enquête administrative a été faite puisque l'enquête policière ne donne rien - qui ont été prises pour éviter la répétition d'événements aussi disgracieux sur le plan parlementaire?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Le député de Taillon manque de courtoisie vis-à-vis, possiblement, de son prochain chef qui a subi lui aussi cette situation en 1981. On n'a qu'à se référer aux journaux de l'époque. Je crois que c'est le **Journal de Montréal** qui avait publié, en totalité ou à peu près, le budget de l'ancien ministre des Finances. C'était un autre manque de solidarité qu'on retrouve au sein du Parti québécois. C'est toujours la même division qui les caractérise. C'est quelque chose de génétique, chez eux, cette division.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Bourassa: M. le Président, toutes les mesures seront prises et ont été prises pour protéger le secret du budget. Ce sont des choses imprévisibles. C'est arrivé au Québec à quelques reprises. C'est arrivé au gouvernement fédéral. Nous avons une tradition parlementaire qui impose le secret du budget, contrairement à ce qui arrive dans d'autres systèmes politiques comme aux États-Unis. Mais, en respectant cette tradition, nous prenons, et le ministre des Finances prend le maximum des mesures, toutes les mesures pour protéger le respect de cette tradition.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Gendron: M. le Président, en additionnelle au ministre des Finances, puisque cela devrait être lui le plus touché et le plus concerné. Quelles mesures précises peut-il nous indiquer avoir prises pour s'assurer, comme mon collègue de Taillon l'a mentionné, que, la prochaine fois, nous n'assistions pas à un discours sur le budget livré une semaine avant la date fixée? C'était une première. Il n'est jamais arrivé, sous notre gouvernement, qu'on fasse le discours sur le budget une semaine avant la date annoncée.

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Levesque: M. le Président, je suis heureux que le leader de l'Opposition me donne l'occasion de rappeler ces moments difficiles que nous avons vécus, mais où nous avons pris les mesures appropriées. Les mesures appropriées que j'évoque ont été beaucoup plus serrées et plus fructueuses que celles que n'a prises, en 1981, mon prédécesseur, en ce sens que, toute une journée a passé entre le matin de la fuite et le moment où le discours a été prononcé. Or, pourquoi le secret? C'est pour que personne ne puisse prendre avantage d'une connaissance prématurée des choses. A ce moment-là, on a eu toute la journée pour poser des gestes avec cette connaissance prématurée.

Dans notre cas, la connaissance des faits a eu lieu à 18 heures et, à 20 h 30, on était en Chambre en train de prononcer le discours sur le budget. Cela dit...

Une voix: Cela, c'est de l'action!

M. Levesque: ...nous avons pris...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Levesque: ...avant cette fuite, les mesures qui ont normalement été prises par mes prédécesseurs. Combien de fois suis-je revenu à la charge pour demander aux fonctionnaires: Est-ce que toutes les mesures de sécurité ont été prises? On m'a toujours dit que toutes les mesures étaient prises, mais qu'aucune mesure ne pouvait empêcher quelqu'un, quelque part dans le paysage, quelqu'un qui, normalement, était au courant des mesures qui devaient être annoncées... Personne ne peut empêcher quelqu'un de provoquer une telle fuite. Cependant, nous avons pris toutes les mesures avant le budget. Nous prenons encore toutes les mesures humainement possibles afin de protéger le secret du budget.

Le Président: M. le whip de l'Opposition, en principale.

Projet d'installation d'un polygone de tir à L'Ascension

M. Brassard: M. le Président, c'est la journée des champs de tir. Je voudrais revenir à un autre projet de champ de tir. On sait que, depuis plus de trois ans, le gouvernement fédéral, la défense nationale, a demandé l'autorisation au Québec d'implanter un polygone de tir pour les F-18 de la base de Bagotville près de L'Ascension, un petit village de ma circonscription, dans le Saguenay—Lac-Saint-Jean. Le ministre nous a dit récemment, à l'occasion d'une interpellation, que les discussions avaient repris entre les fonctionnaires du Québec et les fonctionnaires fédéraux sur cette question et que des rencontres étaient prévues de nouveau entre les deux groupes. On sait que, dans la région, on attend une décision, de la part du gouvernement du Québec, à la demande fédérale.
(11 heures)

Ma question au ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes est très simple. Est-ce que le gouvernement du Québec, à la suite de ces discussions qui ont repris, est en mesure dans des délais assez brefs de prendre une décision concernant cette demande d'implantation d'un polygone de tir dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean?

Le Président: M. le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

M. Rémillard: M. le Président, c'est un dossier que je suis de très près depuis déjà plus d'un an et demi. J'ai eu l'occasion de me rendre dans la région de Lac-Saint-Jean, de rencontrer les différents intervenants, de rencontrer même le caucus péquiste pour discuter avec eux de cette situation. Nous, nous avons un objectif fondamental dans ce dossier, c'est la sécurité de la population. Nous voulons que l'on puisse garantir la sécurité de la population concernée. Nous savons que ces avions ont connu certains problèmes techniques. Plusieurs sont tombés, dont un justement dans la région. Nous savons que ce champ de tir pourrait amener les avions à s'exercer de différentes positions pour des conditions de tir difficiles. Donc, nous devons être très vigilants pour que la sécurité de la population soit assurée.

D'autre part, il y a les questions concernant l'environnement, la protection de l'environnement, c'est très important aussi, et aussi les questions économiques parce qu'on sait que ce champ de tir est relié à la question de la base de Bagotville et on doit voir aussi l'intérêt économique de la région.

En fonction de ces différentes considérations, j'ai eu l'occasion de communiquer avec le ministre de la Défense nationale. J'ai eu l'occasion aussi de pouvoir discuter avec d'autres intervenants fédéraux mais les fonctionnaires se sont rencontrés pour discuter de certaines questions qui étaient encore en suspens. Nous voulons avoir des précisions sur certains points.

Le Président: En conclusion.

M. Rémillard: La première rencontre a été fructueuse mais il reste encore certains points à éclaircir. J'espère bien que dans les prochaines semaines, après Noël ou au mois de janvier, une autre rencontre pourrait apporter des réponses à certaines autres questions pour qu'une décision puisse se prendre le plus rapidement possible.

Le Président: M. le whip de l'Opposition.

M. Brassard: Question additionnelle, M. le Président. Est-ce que le gouvernement du Québec est en train de discuter d'une décision concernant le site même de L'Ascension. En d'autres termes, est-ce qu'il a abandonné l'idée d'inciter le gouvernement fédéral à implanter son polygone de tir ailleurs que sur le site de L'Ascension qui est le site convoité? Donc, est-ce que les discussions portent sur le site de L'Ascension en essayant de déterminer des conditions d'implantation? Le deuxième volet, c'est: Quand? Cela fait maintenant plus de trois ans. Est-ce que dans l'esprit du gouvernement du Québec il y a un échéancier ou une date où une décision devra être prise sur cette question?

Le Président: M. le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

M. Rémillard: À ce moment-ci, M. le Président, toutes les possibilités sont ouvertes. Nous avons suggéré au gouvernement fédéral un site plus éloigné, toujours en fonction de protéger la population. Vous nous demandez si nous avons un échéancier; notre échéancier, c'est le plus rapidement possible. Nous aimerions pouvoir prendre une décision le plus rapidement possible mais nous voulons avoir réponse à toutes les questions que nous considérons pertinentes pour protéger la population en cause.

Dans les circonstances, nous préférons attendre et avoir en main toutes les informations pour que nous puissions prendre une décision éclairée en respectant la sécurité des gens et en respectant la question de l'environnement et aussi l'impact économique de cette décision.

Le Président: Je vais reconnaître une dernière question principale ce matin. Une dernière question principale très courte, M. le député de Shefford.

Les notaires dont la SHQ retient les services professionnels

M. Paré: Merci, M. le Président. Il y a trois semaines, donc pour la troisième fois je demande au ministre de nous déposer la liste des notaires pour l'application du programme PARCQ. Il y a trois semaines, le ministre reconnaissait qu'on impose à chacun des mandataires sur le territoire québécois un notaire spécifique qui est embauché pour une période illimitée. En commission parlementaire, le ministre a reconnu que cette liste existait. Je demande au ministre pour quelle raison, s'il est capable de donner aux municipalités le nom du notaire qu'on leur impose, il refuse de déposer à l'Assemblée nationale la liste des notaires mandataires de l'application du programme PARCQ partout au Québec?

Des voix: Dépôt! Dépôt!

Le Président: À quel ministre vous adressez-vous?

M. Paré: Au ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation.

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation. À l'ordre, s'il vous plaît! Très brièvement, M. le ministre.

M. Bourbeau: M. le Président, vous excuserez mon hésitation. La dernière fois, les questions avaient été posées à un autre ministre. Ce que j'ai dit au député de Shefford à plusieurs reprises, c'est que lorsque la Société d'habitation du Québec a besoin d'un notaire dans un dossier, elle communique avec le ministère de la Justice et demande qu'on nomme un notaire. C'est le ministère de la Justice qui donne à la Société d'habitation du Québec le nom du notaire qui est choisi. Il n'y a donc aucune liste préétablie de noms à la Société d'habitation du Québec puisque les noms parviennent un à un du ministère de la Justice. On ne peut donc pas dire qu'il y a une liste existante, les noms provenant un par un du ministère de la Justice.

Le Président: Très brièvement, la période de questions...

M. Marx: J'ai déjà répondu...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre de la Justice.

M. Marx: J'ai déjà répondu au député que nous n'avons pas de liste de notaires. J'ai aussi dit que je vais déposer les noms des notaires qui ont eu des contrats. Je vais le faire avec toutes les explications nécessaires avant la fin de la session.

Le Président: Fin de la période régulière de questions et réponses orales.

Votes reportés.

Motions sans préavis.

Avis touchant les travaux des commissions. M. le leader adjoint du gouvernement. M. le leader adjoint.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre: M. le Président, j'avise cette Assemblée qu'aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 13 heures, de 15 heures à 18 heures et de 20 heures à 24 heures, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission du budget et de l'administration poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 74, Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne. Après les affaires courantes, jusqu'à 13 heures, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, la commission de la culture poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications. Et de 15 heures à 18 heures, et de 20 heures à 24 heures, à la salle Louis-Hippolyte-Lafontaine, la commission des institutions procédera à l'étude détaillée des projets de loi suivants et ce, dans l'ordre ci-après indiqué: projet de loi 75, Code de procédure pénale; projet de loi 98, Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires; projet de loi 80, Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier. De 15 heures à 18 heures, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, la commission de l'aménagement et des équipements procédera à l'étude détaillée des projets de loi suivants et ce, dans l'ordre ci-après indiqué: projet de loi 79, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités; projet de loi 72, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale; projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.

À compter de 12 heures jusqu'à 13 heures, de 15 heures à 18 heures et de 20 heures à 24 heures, à la salle du Conseil législatif, la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation procédera à l'étude détaillée du projet de loi 46, Loi sur le financement agricole. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: J'ai, moi-même, un

avis à donner ici là-dessus concernant les travaux des commissions. Je vous avise que la commission des institutions se réunira après les affaires courantes jusqu'à 13 heures à la salle Louis-Hippolyte-Lafontaine. Dans un premier temps, elle vérifiera les engagements financiers de la compétence du premier ministre et se réunira ensuite en séance de travail. Je constate, à ce moment-ci, au niveau des avis des travaux des commissions que, ce matin et cet après-midi, il y a quatre commissions de prévues. Je comprends qu'il y a consentement des membres de l'Assemblée. Donc, consentement.

Concernant les renseignements sur les travaux de l'Assemblée, y a-t-il quelques questions? Oui. À l'ordre! Un instant! Je ne voudrais pas déranger les députés. Je ne veux déranger personne, je vous en prie. Très bien. Concernant les renseignements sur les travaux de l'Assemblée, M. le député de Saint-Jacques.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Boulerice: Oui, mercredi de la semaine dernière, je posais une question au ministre de la Justice quant à l'avis que son ministère aurait donné au ministère des Affaires culturelles relativement à la destruction sauvage du couvent de Montmagny. Le ministre me promettait, les galées en témoignent, la réponse pour le lendemain. Nous sommes aujourd'hui au début d'une nouvelle semaine. J'aimerais connaître la date prévue de la réponse.
(11 h 10)

Le Vice-Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, le ministre de la Justice ayant quitté, je devrai nécessairement communiquer avec lui pour lui rappeler cet engagement et nul doute qu'il y donnera suite le plus tôt possible, probablement demain.

Avis de sanction de projets de loi

Le Vice-Président: Très bien. Il n'y a pas d'autre question? Je veux tout simplement vous aviser de la chose suivante: il y aura sanction de projets de loi au cabinet du lieutenant-gouverneur aujourd'hui à 12 heures. Ceci met donc fin à la période des affaires courantes.

Nous procédons maintenant aux affaires du jour. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, de consentement dont je me suis assuré, je vous prierais d'appeler l'article aa en préavis au feuillet.

Le **Vice-Président**: Très bien. Je constate qu'il y a effectivement consentement des membres de l'Assemblée pour que nous procédions, à ce moment-ci, à cette étape de l'étude du projet de loi.

Projet de loi 113

Adoption du principe

M. le leader du gouvernement et ministre délégué à la Réforme électorale propose l'adoption du principe du projet de loi 113, Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale. Je cède la parole, comme premier intervenant, à M. le leader du gouvernement et ministre délégué à la Réforme électorale.

M. Michel Gratton

M. Gratton: Merci, M. le Président. Alors, inutile de dire que nous abordons, ce matin, un sujet fort délicat. En effet, étant donné que les députés sont probablement les seuls à pouvoir déterminer leurs conditions de travail, incluant leurs indemnités, leur rémunération, il est évidemment plutôt inconfortable, chaque fois, pour l'Assemblée nationale de se prononcer.

Étant donné également que les députés doivent répondre de leur décision devant la population, inutile de dire que souvent ces débats débouchent sur une démagogie dont les exemples sont nombreux au cours des dernières années, démagogie à laquelle les gouvernements successifs n'ont pas toujours échappé puisque, de façon constante, on a constaté que les décisions de l'Assemblée nationale en ce qui touche la rémunération et les indemnités de ses membres ont souvent beaucoup plus été prises en fonction de l'opinion publique qu'en fonction de critères objectifs. Suivant les conditions du moment, les gouvernements ont tendance à vouloir donner l'exemple.

C'est ainsi que, depuis 1974, au moment où on a inscrit le principe de l'indexation automatique des salaires au coût de la vie dans la loi, les gouvernements sont intervenus au moins cinq fois pour limiter cette indexation. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui la rémunération des députés ne correspond toujours pas à celle consentie aux groupes socioprofessionnels comparables. J'entends donc démontrer, au cours de ce débat, que le rattrapage proposé par le projet de loi 113 est plus que justifié. J'entends surtout insister sur le fait qu'avec l'adoption du projet de loi 113, nous ne devrions plus jamais avoir à revenir débattre le salaire des députés devant l'Assemblée nationale.

La première question qu'on peut se poser, c'est: Pourquoi légiférer et pourquoi

aujourd'hui? La réponse est fort simple. Il faut légiférer pour corriger des lacunes, des anomalies, et même des injustices graves dont sont victimes l'ensemble ou certaines catégories de députés. Je donne quelques exemples. Par exemple, du côté du régime de pension, on sait que le régime actuel de pension brime les droits acquis des députés élus avant 1983. Leurs droits ne sont pas respectés. Ils continuent de contribuer 10 % du salaire sans tirer d'autres crédits de pension que l'indexation à laquelle les députés qui, eux, sont à la retraite, les ex-députés, ont droit sans aucune contribution.

Nous sommes placés dans la situation où des députés élus avant 1983, et donc ayant droit à des prestations de rentes en vertu de l'ancien régime de pension, continuent à contribuer à 10 % du salaire brut et n'obtiennent, en termes de crédit, que l'indexation à l'indice des prix à la consommation, cette même indexation dont jouissent les ex-députés qui retirent déjà leur pension et qui ne contribuent pas, n'étant plus députés.

Une autre lacune ou faiblesse du régime actuel, c'est qu'alors que pour un ex-député la difficulté de réintégrer le marché du travail s'accroît avec son âge et le nombre d'années pendant lesquelles il a été député le régime actuel ne permet aux députés élus depuis le 1er janvier 1983 de jouir d'une pension qu'à l'âge de 60 ans ou à 55 ans, mais avec une pénalité actuarielle de 6 % par année. C'est dire, M. le Président, que les députés qui n'ont pas droit aux bénéfices de l'ancien régime n'auront droit à aucune pension, à aucune prestation de retraite avant d'atteindre l'âge de 60 ans et d'avoir cinq ans de services ou, par retraite anticipée, à compter de l'âge de 55 ans, mais avec une réduction actuarielle très onéreuse qui se situe à 6 % par année. Donc, injustice, incongruité, à l'égard du régime de pension.

En ce qui concerne le salaire. En tenant pour acquis que la rémunération des élus était équitable en 1974, année où la loi avait fixé à 21 000 \$ le salaire des députés, on constate que l'évolution des salaires, entre 1974 et 1987, a nettement porté préjudice aux membres de l'Assemblée nationale. En effet, alors que les salaires des administrateurs de la fonction publique ont augmenté, dans le cas des administrateurs-cadres de la classe IV, de 140 % entre 1974 et 1987, de 165 % si on prend le salaire moyen des cadres de la fonction publique, de 174 % si on tient compte de l'évolution du salaire des juges - toujours pour les mêmes années - la rémunération de base des députés, elle, a crû de 21 000 \$ à 43 500 \$ aujourd'hui, c'est-à-dire à peine 112 %.

Pour les membres du Conseil exécutif, donc les ministres, l'augmentation, l'évolution des salaires a crû, entre 1974 et 1987, de

87,4 % en comparaison du 140 % ou du 165 % selon la classification que l'on utilise dans la fonction publique. C'est dire qu'en 1974, alors qu'un ministre gagnait 44 100 \$ et que le plus haut salaire d'un sous-ministre était de 41 500 \$, en 1987, le ministre gagne maintenant 82 650 \$ alors que son sous-ministre gagne entre 84 363 \$ et 97 201 \$. C'est donc dire que, dans tous les cas, le ministre qui, théoriquement, est le patron d'un ministère, dans tous les cas, il gagne moins que son subalterne, le sous-ministre, même si le ministre doit répondre de tout ce qui se passe dans le ministère, ici à l'Assemblée nationale et devant la population. Et, évidemment, le ministre n'a pas la sécurité d'emploi.

(11 h 20)

C'est donc ce genre d'injustices et d'anomalies et d'autres dont on parlera tantôt qui ont amené le gouvernement à confier toute cette question de la rémunération et des conditions de salaire de même que le régime de pension à un comité de trois membres, en avril 1987. Ce comité composé de M. Jean-Noël Lavoie, président du comité, ex-député de Laval, ex-président de l'Assemblée nationale, de M. Raynald Fréchette, ex-député péquiste de Sherbrooke, ex-député de l'Union Nationale et également ex-président de l'Assemblée nationale sous le gouvernement de l'Union Nationale, et, finalement, du professeur Alain Baccigalupo, de l'Université Laval, a fait, depuis le 1^{er} avril, un travail qui s'est traduit par trois rapports. Le comité avait reçu deux mandats: d'abord, du Bureau de l'Assemblée nationale, de se pencher sur le régime de pension des députés et sur la rémunération des députés, et un deuxième mandat du comité exécutif concernant la rémunération et le remboursement des dépenses des membres du Conseil exécutif, c'est-à-dire des ministres.

Depuis avril, le comité a consulté les députés et ministres par le biais de rencontres avec ceux qui en exprimaient le désir et par le biais également d'un questionnaire. Le comité a étudié tout ce qui se fait ailleurs pour faire des comparaisons avec les autres provinces canadiennes, avec les États-Unis et avec l'Europe, et il a préparé et identifié plusieurs scénarios, notamment à l'égard des deux régimes de pension qui sont encore en vigueur aujourd'hui.

Je voudrais ici même rendre hommage au sérieux et à la qualité du travail qui a été accompli par le comité présidé par M. Jean-Noël Lavoie, qui s'est traduit par trois rapports, dont le dernier a été déposé ici à l'Assemblée nationale le 20 novembre dernier.

Cela m'amène à répondre à la deuxième question: Pourquoi légiférer maintenant? Évidemment, il n'y a jamais de moment idéal pour discuter de la

rémunération des élus, surtout lorsque ce sont ces derniers qui doivent, en bout de ligne, prendre la décision. Il nous était impossible de procéder avant. Ayant décidé que nous réglerions et le régime de pension et la rémunération et autres conditions de travail des députés dans un tout, dans un même projet de loi, il nous était impossible de procéder avant maintenant étant donné que les dernières recommandations concernant le régime de pension, la rémunération et le remboursement des dépenses des ministres n'ont été prêtes à être déposées que le 20 novembre dernier. Depuis le 20 novembre, le gouvernement a pris ses décisions, en consultation, bien sûr, avec le caucus des députés ministériels, mais également en consultation avec l'Opposition et avec le député de Gouin. Je suis très heureux, ce matin, de procéder à ce débat sur l'adoption du principe du projet de loi 113 qui, dans les grandes lignes, essentiellement, rejoint les recommandations du rapport Lavoie.

À mon avis, M. le Président, ce que le projet de loi 113 propose est justifiable et justifié et ne saurait attendre quelque autre date pour être entériné par l'Assemblée nationale. Je souligne au passage que le projet de loi 113 devra obtenir l'assentiment unanime des membres de l'Assemblée nationale compte tenu du moment où nous en discutons. J'ai tout lieu de croire que ce consentement unanime nous est acquis compte tenu du caractère raisonnable, du caractère justifié des propositions que le projet de loi contient.

Alors, allons-y voir! Que contient le projet de loi 113? D'abord, en ce qui touche le régime de pension et, notamment, premier élément, l'allocation de transition; on sait que depuis le 1^{er} janvier 1983 le régime de pension prévoit que le député qui a siégé à l'Assemblée nationale pendant un minimum de six ans a droit à un salaire de transition équivalent à un an de salaire à compter du moment où il cesse d'être député. Cette allocation de transition est calculée à partir de deux mois de salaire pour chaque année de service, ce qui nous amène au maximum de douze mois de salaire après six ans et à un minimum de quatre mois. On sait également que pendant l'année où est versée, soit pendant les douze mois, soit de façon forfaitaire, cette année de salaire, la pension à laquelle a droit l'ex-député de l'Assemblée nationale n'est pas versée. Donc, la pension n'est versée qu'à partir du moment où l'ex-député a cessé d'être député depuis au moins un an dans le cas où il a droit à la pleine allocation transitoire, c'est-à-dire dans le cas où il a siégé à l'Assemblée nationale pendant six ans.

Quant au régime de pension comme tel, on sait qu'il existe présentement deux régimes différents, selon qu'un député a

siégé à l'Assemblée nationale avant le 1er janvier 1983, date de l'entrée en vigueur du deuxième régime, ou selon, évidemment, qu'il a été élu après le 1er janvier 1983. Dans les grandes lignes, on peut résumer les régimes actuels de la façon suivante: d'abord, tous les députés, obligatoirement, contribuent à 10 % de leur salaire brut au régime de pension et se voient créditer 4 % du salaire pour chaque année de service ici à l'Assemblée nationale. Les ex-députés ne sont admissibles à recevoir une pension que s'ils sont âgés de 60 ans et que leur âge, plus leurs années de service, totalisent 65. C'est dire que pour qu'un député puisse tirer un bénéfice de pension, s'il n'a pas siégé avant le 1er janvier 1983, il doit avoir 60 ans et avoir siégé à l'Assemblée nationale un minimum de cinq ans. Il peut également jouir d'une retraite anticipée à compter de 55 ans, mais avec une diminution actuarielle de 6 % par année. La pension, à partir du moment où elle commence à être versée à un ex-député, est indexée à l'indice des prix à la consommation, moins 3 %.

En ce qui concerne les députés élus avant le 1er janvier 1983, c'est-à-dire ceux qui ont droit aux prestations de l'ancien régime, ceux-ci ont le choix au moment de prendre leur retraite d'opter, soit pour les bénéfices de l'ancien régime, soit pour les bénéfices du nouveau régime instauré en 1983. La contribution est toujours de 10 % mais, pour ceux qui ont droit aux bénéfices de l'ancien régime, les crédits de pension annuels sont de 75 % du total de leur contribution payables dès que le député cesse de siéger à l'Assemblée nationale. Dans leur cas, l'indexation de la pension est à 100 % de l'IPC.

Avec le projet de loi 113, M. le Président, nous instituons un nouveau régime qui, à toutes fins utiles, remplacera à compter du 1er janvier 1988 les deux régimes que je viens de décrire. Vous comprendrez que, ces choses étant fort complexes, je tenterai de résumer le plus clairement possible en quoi il y aura changement. D'abord, pour les députés qui ne sont pas encore élus, donc qui seront élus après le 1er janvier 1988, ceux-ci auront droit aux bénéfices suivants, moyennant une contribution maintenue à 10 % du salaire brut. À noter que le rapport Lavoie recommandait que la contribution soit réduite à 9 % du salaire brut; le projet de loi 113 la maintient à 10 % et j'expliquerai pourquoi, tantôt.

(11 h 30)

Les crédits de pension annuels qui sont présentement de 4 % du salaire touché pendant une année seront, à compter de l'adoption du projet de loi 113, de 3,5 %. On se rappellera là encore que le comité Lavoie recommandait 3 % et là aussi nous donnerons les explications voulues lorsque

nous parlerons de rémunération ou de salaire.

Avec ce nouveau régime, un ex-député pourra toucher sa pleine pension à la condition de remplir deux exigences: d'être âgé de 50 ans et d'avoir un minimum de quinze ans de service comme membre de l'Assemblée nationale. Il pourra toucher une pension réduite anticipée à compter de l'âge de 50 ans, mais cette pension sera réduite de 4 % plutôt que de 6 %, comme c'était le cas jusqu'à maintenant. Donc, une réduction actuarielle de 4 % par année pour chaque année de service en deçà des quinze années dont j'ai parlé tantôt. L'indexation de la rente, de la pension touchée à compter du moment où l'ex-député commence à y toucher sera la même que présentement, c'est-à-dire l'IPC moins 3 %. Voilà donc pour les députés qui ne sont pas encore membres de l'Assemblée nationale et qui seront élus à compter de l'adoption du projet de loi 113, c'est-à-dire à compter du 1er janvier 1988.

Qu'en est-il pour les députés élus entre le 1er janvier 1983 et le 1er janvier 1988? On en compte 70 de ces députés qui sont présentement à l'Assemblée nationale, M. le Président; 62, sauf erreur, ont été élus pour la première fois en 1985 et 8 autres ont été élus lors d'élections partielles entre le 1er janvier 1983 et le 1er janvier 1988. Ils auront droit, bien entendu, aux bénéfices et aux conditions que je viens d'énumérer en ce qui touche les députés qui seront élus après le 1er janvier 1988 et ce, à compter du 1er janvier 1988.

Ils auront également droit, pour chaque année de service après leur élection jusqu'au 1er janvier 1988, à un crédit de pension de 4 % - c'est-à-dire qu'on maintient les droits acquis pour ces députés - pour chaque année de service avant le 1er janvier 1988. Cette pension pourra être versée sans réduction si le député est âgé de 60 ans avec un minimum de cinq ans de service, tout comme sous l'ancien régime. Elle pourra également être versée à compter de 55 ans, mais réduite actuariellement de 4 % plutôt que de 6 %, comme c'est le cas présentement. Là aussi, l'indexation de la pension à compter du moment où l'ex-député commence à y toucher sera basée sur l'IPC moins 3 %.

Pour les députés ayant siégé avant le 1er janvier 1983 et qui sont encore députés le 1er janvier 1988: ces mesures s'appliquent donc strictement aux députés qui seront toujours membres de l'Assemblée nationale le 1er janvier 1988 et qui avaient droit aux bénéfices de l'ancien régime qui a été modifié le 1er janvier 1983.

En vertu des droits acquis sous l'ancien régime de pension qui prévoyait le versement de la pension dès le moment où le député cessait de siéger, ce député aura droit dès l'année de fin d'allocation de transition, premièrement, aux pleins bénéfices acquis

sous l'ancien régime avant le 1er janvier 1983 indexés à 100 % de l'IPC jusqu'au moment où il cesse d'être député et, une fois à la retraite, l'ex-député aura droit à l'indexation de l'IPC moins 3 %. C'est bien important de saisir cette dimension puisque, jusqu'à maintenant, tout député ayant droit aux bénéfices de l'ancien régime voyait sa pension indexée tant pour la période de temps où il demeurait député que pour la période de temps à partir de laquelle il cessait d'être député; il voyait ses prestations indexées à 100 % de l'indice du prix à la consommation et, avec le nouveau régime, l'indexation, à compter du moment où il cessera d'être député, donc qu'il commencera à toucher les bénéfices de l'ancien régime, sera plutôt de 3 % de moins. C'est là le coût que les anciens députés devront payer pour acquérir les autres bénéfices dont je parle maintenant.

Donc, les ex-députés, toujours ceux qui ont été élus avant 1983, auront également droit aux bénéfices réduits actuariellement de 4 % par année, jusqu'à un maximum de 33 1/3 %, et ce, pour les bénéfices acquis en vertu du régime en vigueur entre le 1er janvier 1983 et le 31 décembre 1988 et, en vertu du nouveau régime, après le 1er janvier 1988. Voilà donc pour les députés ayant été élus et ayant droit aux prestations de l'ancien régime, et qui seront encore députés le 1er janvier 1988.

Finalement, les députés qui avaient complété 20 ans de service au 1er janvier 1983. Il y en a deux, M. le Président. On peut les identifier, il s'agit du député de Bonaventure et du député d'Orford. Ceux-ci se verront dans la possibilité de choisir de ne pas participer au nouveau régime de retraite que nous instaurons par le projet de loi 113. Ils pourront donc se faire rembourser toutes les contributions qu'ils ont faites depuis le 1er janvier 1983, et ce, avec intérêt.

La retraite payable aux députés élus après le 1er janvier 1983 sera limitée à un plafond de 70 % du salaire moyen des trois meilleures années consécutives de service desdits députés. Dans le cas des députés ayant siégé avant le 1er janvier 1983, c'est-à-dire ayant droit aux prestations, aux bénéfices de l'ancien régime, en vertu du droit acquis qu'ils avaient au moment de la modification de l'ancien régime, la pension maximale sera de 100 % du salaire le plus élevé au cours du mandat du député.

Enfin, les ex-députés déjà à la retraite, ceux qui avaient droit à des prestations et qui retirent présentement, dans certains cas, les prestations du régime de retraite, auront jusqu'au 1er juillet 1988 pour choisir d'être pensionnés en vertu du nouveau régime. S'il en résulte une rente plus élevée que celle qu'ils touchent présentement, celle-ci deviendra payable le 1er janvier 1988. Mais

il faut dire qu'en contrepartie la pension payable en vertu de l'ancien régime présentement indexée à 100 % de l'IPC sera, si l'ex-député opte pour cette voie, indexée dorénavant à l'IPC moins 3 %.

Voilà donc, en général, et, j'en conviens, de façon peut-être difficile à percevoir, mais de la façon la plus claire que j'ai pu trouver pour les décrire, ce que comportent les changements du projet de loi 113 au régime de pension.

On peut peut-être faire le bilan des avantages et des inconvénients de ce nouveau régime. Du côté des avantages, on constate que le député ou l'ex-député pourra maintenant toucher sa pleine pension à compter de 50 ans plutôt qu'à 60 ans comme c'est le cas présentement, à la condition, en plus, d'avoir fourni quinze années de service, c'est-à-dire que le total de son âge, plus ses années de service, soit de 65. La pension sera réduite de 4 % annuellement, pour ceux qui touchent une retraite anticipée, plutôt que de 6 %, à compter de 50 ans, plutôt qu'à compter de 55 ans, comme le prévoyait le régime de 1983. La pension sera possible, dès le départ, aux députés ayant des droits acquis dans l'ancien régime. Alors que, depuis 1983, l'ex-député devait faire un choix entre l'ancien régime et le nouveau, ce choix disparaîtra, mais, les prestations des deux régimes, l'ancien et celui de 1983, pourront être touchées, selon certaines conditions, dès le moment où l'ex-député cessera de siéger. (11 h 40)

À son départ, tout député qui n'a pas droit à une rente non réduite a droit à une rente différée ou peut choisir de se faire rembourser ses contributions avec intérêt. C'est un choix personnel que le député peut faire. Évidemment, dans le cas où l'ex-député choisit de se faire rembourser avec intérêt les contributions qu'il a faites, il perd tout droit de percevoir la contribution de l'État ou toute pension à l'avenir.

Ce sont là les principaux avantages du régime que nous instaurons par le biais du projet de loi 113. Du côté des inconvénients, on constate que la rente s'acquerra maintenant au rythme de 3,5 % plutôt que 4 % de l'indemnité tel que présentement. On constate également - et c'est là la mesure la plus négative, l'inconvénient le plus grave - que la rente sera indexée, à compter du moment où un ex-député commence à la toucher, à l'IPC moins 3 % plutôt qu'à 100 % de l'IPC dans le cas des députés ayant droit aux prestations de l'ancien régime. Finalement, pour les députés ayant participé au régime d'avant 1983, ceux-ci n'auront plus le choix d'opter pour l'un ou l'autre des deux régimes actuels mais devront adhérer au régime adopté et qui entrera en vigueur le 1er janvier 1988.

Qu'en coûtera-t-il, M. le Président? Évidemment, pour les députés qui devront

obligatoirement participer au régime, il en coûtera, comme maintenant, 10 % du salaire brut. La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, la CARRA, estime que les modifications apportées au régime de retraite entraîneront une augmentation du coût de 0,4 % des indemnités cotisables. Donc, le coût qui se situait avec le régime en vigueur présentement à 28,2 % de la masse salariale, sera porté à 28,6 %, dont évidemment 10 % sont absorbés par les cotisations des députés, ce qui laisse un coût net à l'État de 18,6 % en comparaison de 18,2 % actuellement. Quant au passif, les mesures correctives qu'apporte le nouveau régime l'augmenteront de 2 700 000 \$.

En guise de conclusion quant à la partie du régime de pension, M. le Président, je voudrais souligner que les avantages du nouveau régime dépassent largement ses inconvénients. Les iniquités et injustices du présent régime à l'égard de certains membres de l'Assemblée sont éliminées sans pour autant retomber dans les exagérations si souvent dénoncées de l'ancien régime, de celui avant 1983, et tout cela à un coût tout compte fait très raisonnable qui n'augmentera la participation de l'État que de 0,4 % de la masse salariale.

Si l'on compare ces coûts de 18,6 % ou de 28,6 % de la masse salariale du nouveau régime à ceux de 95,1 % de l'ancien régime, le moins qu'on puisse dire c'est que nous maintenons une situation extrêmement raisonnable tout en permettant à des députés d'obtenir des conditions beaucoup plus avantageuses que ce que le régime actuel prévoit.

Évidemment, certains diront qu'il s'agit là d'un régime plus avantageux que ceux que l'on retrouve dans l'entreprise privée ou même dans le secteur public. Cela est évidemment relié à la problématique particulière de la fonction de député. Comme le souligne le rapport Lavoie, la durée moyenne du mandat d'un député est de moins de six ans. Donc, rares sont ceux qui y font carrière. L'âge moyen des députés étant de 45 ans, il s'ensuit que très peu de députés ont atteint l'âge normal de la retraite, c'est-à-dire 60 ou 65 ans, lorsqu'ils cessent d'être députés.

Il est aussi prouvé qu'en général, la difficulté pour un ex-député de réintégrer le marché du travail s'accroît en proportion directe avec la durée de temps consacrée à l'exercice de ses fonctions parlementaires. Il s'ensuit inévitablement qu'en cas de retrait de la vie politique, une période assez longue peut s'écouler avant que l'ex-député commence à exercer un emploi rémunérateur. Voilà donc, M. le Président, en bref, autant de raisons qui justifient un régime adapté aux particularités de la fonction de député et qui sous-tendent les propositions du projet

de loi 113.

Parlons maintenant des salaires, de la rémunération des députés. Comme je l'ai mentionné au tout début de mon intervention, il s'agit là d'un sujet délicat et inconfortable puisque - je le répète - les députés sont les seuls, sauf erreur, qui peuvent décider de leur rémunération. Cela donne lieu à la démagogie facile à laquelle - je le soulignais tantôt - les gouvernements eux-mêmes ont souvent succombé. Jusqu'en 1974, le montant des indemnités était fixé dans la loi. Il fallait donc légiférer, c'est-à-dire adopter une loi à l'Assemblée nationale chaque fois qu'un ajustement de salaire était indiqué.

Comme le note le rapport Lavoie, loin de profiter de cette situation unique de pouvoir fixer eux-mêmes leur rémunération, les députés québécois ont, au contraire, été leurs propres censeurs et, cédant à la démagogie, ont été les principaux responsables du retard inquiétant subi par les élus par rapport à la plupart des niveaux de salaire atteints par des catégories socio-professionnelles comparables. Il s'agit de faire un bref historique des interventions des divers gouvernements depuis avril 1974 pour s'en rendre compte.

En avril 1974, on inscrivait dans la loi le principe de l'indexation automatique au 1er janvier de chaque année. En novembre 1974, le rapport du comité présidé par M. Jean-Charles Bonenfant avait recommandé la formule d'ajustement automatique du salaire des députés à celui de la moyenne du salaire le plus bas et du salaire le plus élevé de la classe 4 des administrateurs cadres de l'État. Au 1er janvier 1975, cela aurait donné aux députés un salaire de 22 000 \$. Le gouvernement d'alors avait choisi, toujours pour donner l'exemple, de fixer le salaire à 21 000 \$, soit une différence de 4,5 %, un écart de 4,5 % entre la moyenne des administrateurs de classe IV et le salaire des députés et ce, toujours au désavantage des députés.

En principe, M. le Président, cette formule aurait donné satisfaction si on l'avait laissée s'appliquer. On n'aurait pas à y revenir aujourd'hui, comme on l'avait prétendu en 1974, si de nombreuses interventions n'avaient eu lieu entre-temps. Je n'en mentionnerai que cinq de ces interventions toujours pour abaisser la rémunération des députés et toujours, bien sûr, pour donner l'exemple. En 1976, à la suite de l'adoption des mesures anti-inflationnistes, l'indexation au coût de la vie qui, normalement, aurait dû être de 13,6 % fut réduite à 7,9 %. On se rappellera que certains ministres d'alors avaient - pour donner l'exemple - décidé de retourner au fonds consolidé l'augmentation de 7,9 % à laquelle ils avaient eu droit. Ayant retourné l'augmentation, ils avaient dû ensuite payer

l'impôt sur une augmentation qu'ils n'avaient pas touchée, toujours pour donner l'exemple.

En 1978, l'indexation, par voie de législation, fut limitée à celle de l'année précédente. En 1979, encore par une loi, l'indexation fut limitée à un maximum de 6 % pour l'année en cours et pour toutes les années à venir. En 1983, l'augmentation prévue au 1er janvier fut annulée jusqu'au 1er avril pour faire place aux coupures dont on se rappelle. Finalement, le gouvernement d'aujourd'hui, en 1986, plafonnait l'indexation, qui aurait été, à ce moment-là, de quelque 4,4 %, à 3,5 % pour tenir compte des offres aux employés du secteur public et, évidemment, pour donner l'exemple.
(11 h 50)

Ce sont donc ces nombreuses interventions, toutes justifiées par la nécessité de donner le bon exemple, qui ont fait qu'aujourd'hui le salaire des députés ne correspond plus à la charge réelle de travail du député et ne correspond surtout plus au salaire de 21 000 \$ qui avait été considéré comme acceptable et justifié en 1974.

Le rapport Lavoie revient au principe de l'automatisme en recommandant que le salaire des députés soit égal à la moyenne du salaire des cadres supérieurs du gouvernement. Cela aurait eu pour effet de rattraper de quelque 44 % le salaire actuel de 43 500 \$, qui passerait, dans trois ans, à 62 930 \$, en 1989. Je vous dirai tout de suite que cette recommandation était raisonnable, demeure raisonnable, mais qu'encre une fois, pour donner l'exemple, le gouvernement a plutôt retenu la recommandation Bonenfant, celle qui avait été faite en 1974 et ce, treize ans plus tard.

Ainsi, ce que propose le projet de loi 113, c'est d'ajuster le salaire de base du député à la moyenne du taux le plus bas et du taux le plus élevé des administrateurs cadres supérieurs classe IV. Le projet de loi prévoit cet ajustement à compter du 1er janvier 1988. En conséquence, le salaire de base, le 1er janvier 1988, passera de 43 500 \$ qu'il est présentement à 52 788 \$, soit un rattrapage de 21,4 %, qui équivaut à ce que les administrateurs supérieurs classe IV reçoivent présentement. Cette moyenne se situe entre un minimum de 47 612 \$ et un maximum de 57 965 \$, qui est l'échelle de salaire pour cette catégorie de cadres et ce, depuis le 1er juillet dernier.

À l'avenir donc, le salaire des députés évoluera au même rythme que cette classification de travailleurs, mais six mois en retard puisque ceux-ci toucheront leur ajustement à compter du 1er juillet, alors que les députés le toucheront le 1er janvier qui suit. À noter que la loi actuelle prévoyait déjà une indexation au 1er janvier 1988, qu'on estime à quelque 4,25 %; c'est donc dire que le rattrapage de 21,4 % que propose le projet de loi 113 est diminué de

l'indexation qui aurait eu lieu le 1er janvier 1988, puisque le projet de loi 113 fait disparaître toute indexation automatique.

J'insiste pour dire qu'il ne s'agit pas d'une augmentation de salaire. Bien sûr, il s'agit d'une augmentation de la rémunération des députés, mais il s'agit beaucoup plus d'un rattrapage justifié, rattrapage que je souhaite final dans la mesure où, si les gouvernements savent désormais résister à la tentation d'intervenir pour donner le bon exemple, le projet de loi 113 règlera la question du salaire des députés une fois pour toutes. Voilà pour les salaires.

Parlons maintenant des indemnités de fonctions additionnelles. On sait que, depuis 1974, les indemnités pour fonctions additionnelles s'expriment en termes de pourcentage du salaire de base des députés. Par exemple, les ministres, le chef de l'Opposition, le président de l'Assemblée nationale reçoivent présentement une indemnité de 90 % du salaire de base pour leur fonction additionnelle. Le comité Lavoie proposait de réaménager à la baisse l'échelle des indemnités additionnelles, ce qui, dans le cas des ministres, aurait résulté en un ajustement de rémunération globale de 18 % sur trois ans. À noter, ici, la dissidence du professeur Alain Baccigalupo, membre du comité, qui ne partageait pas le point de vue de ses deux collègues quant à l'opportunité de réduire les pourcentages pour fonctions additionnelles.

Le rapport Lavoie proposait également que ces pourcentages ne soient plus fixés dans la loi, mais relèvent d'une décision du Bureau de l'Assemblée nationale. Cette dernière recommandation n'est pas retenue par le projet de loi 113. La loi continuera de prévoir les pourcentages devant servir à la fixation des émoluments ou de la rémunération pour fonctions additionnelles et les pourcentages ajustés à la baisse pour que l'ajustement de la rémunération globale soit la même pour tout le monde, quel que soit le statut du député, qu'il ait une fonction additionnelle ou pas. Ainsi, si on prend l'exemple des ministres, le rattrapage sera de l'ordre de 11,8 % comparé à 18 % recommandé par le rapport Lavoie. Le salaire actuel du ministre, qui est présentement de 82 650 \$ passera, le 1er janvier 1988, à 92 379 \$, soit, comme je viens de le mentionner, une majoration de 11,8 % de laquelle il faudrait normalement soustraire l'indexation prévue de 4,25 %, qui était acquise de toute façon dans la loi actuelle.

L'écart entre la rémunération du député n'ayant aucune indemnité ou aucune fonction additionnelle et le député exerçant une fonction additionnelle est donc rétréci de beaucoup. À titre d'exemple, M. le Président, on verra que le pourcentage pour fixer la rémunération pour fonctions additionnelles du ministre, elle passera de 90 % à 75 %, dans

le cas du premier ministre, elle passera de 125 % ou 130 % présentement, à 105 %. Soit dit en passant, M. le Président, il est peut-être intéressant de noter que le premier ministre, qui gagne présentement 100 050 \$, verra, en vertu de ce rattrapage son salaire passer à 108 215 \$, soit une majoration de 8,2 %.

Quels sont les coûts de ces ajustements d'indemnités? Globalement, M. le Président. La masse salariale actuelle, qui se situe à 6 987 800 \$, sera portée à 8 234 941 \$, soit une augmentation de 1 247 141 \$ ou un rattrapage de 17,8 %. Le rapport Lavoie, lui, recommandait un rattrapage se situant à 31,6 % sur trois ans pour un total de 2 208 100 \$.

Pour les autres conditions de travail, M. le Président, d'abord l'allocation de dépenses des députés. On sait que chaque député reçoit une allocation de 8844 \$ indexée le 1er janvier de chaque année pour frais de dépenses. Les journalistes, les observateurs ont la mauvaise habitude d'ajouter ce montant au salaire des députés et de traiter le tout globalement. Et, j'insiste pour faire valoir la différence entre une allocation de dépenses pour un député, qui doit passer six mois par année, au bas mot, à Québec, prendre tous ses repas au restaurant pour vaquer aux nombreuses occupations, remplir les nombreuses demandes d'achats de billets, d'envois de fleurs, de messages, bref, une allocation très raisonnable de 8844 \$. Nous n'avons pas retenu la recommandation du comité de confier au Bureau de l'Assemblée nationale le soin d'en fixer le montant. Il demeure à 8844 \$ inscrit dans la loi. Il sera indexé, le 1er janvier 1988, mais sera à l'abri de toute velléité de la part de quiconque quant à des ajustements à la hausse ou à la baisse. (12 heures)

Quant aux allocations de dépenses des ministres, tel que recommandé par le comité Lavoie, une allocation destinée au remboursement des frais de séjour et autres dépenses inhérentes à la fonction de ministre pourra être établie par règlement du gouvernement. Cela permettra aux membres du Conseil exécutif d'avoir les mêmes conditions que leurs subalternes, les sous-ministres, pour pouvoir se faire rembourser, sur présentation de pièces justificatives, les frais d'hébergement ou autres dépenses dans l'exercice de leurs fonctions.

Cela m'amène à la conclusion, M. le Président. Je le répète, le salaire et les conditions de travail des élus font toujours couler beaucoup d'encre et je parie que ce ne sera pas différent aujourd'hui. Je vois déjà le titre dans certains journaux demain: Les députés se votent un cadeau de Noël. D'autres évoqueront les sondages où 70 % de la population s'est prononcée contre l'augmentation de la rémunération des

députés, comme si tout sondage qui serait fait sur l'opportunité d'augmenter le salaire de quelque groupe de travailleurs, incluant les journalistes, ne donnerait pas essentiellement la même réponse. On est toujours d'accord pour une augmentation de son salaire, on n'est jamais d'accord pour une augmentation du salaire des autres.

M. le Président, cette démagogie facile, on ne pourra l'éliminer à l'égard du projet de loi 113. J'ai la ferme conviction, j'ai la consolation qu'en instituant ce mécanisme automatique, en greffant le salaire des députés à une classe d'administrateurs de la fonction publique, et non pas la plus élevée... Rappelons que c'est la classe IV des administrateurs cadres de la fonction publique et qu'il y a trois échelons supérieurs. Et notons qu'avec le rattrapage que prévoit le projet de loi 113, les ministres continueront toujours de gagner moins que la plupart de leurs sous-ministres. Notons que plusieurs travailleurs ou cadres de la classe IV continueront de gagner plus que le député qui n'a pas de fonction additionnelle. Mais, justement, d'introduire ce mécanisme automatique permettra enfin que nous n'ayons plus à subir des décisions inspirées par la facilité, par la démagogie, par le débat politique.

Personnellement, M. le Président, je suis très fier de parrainer le projet de loi 113. Je n'ai jamais, en quinze ans comme député à l'Assemblée nationale, considéré que j'usurpais les fonds publics en touchant une rémunération qui n'était pas adéquate. Je ne considère absolument pas qu'il s'agit aujourd'hui d'augmenter les salaires en fonction de quoi que ce soit d'autre qu'un rattrapage qui s'impose pour rétablir le salaire qui avait été jugé justifié et raisonnable en 1974 et qui s'est détérioré par l'intervention du gouvernement au fil des années.

Je suis très fier aussi de me faire le proposeur de mesures qui, tant pour le régime de pension que pour les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale, sont raisonnables et facilement justifiables puisqu'elles mettent fin à des injustices et des inéquités flagrantes à des coûts très raisonnables, très acceptables. Je considère qu'il fallait un certain courage au gouvernement pour agir enfin dans ce domaine délicat et le faire aussi ouvertement et franchement, comme c'est le cas avec le projet de loi 113 que nous débattons ici en plein jour, au vu et au su de tous. Je n'éprouve donc aucune réticence à défendre avec vigueur et acharnement les propositions du projet de loi 113. Je rencontrerai d'ailleurs à cet effet, dès cet après-midi, les membres de la presse parlementaire pour répondre à leurs interrogations et faire en sorte que la population soit la mieux informée possible du contenu et de la portée

du projet de loi 113.

M. le Président, comme l'écrivait Jean-Louis Dubuc dans *La Presse* du 24 octobre 1984: "Les députés ne devraient pas se sentir gênés de voter en faveur de ce qu'ils méritent." On parlait alors des recommandations du comité Lavoie qui, rappelons-le, comportaient un rattrapage de 44 % dans la rémunération des députés sur trois ans. Je n'hésite pas à inviter mes collègues à appuyer l'adoption du principe du projet de loi 113. C'est, à mon avis, une simple question de respect pour le poste que nous occupons et je dis au passage, M. le Président, que si nous voulons que le poste de député, ce club quand même sélect de personnes - il y a seulement 122 Québécois qui peuvent venir ici siéger en même temps à l'Assemblée nationale représenter les électeurs de leur comté - que nous sommes 122 égaux, quelles que soient les fonctions additionnelles que peuvent exercer certains d'entre nous. À la base, les 122 membres de l'Assemblée nationale sont égaux, ont été élus de la même façon par un électoral éclairé, grâce aux mesures et à l'avant-gardisme de notre loi électorale.

M. le Président, j'en profite pour inviter l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale à ne pas verser dans la démagogie facile, à faire en sorte que, si on veut que les électeurs nous respectent en tant que membres de l'Assemblée nationale, on commence d'abord à nous respecter mutuellement, à faire en sorte que des déclarations, à savoir que certains députés sont plus intelligents, plus compétents, plus capables que d'autres, ne se retrouvent pas dans la bouche de membres de l'Assemblée nationale. Il me semble que cela va de soi que, si nous voulons nous mériter le respect de nos commettants, nous devons d'abord nous respecter nous-mêmes.

M. le Président, cela n'exclut pas, bien entendu, que nous ayons des divergences d'opinions, que nous ayons des débats, comme on dit, virils à l'Assemblée nationale. Mais ces débats vigoureux n'ont pas à faire appel à l'insulte, à l'utilisation de propos injurieux qui sont d'ailleurs défendus par le règlement de l'Assemblée nationale et qui devraient être tout aussi défendus lorsque nous nous exprimons à l'extérieur de l'Assemblée nationale.

M. le Président, je conclus tout simplement en me référant à un éditorial signé par Paul-André Comeau dans *Le Devoir* du 4 décembre 1987. J'en signalerai seulement quelques extraits que je reprends, volontiers, à mon compte, M. le Président, mais qui ont le mérite d'avoir été prononcés par une personne impartiale qui n'est pas membre de l'Assemblée nationale. M. Paul-André Comeau écrit: "Cette propension à traiter cette question - la rémunération des députés - avec condescendance quand ce n'est pas tout

simplement avec mépris." Combien de fois l'avons-nous vécu, ici, à l'Assemblée nationale et en supposant, M. le Président, que les comptes rendus du débat d'aujourd'hui doivent faire appel à ce genre de condescendance, à ce genre de mépris, consolons-nous en nous disant que ce sera la dernière fois. M. Comeau enchaîne: "Il faudra nécessairement une bonne dose de courage politique pour soumettre ce projet à l'Assemblée nationale. Des considérations d'équité et de moralité politique militent en faveur d'une telle position."

M. le Président, je dis amen et effectivement, il en a pris du courage politique pour que le gouvernement en vienne à proposer le projet de loi 113. On aurait pu... Et combien de rumeurs ont circulé, à savoir que le gouvernement s'apprêtait à ne pas hausser la rémunération, mais à hausser les bénéfices de dépenses ou le remboursement des dépenses. Cela n'est pas le cas et bien au contraire, M. le Président. Nous prenons le soin de laisser dans la loi la fixation des allocations non taxables, de même que les pourcentages devant servir à la fixation de la rémunération pour fonctions additionnelles. Elles sont à l'abri de toute intervention autre que celle de l'Assemblée nationale.

(12 h 10)

M. Comeau continue: "Personne de sensé n'osera nier la nécessité d'un rattrapage considérable, à moins que de vouloir perpétuer une situation où les anomalies font bon voisinage avec les incongruités." Je pense en avoir donné plusieurs exemples au cours de mon intervention, M. le Président. Et, de continuer M. Comeau: "...le traitement des ministres et députés. En assurant à ces gens des traitements décents, l'objectif est double: permettre le recrutement de candidats de valeur, mettre les élus à l'abri de tentatives de corruption et autres pratiques que réprouvent la morale et le bon sens." Et, plus loin: "De plus, la charge de travail s'est considérablement accrue depuis une quinzaine d'années." Je sais que le whip ministériel y fera écho tantôt. "Que l'on songe un instant aux travaux accomplis en commission parlementaire et l'on aura une idée du surcroît de travail qu'exige une conception intelligente de la fonction élective. Il est désormais impossible de conserver une forme ou l'autre de pratique professionnelle durant l'exercice d'un mandat législatif." C'est mon cas depuis quinze ans, M. le Président, et de combien d'autres. "Un parlementaire doit vivre avec son traitement. Et presque uniquement de cela. On l'oublie trop souvent." Et, de conclure M. Comeau: "Il faut au contraire accepter les conséquences des hauts standards qu'une conception moderne et exigeante de la démocratie impose aux candidats et aux élus. Tout le

reste relève d'un relent de puritanisme et d'une conception naïve de la chose politique."

M. le Président, je le répète, je suis extrêmement fier, et j'entends le dire à qui voudra l'entendre, d'être celui qui parraine le projet de loi 113 qui, nous le souhaitons tous, mettra fin aux genres de débats que nous avons connus trop souvent au cours des dernières années.

Une voix: Bravo!

Le Vice-Président: Je vais maintenant céder la parole à M. le leader de l'Opposition et député d'Abitibi-Ouest.

M. François Gendron

M. Gendron: Oui, M. le Président. Au nom de ma formation politique je veux prendre l'occasion qui nous est offerte aujourd'hui pour faire certaines réflexions sur un sujet qui, comme il a été mentionné, est d'importance majeure et sur lequel il n'est pas toujours très plaisant de discourir comme parlementaires, pour des raisons évidentes. À partir du moment où on a la possibilité, nous-mêmes, de fixer notre niveau de rémunération et, ce que je souhaite pour le plus tard possible, notre régime de retraite, ça demeure toujours un petit peu odieux et difficile de faire un débat de fond, sans verser, comme cela a été mentionné, dans une certaine démagogie.

Je veux indiquer cependant que le projet de loi 113 que nous étudions aujourd'hui a fondamentalement deux principes, deux objectifs: il s'agit de modifier les régimes de retraite des membres de cette Assemblée nationale et ceux qui y sont déjà passés, de même que ceux qui y viendront, et, également, de corriger, de hausser la base de la rémunération. Je pense qu'il est très important de comprendre ici que le projet de loi apporte essentiellement une correction à la base de rémunération des parlementaires.

Avant d'aller dans le détail du projet de loi, parce que moi aussi j'ai l'intention de prendre le temps qu'il faut, avec les qualités pédagogiques de chacun, pour essayer d'être le plus clair possible pour que la population voie là une volonté politique, de part et d'autre, de faire le plus clair possible... Même si je répète que ce n'est pas facile d'être juge et partie, puisque le gouvernement a décidé de procéder, il est important que la population ait l'occasion de prendre connaissance, avec le plus de précisions et d'exactitude, des éléments sur lesquels nous avons à donner notre accord ou non.

Avant d'aborder les deux principaux éléments du projet de loi je voudrais indiquer à cette Chambre de même qu'au gouvernement qu'en ce qui nous concerne, le

chef parlementaire de l'Opposition, dès le conseil national de la semaine dernière - pas la fin de semaine qu'on vient de vivre mais l'autre - a été on ne peut plus clair en disant que nous, de l'Opposition, n'aurions pas du tout une position dite hypocrite, dite camouflée et qu'on n'essaierait pas de prendre le gouvernement à contre-pied ou de le discréditer dans ce dossier. Nous estimons que le moment était venu et qu'il était important - je l'illustrerai dans mon propos - d'apporter une correction à la base salariale des parlementaires. Lorsqu'on avait l'occasion de comparer cette base salariale avec d'autres professions, avec d'autres engagements professionnels, on se rendait compte que la rémunération de base du député, en 1987, ne répondait pas à certains objectifs professionnels quand on veut établir une rémunération équitable. Le chef parlementaire a déclaré que nous serions tous ouverts pour en discuter et que nous n'aurions rien à cacher à qui que ce soit.

Le deuxième principe qui me plaît, c'est, enfin - on a tellement voulu le faire, on l'a essayé, on l'a eu un peu et on l'a corrigé, mais j'y reviendrai tantôt - de raccrocher une fois pour toutes la rémunération des parlementaires à une structure salariale qui existe, à une structure salariale connue et qui correspond à des êtres humains qui oeuvrent à l'intérieur du même système politique ou fonctionnariste qui est celui de l'État québécois. Rattacher la rémunération de base des députés de l'Assemblée nationale à celle d'un corps d'emploi existant, il me semble que c'est un avantage. Il est doublé par le fait qu'on n'aura pas à revenir comme parlementaires, je l'espère, et à réapprécier constamment si on doit jouer dans le mode de rémunération des parlementaires.

Un troisième principe, c'est celui de la transparence. Je pense que le leader a laissé voir - et ce sera peut-être mon rôle de le laisser voir davantage - qu'à quelques égards, le choix du gouvernement aurait pu être autre. Il aurait pu être celui de ne pas dire grand-chose dans le projet de loi, d'apporter une correction minimale à la base salariale, de corriger le régime de retraite et de se donner toutes sortes de latitudes pour que nous puissions revenir constamment, par des instances qui sont plutôt internes à notre fonctionnement et, ce faisant, ne pas offrir à la population du Québec cette clarté nécessaire. Après tout, non plus comme députés, mais comme contribuables, il leur appartient, et de plein droit, d'avoir toutes les informations concernant l'ensemble des conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale du Québec. Cela inclut, bien sûr, la rémunération, les allocations de fonction additionnelle, les allocations de dépenses et le régime de pension. À trois, quatre endroits précis dans le projet de loi,

le gouvernement aurait pu faire le choix de déléguer cette responsabilité à une instance interne et, à ce moment-là, il me semble qu'on n'aurait pas offert cette même garantie de transparence, cette même assurance, pour les contribuables, d'avoir l'heure juste et de savoir exactement... Si, sur cette base, ils veulent nous critiquer, je suis très à l'aise pour en discuter. Cela ne veut pas dire que je ne serai pas d'accord à certains moments avec leur point de vue. Mais il me semble qu'on sera placé dans une situation ouverte qui nous permettra d'avoir des discussions et des débats adultes, responsables, mûrs, de gens qui sont conscients de ce qu'ils font et qui n'ont pas peur de l'affirmer ouvertement aux contribuables.

Avant d'aborder les questions fondamentales, il y a un autre principe: c'est la réduction des écarts. On ne peut pas être d'une formation politique, tenir un certain discours, et ne pas avoir, de temps en temps, des occasions concrètes de poser des gestes qui vont dans le sens du principe idéologique d'une formation politique. Moi, cela me plaît, et cela plaît à notre formation, qu'on réduise le facteur multiplicateur pour les postes additionnels et, en particulier, pour les membres de l'Exécutif. J'ai toujours pensé qu'une augmentation de 5 % sur un salaire de 20 000 \$, par rapport à une augmentation de 5 % sur un salaire de 100 000 \$, par exemple, cela n'a pas du tout le même effet. Cela a comme conséquence d'élargir les écarts salariaux. Cela me plaît que des gens qui sont plus rémunérés, même s'ils ont des responsabilités additionnelles importantes, acceptent de subir une certaine réduction des écarts salariaux entre ceux qui ont la fonction de député sans fonction additionnelle et les membres de l'Exécutif du gouvernement du Québec. J'y reviendrai tantôt.

(12 h 20)

Quand on prend un correctif, un multiplicateur qui, dans le passé, était de 90 %, additionné au salaire de base et que ce facteur sera dorénavant réduit à 75 %, M. le Président, c'est une disposition qui me plaît. Je sais bien que certains vont penser: C'est facile, ce n'est pas votre cas, vous êtes de l'autre côté, vous êtes dans l'Opposition. Je tiens à vous dire, M. le Président, que ce n'est pas du tout par facilité que nous le faisons, c'est par conviction, parce que, effectivement, je pense que pour des gens qui ont un salaire passablement plus élevé que d'autres, il est important que les fameux pourcentages ne s'appliquent pas d'une façon automatique sans considérer l'apport que cela représente pour eux.

Ce sont à peu près les principales considérations de départ que je voulais faire. Maintenant, je pense qu'on ne peut pas discourir de ces questions tout en ayant

comme objectif d'être le plus clair possible sans revenir un peu à l'analyse qui a été faite. Aujourd'hui, M. le Président, je serais assez mal à l'aise et je serais beaucoup plus malheureux que je ne le suis si tout à coup le gouvernement avait décidé que le moment était venu de hausser nos salaires mais qu'on n'avait pas vraiment quelque chose sur quoi on peut s'appuyer.

On peut bien critiquer le rapport qui a été produit mais je pense que lorsqu'on confie à deux ex-parlementaires d'expérience et à une tierce personne qui a quand même une certaine expérience, je parle de M. Baccigalupo, professeur au Département de sciences politiques et de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval... Dans un dossier comme celui-là, je suis d'autant plus à l'aise qu'il est presque dissident sur tout ce qu'on va décider parce qu'il prétend que le type de décision que nous prenons ne va pas du tout dans le sens qu'il recommandait, soit d'établir enfin une base de rémunération qui corresponde plus véritablement à ce qu'il a indiqué comme principe de base, c'est-à-dire une rémunération en fonction des responsabilités que nous avons, en fonction des heures travaillées, du temps que nous mettons, en fonction de la comparaison avec d'autres secteurs de travail et également avec le rehaussement de la préparation intellectuelle de plusieurs députés parce que - c'est juste un aparté pour une seconde, mes collègues et aussi le whip de l'Opposition aura l'occasion d'en parler, c'est ce dont je veux moins parler mais je fais juste une phrase - il me semble que la qualité de préparation sur les plans professionnel et académique de la plupart des parlementaires a été en tout cas, en termes de "diplomatie" universitaire, haussée considérablement. On sait qu'à peu près 75 %, donc les trois quarts de nos parlementaires disposent d'une formation universitaire. C'est une donnée qu'on ne peut pas ignorer quand on a à établir la rémunération.

Si on en vient maintenant au fameux comité qui a analysé et regardé ce qu'il y avait lieu de faire. Je pense que c'est important de prendre quelques minutes pour regarder le mandat. Je voudrais partir de là. Le mandat est simple. On a dit au comité: Voulez-vous regarder un nouveau mode de rémunération et un système de pension mais qui aurait comme caractéristique d'être le plus susceptible de certaines choses, premièrement, attirer et retenir au sein de l'Assemblée nationale les parlementaires les plus compétents. Il n'y a personne, M. le Président, qui ne doit pas avoir comme objectif de s'assurer que la démocratie s'exerce au plus haut niveau possible de compétence. On aura beau se mettre un bandeau sur les yeux, à moins d'être tous des hypocrites - et je pense que ce n'est pas le cas des parlementaires - il faut s'assurer

que les règles démocratiques jouent le plus possible dans la capacité d'attirer ce qu'on appelle les meilleurs éléments, Québécois et Québécoises bien sûr, parce qu'on veut des hommes et des femmes, à l'Assemblée nationale.

Deuxièmement, faire en sorte que l'accès de ces parlementaires, sans être une occasion d'accéder à une espèce de richesse économique, se fasse à tout le moins sans trop de tracasseries financières. Si les parlementaires avaient une rémunération et des conditions de travail qui faisaient que ces gens n'auraient pas cette liberté d'avoir une certaine sécurité de fonctionnement sur le plan professionnel, imaginez que la démocratie en prendrait un coup.

Autre élément, empêcher que l'Assemblée nationale ne soit si peu représentative qu'on n'y retrouve que des personnes indépendantes de fortune. Je me rappelle... Je ne suis pas un vieux parlementaire mais je commence à avoir une certaine expérience dans cette Assemblée. C'est bien sûr que ce n'est pas celle du député de Bonaventure ou du député d'Orford que je vois ici. Quand même, après onze ou douze ans, on se rend compte qu'il est très important qu'on n'ait pas affaire à des parlementaires qui ont deux jobs en même temps. Je le dis comme je le pense, j'ai connu cela ici. Je l'ai déploré parce que, entre autres dans notre formation politique, c'est peut-être une caractéristique qu'on retrouve davantage, compte tenu d'où les gens proviennent. On exerce la profession de député à temps plein. C'est fondamental de ne pas être pris avec d'autres types de préoccupations et d'engagements.

Je ne serais pas d'accord d'être à la fois député d'Abitibi-Ouest, critique de certains dossiers et de continuer, deux fois par semaine, mes cours à l'université, de continuer avec mon étude notariale, de continuer avec mon étude d'avocat. En tout cas, personnellement, je ne serais pas d'accord. Je veux faciliter cela le plus possible. Une façon de faciliter le plus possible un engagement continu, un engagement entier des parlementaires, M. le Président, c'est de s'assurer que ces gens aient une rémunération qui leur permette de vivre et qu'ils aient un certain régime de sécurité du travail. Je ne parle pas sur le plan de la formule Rand ou de la garantie qu'on ait là à vie. Non. Il faut que la démocratie s'exerce. Mais, au moins, avoir la sécurité d'une rémunération et d'un plan de retraite qui se compare avantageusement avec d'autres régimes. Éviter que l'entrée à l'Assemblée nationale ne soit, en pratique, réservée qu'à certains groupes socio-professionnels avantagés par leur statut. Il faut arrêter cela. C'étaient des principes qui étaient compris dans le mandat du comité.

Deuxième élément, c'est la pro-

blématique qu'il faut regarder un peu. Comment cela est-il venu? C'est simple, M. le Président, concernant la problématique, ces gens ont dit: En 1987 - parce qu'on y est encore pour quelques jours - compte tenu du travail de ces gens, des responsabilités, est-ce que 43 500 \$, c'est juste et équitable? Moi, si j'étais le seul juge et si c'était moi seul qui continuais à parler, j'arrêtera. Sincèrement, M. le Président, parce que je dirais: Je ne suis pas sûr, même si je veux être le plus objectif possible, que moi seul puisse être en mesure de porter un jugement sur l'équité, la justesse d'un salaire de 43 500 \$ de base en 1987.

Sauf que tous ceux qui ont regardé cela, y compris certains chroniqueurs parlementaires qui ont de l'expérience et qui en ont vu de toutes sortes, sans les qualifier, des parlementaires, la plupart conviennent - et j'en citerai quelques-uns tantôt - qu'une base de 43 500 \$, en 1987, c'est une base inappropriée compte tenu, comme je l'ai mentionné tantôt, de la fonction. Mon collègue parlera davantage de la fonction. Deuxième caractéristique quand on regarde cela. Est-ce que, par rapport à l'importance de la fonction et au travail supplémentaire exigé des députés occupant des fonctions additionnelles au sein de l'Assemblée nationale, le supplément de rémunération était convenable ou non? On leur a demandé de porter un jugement là-dessus. Enfin, on leur a demandé de porter un jugement sur ce qu'on a fait par rapport à notre plan de retraite et j'aurai l'occasion d'en parler tantôt. C'était cela, le mandat qui était confié aux trois membres du comité sur les salaires et les retraites des députés.

Je voudrais revenir, également, avant de parler très concrètement du salaire et de la retraite, sur les principes selon lesquels on doit, dans le monde d'aujourd'hui, établir une rémunération, sur les diverses données qu'ils ont analysées: scolarité, expérience, temps de travail. Ces gens ont convenu que la rémunération des députés doit tenir compte du niveau relativement élevé de scolarité. Deuxièmement, la rémunération versée aux députés doit permettre de retenir et d'attirer - c'est fondamental - entre autres, des diplômés, des citoyens et des citoyennes ayant reçu une instruction de niveau supérieur. Cela ne veut pas dire que, quand je dis cela, je viens de porter un jugement, que je ne veux pas que, dans cette Assemblée, il y ait des représentants des travailleurs. Au contraire.

Mais, aujourd'hui, écoutez, dans n'importe quelle profession, même la plupart des représentants des centrales syndicales, même les représentants d'à peu près n'importe quelle couche de la société, ce sont des gens qui ont une formation, ce sont des gens qui ont une expérience de travail,

ce sont des gens à qui l'on confère un certain gabarit professionnel qui leur permet, je pense, de représenter correctement et adéquatement les citoyens et les citoyennes du Québec. La rémunération doit également permettre de retenir et d'attirer des hommes et des femmes provenant d'un éventail ouvert, d'un éventail largement ouvert, et un éventail largement ouvert, cela signifie que je suis pour qu'à l'Assemblée nationale, il y ait des professions dites libérales. Je ne fais pas référence au parti politique, bien sûr. Il n'y a pas que cela dans la vie. En conséquence, si on veut garder un éventail le plus largement ouvert, cela prend des conditions de travail qui représentent cette caractéristique. Ce sont les éléments d'une rémunération moderne.

(12 h 30)

Regardons maintenant, avant d'arriver à ce qu'on a dans le projet de loi, ce qui s'est passé depuis 1974. Encore là, je serais mal à l'aise si, depuis 1974, on avait, chaque fois que l'occasion nous en a été donnée, profité et fait jouer au maximum le système en faveur d'augmentations que nous conféraient les diverses règles qu'on s'est données depuis 1974. Par hasard, à tort ou à raison, je ne veux pas l'évaluer aujourd'hui, ce qu'on constate en 1987, c'est que cela a été exactement le contraire qui s'est produit année après année. Année après année, il y a toujours eu des dispositions d'ordre soit législatif ou administratif qui ont eu comme conséquence de ralentir la progression des salaires que nous aurait permis, si on l'avait jouée telle que définie dans les mesures administratives ou législatives, une rémunération qui, aujourd'hui serait largement supérieure à celle qu'on se donnera par le projet de loi 113, à compter du 1er janvier 1988.

Il faut se rappeler rapidement l'évolution des salaires des députés, de 1974 à 1987. Le 1er janvier 1975, ils étaient de 22 700 \$, suivant des augmentations de l'ordre 8,1 %. Par la suite, en 1976, on a adopté une loi concernant les mesures anti-inflationnistes visant à proposer des mesures destinées à freiner l'inflation. Tout le monde se rappelle cette période - c'est-à-dire tout le monde, il y en a plusieurs qui l'ont oubliée parce que les groupes comparables ont encaissé les augmentations - nous, nous avons été obligés de réduire la progression pour éviter que, dans cette période galopante où l'inflation était folle comme ce n'est pas possible... Je donne juste l'exemple de 1976. Êtes-vous au courant, M. le Président, qu'en 1976, si tous les parlementaires, n'avaient pas apporté un correctif à un projet de loi dans le temps, on aurait touché une augmentation de 13,6 %? Est-ce que c'est cela que les députés ont touché? Non. C'est important de dire cela à la population, parce que je sais qu'elle ne pense pas cela.

Par définition, règle générale, un député, c'est bien payé. Il a un compte de dépenses pour à peu près tout ce qui bouge; pour à peu près n'importe quel geste qu'il pose, il a un compte de dépenses pour le couvrir. Tantôt, j'y reviendrai. C'est un peu faux, parce que chaque fois que je suis sorti avec mon sous-ministre, il avait toujours la gentillesse de me dire: M. Gendron, je sais que vous n'avez pas de compte de dépenses, vous allez être poigné avec la facture, laissez-moi cela, je suis capable de m'arranger avec cela parce que, effectivement... Cela, c'est du concret, pour les gens qui nous écoutent si jamais il y en avait! C'est de même, la réalité, c'est de même que cela se passe.

Là, je reviens aux salaires. En 1976, est-ce qu'on a touché 13,6 %? Réponse: non. En 1976, on n'a pas touché 13,6 %. On a dit: Non, on trouve que c'est trop. Pourtant, il y a des gens qui ont touché 13,6 % en 1976 parce que l'inflation était très élevée durant ces années-là; on était parti en peur, vous vous rappelez! Nous, nous avons touché 7,9 %. En 1977, on devait avoir 13,5 %. On a dit: Cela n'a pas de bon sens parce qu'il y a trop d'écart. Donc, on a encore réduit cela. De 1979 à 1982, là on commençait à anticiper la crise; le gouvernement intervient une fois de plus pour dire: Là, ces calculs sont compliqués, cela va être 6 %. Il se passera ce que vous voulez avec l'inflation, peu importe ce qui arrivera avec l'inflation, c'est 6 %. C'est clair, 6 %, ce n'est pas dur à comprendre. Alors, de 1979 à 1982, c'est un maximum 6 %, quoi qu'il advienne.

Est-ce que, dans les comparaisons que je vais faire tantôt, tous les intervenants, tous les groupes comparables ont été gelés à 6 %? Je sais que non, M. le Président, parce que, à cette époque-là, j'avais des responsabilités ministérielles. Je faisais partie du gouvernement. Pour toutes sortes de bonnes raisons... Je ne veux pas remettre cela en cause, je veux juste vous expliquer que le rythme de croissance, de progression du salaire prévue pour les parlementaires n'a jamais été celui qu'on avait défini. Donc, pour des gens qui sont juge et partie, on n'a pas ambitionné. On n'a pas eu ce que j'appellerais le comportement de se servir, de se remplir les poches et de dire: On a cette occasion. Je sais bien qu'on avait de bonnes balises: la presse et la population. Cela sert en démocratie. La presse, avec raison, nous aurait ramassés si nous avions eu ce comportement. Ce n'est pas ce qui s'est passé.

Pour ne pas être trop long là-dessus, cela fait que la croissance salariale, de 1974 à 1987, a eu comme conséquences que, par rapport à un indice 100, tout le monde comprend cela, le niveau de progression par rapport à un indice 100 pour le salaire des parlementaires a été, en moyenne, de 50 %

à 60 % de points inférieurs à n'importe quel groupe qu'on peut comparer en matière de progression salariale pour la même période. Là, je n'ai pas le temps, mais, on a une annexe et on pourrait déposer cela en n'importe quel temps. Je pense que l'annexe est très claire pour dire que la progression salariale des députés n'a jamais subi la croissance qu'elle aurait dû subir.

Finalement, M. le Président, avant d'en arriver à ce que le projet de loi établit, les gens qui ont regardé ça ont dit: L'objectif qu'on vise, dans le fond, c'est de trouver une fois pour toutes une formule susceptible de déboucher sur la détermination automatique d'une indemnité parlementaire juste et équitable. Et cette formule-là, dans le rapport, avant de faire les comparaisons, ce sont les "cadres supérieurs". C'est la profession ou les emplois qu'on appelle cadres supérieurs. Pour la population, il faut dire que les cadres supérieurs ce sont les gens qui ont des fonctions d'encadrement et qui doivent donner suite aux principales orientations du gouvernement. L'échelle des cadres supérieurs, sans verser dans des choses très compliquées, comporte cinq classes avec un minimum et un maximum et, même si le rapport des gens qui ont regardé ça recommandait un salaire beaucoup plus élevé que celui, finalement, que le projet de loi a arrêté, il y a au moins entente sur la rétention de la classe des cadres supérieurs mais en prenant ce qu'on appelle la moyenne ou la médiane entre le salaire minimum et le salaire maximum de la classe des cadres supérieurs. Et là je le lis: Le comité a retenu principalement, comme point de référence, la rémunération des cadres supérieurs du gouvernement, celle des directeurs généraux des commissions scolaires et celle des directeurs généraux d'établissements comme comparaison.

Après avoir fait la comparaison, il s'est arrêté au niveau des cadres supérieurs. Et comme je le mentionne, avec une médiane qui fait que, de toute façon, depuis le 1er juillet 1987, il y a des cadres supérieurs qui touchent un salaire de 83 000 \$. Est-ce que les députés vont avoir ça? Réponse: non. Il y a des cadres supérieurs de classe II qui touchent des salaires de 70 000 \$. Est-ce que les députés auront ce salaire-là? Réponse: non. Il y a des cadres supérieurs qui touchent - et un bon nombre, M. le Président - un salaire de 64 000 \$. Est-ce que les députés auront cette rémunération? Réponse: non. C'est ça qu'on appelle une médiane. C'est le milieu ou la moyenne entre le minimum et le maximum lorsqu'on fait l'ensemble des comparaisons. C'est ça qui a été retenu.

Et si on regarde cela, par exemple, par rapport à des professions autres que les cadres supérieurs, est-ce que je me sens à l'aise, M. le Président, de dire que le 1er

janvier, un député aura comme base salariale 52 788 \$? La réponse c'est: oui. Quand je regarde par exemple le traitement des directeurs généraux des commissions scolaires - c'est un milieu que je connais bien, j'ai oeuvré dans ce milieu-là - il n'y a aucun directeur général de commission scolaire qui a un salaire inférieur à 70 000 \$, 73 000 \$, 80 000 \$. Toutes les comparaisons sont là. Même avec les principaux d'écoles - quand je dis "même" ce n'est pas pour les dévaloriser - il y a sûrement des comparaisons à faire avec ces gens-là. Moi, mon voisin d'en face est bien à l'aise, il est directeur d'école. Il fait une bonne "job". C'est un très bon professionnel. Et quand je lui ai dit que j'avais un salaire de 43 500 \$ en 1987, il ne voulait pas me croire. Il ne voulait pas me croire. Il a dit: Cela ne se peut pas. Cela ne se peut pas que ce soit votre base. Je veux bien qu'on se fasse ramasser par des gens qui disent: Oui, mais vous avez autre chose. On en parlera tantôt des autres choses. Mais là, je parle de la base du salaire.

Et c'est pourquoi je pense que le leader du gouvernement avait raison tout à l'heure d'insister qu'il ne s'agit pas d'une augmentation de salaire. Il s'agit d'une correction de la base, bien sûr, qui se traduit par plus d'argent dans nos poches. Mais une fois pour toutes, on rehausse le niveau de la base parce qu'il était devenu indécemment que la base salariale soit si différente que ça d'autres catégories de professionnels. Et, dans ce sens-là, M. le Président, on est complètement d'accord. Je pourrais continuer mes comparaisons avec les employés d'hôpitaux, les directeurs généraux de centres d'accueil, les directeurs généraux de centres hospitaliers.

(12 h 40)

Je conclus sur le salaire en disant que, fondamentalement, je pense que le comité avait raison de prétendre que si on veut attirer des membres à l'Assemblée nationale qui ont une pleine liberté d'action pour continuer leur travail convenablement, si on veut que la rémunération soit adéquate, si on veut que dorénavant, dans notre énumération, on puisse avoir cette variété de sujets, il faut apporter un correctif. Le projet de loi le fait. Le projet de loi apporte un correctif salarial. Et contrairement à ce qui était proposé dans le rapport, il va à une médiane inférieure à ce qui était proposé et ça donne, comme le leader l'a mentionné tantôt, une augmentation de 21,4 % mais à laquelle il faut soustraire l'indexation que nous aurions eue de toute façon et pour laquelle il n'y a pas de disposition particulière dans le projet de loi. Pour ce qui est de la rémunération des députés, je pense qu'elle est juste, équitable et, en ce qui concerne l'Opposition, nous sommes tout à fait d'accord avec la recommandation du gouvernement concernant cette hausse de la

base salariale.

Concernant les rémunérations pour des fonctions additionnelles, je ne veux pas insister longuement, mais je veux juste dire qu'il est normal, je pense, que, lorsque des gens exercent des responsabilités additionnelles... C'est dans ce sens que le comité a fait son travail, en disant: Il est de pratique courante que des personnes qui exercent une responsabilité additionnelle puissent avoir une rémunération qui tienne compte de cette fonction additionnelle. Sur cet aspect, je veux insister à nouveau sur le fait que ce projet de loi répond aux objectifs que l'Opposition visait au moment où nous avons eu des discussions avec le leader du gouvernement là-dessus.

Nous préférons de beaucoup que ces dispositions soient dans le projet de loi plutôt que confiées au Bureau de l'Assemblée nationale. Je ne porte aucun jugement sur les gens qui travaillent au Bureau, ce sont des gens de bonne foi qui font leur travail, mais nous sommes en train de discuter de quelque chose de fragile dans l'opinion publique et, en conséquence, nous nous devons de prendre les dispositions pour donner ce caractère et ce niveau de transparence concernant les sommes attribuées à des fonctions additionnelles.

Je n'ai pas l'intention, aujourd'hui, de faire le tour de la liste pour dire que oui, il y a des sommes additionnelles pour les vice-présidents, les leaders, les whips, ainsi de suite. Tout ce que je dis, c'est que l'esprit du projet de loi était d'apporter des correctifs à certaines fonctions additionnelles parce qu'on trouve que les montants étaient trop élevés, et c'est surtout de consacrer le principe qu'il appartient au législateur d'assumer ses responsabilités et de l'inclure dans le projet de loi. Les fonctions additionnelles sont dans le projet de loi. En conséquence, il s'agit là d'une disposition heureuse du projet de loi.

Le troisième élément, avant de clore sur les salaires et de parler du régime de pension, c'est l'allocation de dépenses des députés. Combien j'étais d'accord avec ce qui a été mentionné par le leader du gouvernement, et j'ai donc hâte - je ne sais pas si je vais être obligé de demeurer parlementaire pendant 30 ans pour arriver à cela - que ceux qui traitent de ces questions fassent la distinction entre le salaire de base et les allocations de dépenses. Chaque fois qu'on a touché à ces allocations de dépenses pour faire des corrections mineures à la hausse - une indexation qui tenait à peine compte de la réalité - chaque fois qu'on a posé ce geste, c'était toujours sur la base de représentations qui nous étaient faites pour justifier que le montant accordé était toujours inférieur au montant réellement dépensé et nous avons toujours des éléments justificatifs pour le prouver.

Cette allocation de dépenses, c'est justifié justement par le fait que nous soyons toujours appelés à prendre nos repas en dehors d'un contexte moins dispendieux, c'est le fait qu'on a à assumer toutes sortes de dépenses reliées à nos fonctions. Je ne porterai pas de jugement sur ce que je porte, mais je peux vous dire que, si j'exerçais une autre fonction, je ne suis pas sûr que j'aurais une vingtaine de complets, une dizaine à Québec et une dizaine dans mon comté pour, de temps en temps, faire l'échange, si vous me permettez l'expression, parce qu'on ne peut pas toujours porter les mêmes vêtements. Je ne me plains pas, j'aime toujours parler concrètement, c'est un exemple que je veux illustrer. Quand on attribue 8000 \$ ou 8500 \$ d'allocation de dépenses, je regrette, pour celui qui vous parle, ce n'est pas un salaire et je ne peux pas l'ajouter à ma base salariale parce qu'il n'y a pas d'année où je n'ai pas été en mesure de prouver que je l'avais défoncée. Vous pouvez me dire que je suis un mauvais administrateur, c'est possible, pas possible, mais certain. On a tellement peu de temps de s'occuper de nos affaires qu'il arrive qu'on est obligés effectivement de dépenser ces sommes, mais ces dépenses sont pour toutes sortes d'affaires normales pour un parlementaire, que ce soit toutes sortes de participations à des billets, à des carnivals, à toutes sortes d'événements qui ont lieu dans nos comtés pour lesquels on est sollicités avec raison.

Je ne veux pas que les gens qui nous sollicitent nous lâchent. Continuez à nous solliciter, c'est normal. Mais je veux qu'effectivement on tienne compte de cet élément dans notre profession pour s'assurer que, dorénavant on pourra l'assumer. Donc, l'allocation de dépenses y a-t-il moyen, les quelques gens de la presse qui sont peut-être encore sur les perroquets - faites votre job, je ne peux pas le faire à votre place - que, lorsque vous parlez de cela, vous distinguez que l'allocation de dépenses cela n'a rien à voir avec le salaire? Ce que j'aime dans le projet de loi, c'est que, là aussi, on dit: On ne se cachera pas et on ne jouera pas à l'autruche avec cela. On dira clairement dans le projet de loi que ce montant est de tant. Le leader l'a dit, c'est 8800 \$. Il ne sera pas augmenté, je suis d'accord là-dessus; il sera indexé selon les principes connus.

Par conséquent, je clos sur les salaires en vous disant que pour ce qui regarde les trois éléments: hausse du plancher, d'accord; nécessité que certaines fonctions additionnelles soient révisées à la baisse, mais incluses dans le projet de loi, d'accord; nécessité que, dorénavant, on traite toujours séparément l'allocation de dépenses et le salaire et que celle-ci soit spécifiée dans le projet de loi, d'accord, M. le Président. Contrairement aux appréhensions de certains,

on a un projet de loi qui reprend modestement l'espèce d'avis qui avait été lancé par le chef parlementaire de l'Opposition: Si le gouvernement nous présente des augmentations et des corrections raisonnables, l'attitude de l'Opposition sera une attitude responsable, "mature", adulte. On ne se cachera pas et on dira à la population, aux parlementaires et au gouvernement: Vous aurez notre appui sur les dispositions prévues dans le projet de loi concernant les indemnités salariales.

L'autre volet du projet de loi, parce que c'est un volet important, c'est toute la question du régime de pension. Je sais que ce n'est pas facile de traiter de ces questions lorsqu'on ne peut pas avoir les instruments pédagogiques qu'il nous faudrait, c'est-à-dire une série de tableaux pour montrer qu'il y a eu un ancien régime qu'on a... Excusez l'expression mais puisqu'on a un comité "scrap" Paradis, on pourrait peut-être en faire un élément du vocabulaire français. Le comité qui veut "scrapper" la réforme Paradis. J'allais dire que notre ancien régime de retraite, en 1982, on l'a "scrapé". J'étais membre du gouvernement, j'étais dans des responsabilités qui nous permettaient de poser le geste qu'on a posé. Est-ce à dire que je ne reconnais pas qu'il fallait à ce moment-là apporter des correctifs majeurs à notre régime de pension? La réponse est oui, M. le Président. Nous avions un régime de pension qui était très onéreux, très dispendieux, pour l'État québécois et qui contenait des dispositions, en tout cas en ce qui nous concerne, avec la petite compétence que je peux avoir dans ces questions-là, à certains égards des dispositions abusives. En 1982, le gouvernement du Québec a eu à prendre des décisions majeures et importantes, compte tenu que nous étions dans une situation que tout le monde se rappelle, sur laquelle je ne veux pas revenir, mais qu'on appelait communément la pire crise qu'on ait jamais eue ici au Québec depuis de nombreuses années. En conséquence, je pense qu'on ne pouvait pas avoir une attitude rigide envers d'autres catégories de travailleurs et ne pas s'imposer également certains sacrifices importants. C'est ce qui a été fait pour ce qui est du régime de retraite. Sauf que des fois, M. le Président, à vouloir donner l'exemple ou à essayer de donner l'exemple, on y va très fort, avec beaucoup de détermination et, souvent, sans toute l'analyse qu'il faut par rapport aux répercussions, et c'est ce qui est arrivé. Par la suite, on s'est rapidement rendu compte que ce n'est sûrement pas avec un régime de retraite comme celui dont nous disposons actuellement qu'il y a des avantages majeurs pour attirer les personnes qu'on veut voir venir pour représenter ici les différentes circonscriptions électorales du Québec.

En conséquence, je pense qu'il faut, encore là, se référer aux constatations du groupe de travail qui a regardé ça par rapport au régime de retraite pour se rendre compte que fondamentalement son constat était le suivant. Est-ce qu'on peut effectivement conserver un régime de retraite qui, à l'analyse, a comme conséquence que plusieurs parlementaires n'obtiennent pas les services admissibles additionnels auxquels les cotisations qu'ils versent leur donneraient droit? C'est de ça qu'on parle, M. le Président, dans les modifications au régime de retraite.

(12 h 50)

On ajoutait: "En effet, si on considère l'âge moyen des députés et la durée moyenne de leur fonction, on constate que, fréquemment, les députés ont interrompu une carrière dans le secteur privé à un âge susceptible de compromettre l'efficacité de l'accumulation d'un montant de rentes en vue de la retraite. Nous en concluons que les deux principaux problèmes de sécurité du revenu qui affectent les députés sont, premièrement, l'incertitude quant à un niveau adéquat de revenu lorsque leur mandat prendra fin..." Vous le savez, M. le Président, s'il y a quelque chose qu'on ne contrôle pas c'est bien ça, le moment où notre mandat prendra fin. Et, pour la plupart des parlementaires, il prend fin souvent plus vite que prévu. Je pense que tout le monde en conviendra, "...deuxièmement, il est important, compte tenu des contributions que l'on verse, d'accumuler suffisamment d'épargnes pour s'assurer d'un revenu adéquat à la retraite."

Et là, je voudrais juste prendre deux secondes en dehors des papiers pour dire: Oui, on a un régime de retraite qui confère certains bénéfices avantageux. Il faut être conscient, cependant, que les parlementaires contribuent largement à leur régime de retraite. Il n'y a pas beaucoup de citoyens qui sont au courant que notre contribution versée au régime de retraite est de 10 % du salaire et des bénéfices additionnels qu'on verse. Je ne me plains pas de verser 10 %, je veux me donner certains bénéfices de retraite, mais je veux que la population sache que c'est 10 %.

Deuxièmement, après avoir fait le constat que je viens de faire sur les régimes de retraite, est-ce que le projet de loi présenté nous présente quelque chose d'abusif? Est-ce qu'il nous présente des modifications au régime de retraite qui auraient comme conséquence d'augmenter très sensiblement les charges, les responsabilités financières de l'État? La réponse est non, pour deux raisons, et je pense que le leader du gouvernement a voulu l'illustrer assez correctement tantôt. Il y a une réduction du crédit de rentes octroyé aux bénéficiaires et il y a également

certaines critères qu'on a resserrés pour s'assurer que dans les cas où il y a prise de retraite anticipée, comme on l'appelle, qui ne correspond pas aux deux éléments qu'on a voulu conserver dans le projet de loi, c'est-à-dire l'âge et le nombre d'années de service... Pour éviter que cela devienne abusif, dans le projet de loi, il y a une disposition qui parle d'une réduction actuarielle. En ce qui me concerne, je prétends que cette réduction actuarielle est une disposition qu'il fallait inclure dans le projet de loi pour éviter que l'État ait à assumer les coûts élevés que cela pourrait représenter dans le cas des parlementaires qui, n'ayant pas fait beaucoup d'années à l'Assemblée nationale, voudraient immédiatement, après avoir perdu leur qualité de siéger à l'Assemblée, se retirer avec le droit de percevoir tout de suite leurs rentes de retraite et avoir droit à l'entièreté des sommes prescrites. Il me semble que c'est normal que des gens qui, par rapport aux facteurs de l'âge et des années de service, ne répondent pas aux critères établis, aient une réduction actuarielle afin de bénéficier d'une retraite anticipée. Cela devient un choix personnel. Je veux bien qu'il s'exerce, ce choix personnel, mais qu'il s'exerce dans des conditions où les parlementaires, les législateurs ou l'État québécois n'auront pas honte, ne seront pas gênés des avantages qu'ils accordent. En conséquence, si le choix libre d'un parlementaire c'est de la prendre tout de suite, on lui dit: D'accord, mais avec une réduction actuarielle significative.

Au régime de retraite, je pense qu'il était important d'apporter des corrections afin de s'assurer que, dorénavant, à partir du 1er janvier 1988, les parlementaires qui siégeront connaissent les règles du jeu, sachent qu'ils bénéficieront d'un nouveau régime de retraite, mais d'un régime de retraite qui, tout compte fait, se compare avec d'autres professions du même genre et n'a pas ce caractère abusif de créer rapidement ce que j'appelle, dans le jargon arithmétique, une espèce de courbe exponentielle qui, jadis, avant 1982, prenait des proportions coûteuses et très élevées après plusieurs années et devait être corrigée. On a apporté des corrections en 1982. On s'est rendu compte que le régime de pension, suivant tous ceux qui l'ont analysé, avait eu des corrections tellement majeures que plusieurs parlementaires n'avaient même plus avantage à y contribuer. Il y a des gens qui nous écoutent qui vont peut-être dire: Oui, mais vous n'aviez qu'à le faire; si le régime était à ce point décevant, pourquoi ne vous retiriez-vous pas du régime? Ce n'est pas compliqué, M. le Président. C'est qu'il y a une disposition dans le projet de loi, anciennement, qui dit: contribution obligatoire, parce que c'est un régime dit universel. Vous êtes parle-

mentaire, vous contribuez au régime, même si vous pensez que le régime ne vous donne pas les bénéfices qu'il est censé vous donner. Il y avait obligation, dans l'ancien projet de loi, de contribution pour tous les parlementaires. Le nouveau projet de loi maintient cette disposition avec laquelle je suis d'accord parce que c'est plus facile d'être en mesure d'évaluer correctement les charges de l'État lorsque le régime est obligatoire. Si je dois obligatoirement participer à un régime, je voudrais qu'à tout le moins ce soit un régime qui me donne certains bénéfices.

Quant aux détails, on aura l'occasion d'y revenir en commission parlementaire. Je ne veux pas aller plus loin aujourd'hui, si ce n'est de dire que le projet de loi que le gouvernement nous présente nous offre un régime de retraite qui, encore là, va en deçà du rapport proposé. Cela nous apparaît être dans les limites du bon sens et du raisonnable.

Comme je pourrais prendre plus de temps, mais que je n'ai pas l'occasion de revenir cet après-midi et que je veux profiter des quelques minutes qui me restent, moi aussi, M. le Président, je voudrais signaler, en conclusion, que c'est un débat qui n'est jamais facile parce que c'est nous-mêmes qui devons le faire. Mais je pense que le gouvernement du Québec a pris ses responsabilités, à la suite du mandat qu'il a donné à trois personnes d'évaluer toute cette question. Il l'a fait dans des limites raisonnables.

Je pense que si des chroniqueurs parlementaires pouvaient, lors du dépôt des trois principaux éléments du rapport, c'est-à-dire les salaires, les pensions, toute la question des allocations additionnelles, des allocations de dépenses, écrire et mentionner comme le leader du gouvernement l'a fait... Je cite par exemple, ici, Pierre Vennat qui mentionnait: Les députés fédéraux du Québec, dont la responsabilité n'est pas supérieure à celle de leurs collègues de l'Assemblée nationale, gagnent un salaire de base de 57 000 \$. Il n'y a pas de raison, disait-il, pour laquelle un député à Québec ne gagnerait pas autant que ceux d'Ottawa.

Je veux simplement lui dire que je suis complètement d'accord avec cela. Sauf que, dans le projet de loi qui nous est présenté aujourd'hui, on n'y arrivera pas encore. Notre salaire est inférieur à ce que gagnent les députés fédéraux, sans porter de jugement sur le travail que font les députés fédéraux; je pense qu'ils font leur travail le plus honnêtement possible, quels qu'ils soient. Mais une chose est sûre, on ne peut pas être une société distincte, on ne peut pas être un peuple, on ne peut pas être une communauté différente, en tout cas, en ce qui nous concerne, et ne pas avoir la conviction que, d'abord et avant tout, au Québec, le premier député, le premier parlementaire des citoyens

et des citoyennes du Québec, cela a toujours été, quelle que soit la formation politique, leur élu du Québec. Quand on demande à un citoyen du Québec quel est son Parlement, c'est rare que le gars du Québec ou la fille du Québec répond: C'est à Ottawa. C'est rare. Je les comprends et, là-dessus, je les félicite. Leur Parlement, c'est le Parlement de Québec. Leurs députés, ce sont les députés membres de l'Assemblée nationale du Québec. Nous avons des mandats dans environ tous les dossiers comme des dossiers d'agriculture, de forêts, de mines, d'aide sociale, d'environnement et ainsi de suite. Je ne veux pas y revenir, mais je pense que Pierre Vennat, de **La Presse**, a compris cela. Quand il disait: Un député du Québec devrait, à tout le moins, avoir un salaire équivalent à celui du fédéral, je veux dire que je partage son point de vue, mais je veux dire, aujourd'hui, à la population qui nous écouterait que le salaire retenu dans le projet de loi 113 est inférieur à celui que touchent actuellement les députés fédéraux. Donc, on ne va sûrement pas à l'encontre de ce qu'ils attendaient.

Il y a un autre éditorialiste, Sylvio Saint-Amant, qui disait dans **Le Nouvelliste**: Bien sûr, il y a un sondage qui dit: On ne veut rien savoir de l'augmentation des députés. Moi, je comprends les gens. Comme citoyen contribuable, si on me demandait: Veux-tu que le salaire des juges soit porté, demain matin, à X dollars - et je n'ai rien contre les juges - peut-être que le réflexe normal comme contribuable serait de dire: Je pense que c'est correct, je pense qu'ils en ont assez. Tout dépend de la manière dont la question est posée. Sauf qu'il n'y a pas un citoyen qui n'a pas convenu que la base de rémunération, quand on la compare à d'autres, ne doit pas être rehaussée. C'est cette question qu'il aurait fallu poser. Car, si on pose juste la question: Est-ce que vous pensez qu'on devrait en donner plus? Je suis d'accord avec le leader, qu'on pose la même question sur les journalistes, les policiers, quelle que soit la profession, règle générale, la population ne dira pas: Donnez-leur une hausse de 40 % ou de 50 %. Mais M. Sylvio Saint-Amant disait ceci: Si nous voulons avoir des gens compétents en politique, des hommes et des femmes hautement qualifiés, il faudra accepter d'en payer le prix. Autrement, nous risquons de nous retrouver avec des "deux de pique" comme il en existe déjà trop.

Moi, je suis le "deux de pique", je ne porte pas de jugement. Je dis juste, M. le Président, que je pense que, si on ne veut pas que ce genre de qualificatif nous soit trop souvent attribué, il faut viser à la meilleure compétence, à la meilleure qualité possible.

Je pourrais en citer d'autres, mais je conclus en ces termes, M. le Président, pour

ne pas avoir l'occasion de revenir: Je pense que le projet de loi qui nous est présenté, par rapport aux analyses, aux études, aux objectifs que nous avons et qu'on doit garder comme parlementaire, ce sont des dispositions en ce qui nous concerne qui nous apparaissent raisonnables. Oui, on pourrait avoir certaines considérations. Oui, on pourrait dire qu'à certains articles... J'ai un exemple en particulier, soit à l'article 35. En commission parlementaire, on va peut-être présenter quelques amendements mineurs, mais fondamentalement nous sommes en étude de principe en deuxième lecture. Je pense que les principes retenus dans ce projet de loi sont conformes à ce qui devait être fait. Oui, l'Opposition va agréer les dispositions prévues. Et je pense, M. le Président, que, pour ce qui est de la qualité démocratique du Québec, c'est un pas qui a été fait dans le bon sens et qui, en aucune façon, ne devrait empêcher quelque parlementaire que ce soit d'avoir cette capacité, cette conscience sociale d'expliquer clairement ce que nous avons fait, mais avec la conviction que ce n'est pas aujourd'hui qu'on se donne un cadeau de Noël, que ce n'est pas aujourd'hui qu'on vole les contribuables. Comme le leader l'a fait, et c'est pour cela que cela a plu davantage à l'Opposition, on l'a fait de jour, on n'a rien à cacher. Je pense que c'est comme cela qu'on doit aborder les lois qui nous concernent. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: À ce moment-ci, je reconnais M. le whip du gouvernement.

M. Vallières: Oui, M. le Président, même si je suis prêt à intervenir, compte tenu de l'heure, je proposerais que nous puissions suspendre nos travaux jusqu'à 15 heures.

Le Vice-Président: Très bien. Puisque nous arrivons à 13 heures, nous allons suspendre nos travaux. L'Assemblée reprendra ses travaux cet après-midi à compter de 15 heures.

(Suspension de la séance à 13 h 2)

(Reprise à 15 h 6)

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît!

Vous pouvez vous asseoir. Nous allons reprendre nos travaux et plus particulièrement le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 113, Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale. Je suis prête à reconnaître le prochain intervenant, M. le député de

Richmond.

M. Yvon Vallières

M. Vallières: Merci, Mme la Présidente. Avant d'attaquer de front l'esprit et les modalités du projet de loi 113 portant sur le salaire des membres de l'Assemblée nationale et leur régime de pension, il importe, je crois, de saisir quelques réalités très présentes dans notre système politique québécois.

Par le passé, on a critiqué à plusieurs reprises la façon dont les parlementaires fixaient et adoptaient leur rémunération et les autres indemnités liées à leurs fonctions. Or, ces critiques n'étaient pas tout à fait sans fondement. Pourquoi? Il y a eu d'abord le rapport Bonenfant publié en novembre 1974, lequel avait pour mandat d'étudier cette question, qui, lui, répondait adéquatement à cette question, et je le cite: "Le parlementaire se trouve, face à son indemnité, dans une situation délicate car il peut la fixer lui-même sans être obligé, comme d'autres, d'en négocier les termes, d'où l'accusation facile qu'on peut porter contre lui d'être à la fois juge et partie."

La résultante d'une telle réalité est facile à saisir. Non seulement les parlementaires sont-ils critiqués chaque fois que revient le débat sur les salaires et les autres indemnités, mais la planification financière de chacun et chacune des élus est dans un tel contexte impossible. Qu'on ne se surprenne pas, par ailleurs, si le système politique québécois n'arrive plus à susciter un intérêt certain pour attirer des candidats de prestige. Or, à ce stade-ci de l'histoire du parlementarisme québécois, une correction s'imposait, car, ne l'oublions pas, le projet de loi 113 que nous avons devant nous n'a pas pour but exclusif de proposer une hausse de salaire et de modifier le régime de pension des députés. Il vient proposer un encadrement des conditions de travail des élus, qui, à coup sûr, améliorera la qualité de vie démocratique au Québec.

C'est ainsi que disparaîtra, en vertu du projet de loi 113, le volet carrément discrétionnaire des hausses de traitement et dépenses des députés. En effet, jusqu'à aujourd'hui, la conjoncture politique semblait davantage constituer le guide des normes de travail des parlementaires. Dorénavant, les députés seront soumis à des règles claires et à un mode de rémunération plus juste, équitable, et surtout plus normal.

Le rapport préparé par MM. Lavoie, Fréchette et Baccigalupo, qui a été rendu public récemment, constitue une mise à jour du rapport Bonenfant en reprenant à peu près la même problématique. Je veux, d'ailleurs, féliciter les membres de ce comité pour l'excellence du travail qu'ils ont accompli et également pour leur grande

contribution à l'exercice que nous tenons aujourd'hui, soit celui de présenter un projet de loi devant cette Chambre. Dans ce rapport, on décrit en quelques lignes l'évolution du travail du député depuis les 25 dernières années et je me permets de prendre à mon compte, Mme la Présidente, quelques lignes de ce rapport et je cite: "Le député, de nos jours, assume des responsabilités variées et particulièrement exigeantes pour lui et sa famille. Depuis le début de la Révolution tranquille, son rôle a rapidement évolué et sa charge de travail a considérablement augmenté. La croissance marquée et accélérée de l'État québécois, à partir du début des années soixante, a eu, en effet, pour conséquence d'accroître, de façon très nette, la somme de travail jusque là confiée au parlementaire québécois et ce, tant à l'intérieur de l'Assemblée nationale qu'à l'extérieur de l'édifice de la colline parlementaire."

C'est ainsi qu'on peut, sans exagérer, souligner que le rôle et les fonctions de parlementaire québécois furent particuliers dans le sillon de la période, dite de la Révolution tranquille. En quelques mots, la relation entre cette croissance de la tâche, les fonctions du député et le développement du Québec moderne s'explique très bien.

Le Québec, un cas particulier. Le leader de l'Opposition avait l'occasion de le souligner tantôt. Je veux y revenir car, vous savez, la reconnaissance d'un Québec distinct par rapport aux autres provinces n'est pas le fruit unique d'une signature survenue récemment dans un accord liant l'ensemble des entités canadiennes. Cette reconnaissance dans les faits est le fruit d'un travail collectif de Québécois et de Québécoises, de groupes, d'organismes et d'entreprises oeuvrant dans tous les secteurs d'activité, qu'ils soient politique, économique, social ou culturel et qui ont fait en sorte que s'affirme un Québec de plus en plus fort.

En bout de ligne, les courants de pensée et les lignes d'action des projets de société qui furent préparés et mis en place au cours de cette époque furent véhiculés, un jour ou l'autre, sur le parquet de cette Assemblée. C'est là qu'apparaît toute la signification et la portée du travail accompli par les parlementaires québécois.

De multiples occasions sont démontrées dans le cadre de nos travaux où l'efficacité et la compétence des élus québécois sont mis en relief. Qu'il suffise de mentionner les débats lors de discours du message inaugural, de débats lors du budget, des motions non annoncées en cette Chambre, des débats d'urgence, des interpellations du vendredi, de la réputée période de questions, de l'étude des projets de loi, qu'ils soient à caractère public ou privé, du travail en commission parlementaire. Je pourrais continuer à énumérer plusieurs gestes qui, dans le

quotidien, font en sorte que le travail de la députation en général a considérablement évolué au Québec depuis les 20 dernières années.

Voilà autant d'occasions, donc, qui ont entouré la conception de projets de développement qui ont influencé le cours historique du Québec. Les générations de parlementaires québécois qui se sont succédé ont sacrifié une partie de leur vie privée et ont souvent abandonné des carrières plus lucratives pour servir la population du Québec. Certes, on conviendra également que tous les candidats à la vie publique doivent, au préalable, accepter les règles du jeu sans se douter, bien souvent, que la fébrilité d'une telle carrière entraînera, dans quelques cas, une perte importante de leur santé tant physique que financière.

Aujourd'hui, en 1987, le temps n'est-il pas venu de mieux encadrer ce travail de femmes et d'hommes publics afin de rendre plus sécuritaire cette fonction aussi gratifiante qu'injuste? C'est, en somme, ce que propose le gouvernement du Québec en présentant ce projet de loi 113, dont les principales modalités ont été détaillées plus tôt ce matin par le leader du gouvernement.

Il y a deux volets principaux: l'un portant sur les salaires, l'autre sur le régime de pension. Dans les deux cas, il s'agit de poser un geste de maturité politique, un geste inspiré par la recherche de l'équilibre. Il ne s'agit pas d'augmentations disproportionnées, mais bien d'une formule plus juste et tenant compte de l'évolution du parlementarisme québécois.

D'autre part, Mme la Présidente, ma fonction de whip du gouvernement me fournit cette occasion unique de partager la vie des parlementaires québécois. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, cette fonction comporte de bons moments, lorsqu'un parlementaire réussit à faire avancer une cause, une idée sur laquelle il s'acharne et travaille parfois depuis plusieurs années. Le temps me manque ici pour énumérer toute une liste de réalisations du gouvernement libéral depuis, je dois le dire, les 25 dernières années, par exemple.

Mais ce métier que nous aimons et que d'aucuns qualifieront, volontiers, de métier de missionnaire est aussi rempli d'embûches, de pièges et de mauvaises surprises. Combien de bris de carrière? Combien de vies de couple perturbées? Absence presque totale de vie privée.

Sans vouloir m'attarder sur tous les cas individuels qui font en sorte que cette fonction de député peut être hasardeuse, je me contenterai de souligner un cas rendu public récemment qui illustre bien une situation intolérable sur le plan humain. Vous avez peut-être compris, Mme la Présidente, que je voulais faire allusion au cas de l'ancien député de Berthier qui, le 20

novembre dernier, lançait un cri de détresse dans le quotidien **La Presse**, dont le seul titre évoque bien cette situation malheureuse. Je cite: "Vivant d'aide sociale, un ancien député crie au secours". C'est une situation que je qualifie immédiatement d'inacceptable. Quel que soit le député et quelle que soit sa formation politique, ce genre de situation ne doit pas se répéter à l'Assemblée nationale du Québec. Outre les problèmes personnels qui accablent, entre autres, cet ancien député, le fait qu'il n'ait siégé que pour un seul mandat le prive, comme vous le savez, du droit à une pension de député.

Certes, il n'en est pas ainsi pour l'ensemble des députés de cette Chambre de même que pour ceux et celles qui nous ont précédés ou qui nous suivront, mais il n'en reste pas moins que le projet de loi 113 permettra, dans une moindre mesure, d'amoindrir les difficultés de réintégration à une vie plus normale de ceux et celles qui ont consacré une partie de leur existence à la vie publique.

En somme, tel que le recommandait le rapport Bonenfant, en 1974, et tel que le recommande le rapport Lavoie-Fréchette, le projet de loi 113 inclurait une automaticité à toute future majoration du salaire des députés. De plus, le nouveau régime de pension améliorera le sort des députés québécois soumis à une rude épreuve au cours de la période de vie où ils auront servi la population du Québec.

Enfin, le troisième avantage de cette réforme qui est envisagée consiste à établir un principe, celui du rattrapage et de l'établissement des hausses automatiques sans que les députés aient à revenir sur le sujet, quelle que soit la conjoncture économique et politique vécue du moment.

La population du Québec comprendra que l'adoption du projet de loi 113 jouera en sa faveur puisque le travail de ses députés n'en sera qu'amélioré, croyons-nous, du simple fait qu'elle se verra offrir un choix plus diversifié. En effet, des candidats de choix, de prestige ou talentueux hésiteront peut-être un peu moins, ou, en tout cas, moins longtemps avant d'accepter de venir servir ici en cette Chambre. En somme, les sombres perspectives d'une défaite électorale effraieront moins en sachant à l'avance ce qui les attend et que leur réintégration dans la vie courante deviendra un passage moins difficile à franchir.

Il faut également comprendre que ce régime proposé aujourd'hui ne règle pas tout. Le député sera toujours soumis à une carrière aléatoire, lorsqu'il décidera de faire le saut en politique active. N'oublions jamais que le peuple est souverain dans notre système politique et que nul en cette Chambre ne détient son poste à vie. Seule la confiance que lui témoigne la population de

son comté à chaque élection déterminera la longévité du mandat d'un député. La moyenne de vie politique au Québec est de l'ordre de six ans, et, plus souvent qu'autrement, la carrière du député est plus courte qu'il ne l'avait originellement prévu.

En ce sens, le taux de risque demeurera toujours élevé en politique active. Les heures de travail ne diminueront pas non plus. Les connaissances générales des problèmes économiques et sociaux de la société québécoise continueront d'être un acquis précieux pour bien saisir et comprendre les besoins et aspirations des Québécoises et des Québécois. Cependant, le gouvernement québécois estime que le temps est venu de mieux encadrer l'environnement financier des députés québécois en vue d'améliorer la qualité de leurs outils de travail.

Mme la Présidente, un meilleur encadrement des conditions de travail pour les membres de l'Assemblée nationale ne diminuera pas les heures de recherches qu'ils doivent effectuer pour participer aux débats qui ont cours ici ou ailleurs dans les commissions parlementaires. De meilleures conditions de travail ne diminueront pas non plus le temps que le député consacre aux personnes âgées, aux jeunes, aux travailleurs et travailleuses, dans leur comté respectif afin d'améliorer leurs conditions de vie.

Enfin, de meilleures conditions de travail ne diminueront pas non plus toute cette nécessité de parcourir des dizaines, voire des centaines, des milliers de kilomètres, porte à porte, que ce soit lors de campagnes de financement populaires ou lors de campagnes électorales, quand on sait également que, lors de ces événements particuliers, fatigue et épuisement n'ont plus leur place en pareilles circonstances.
(15 h 20)

Mme la Présidente, évidemment, avec les nombreuses réalisations du gouvernement libéral, je pourrais vous dire que notre travail est presque accompli, mais je voudrais vous indiquer, sans partisanerie, qu'il reste beaucoup de travail à effectuer, que les défis à relever sont encore nombreux et que les défis de notre société d'aujourd'hui se posent avec beaucoup d'acuité et ne sont pas nécessairement faciles à relever, et je dirais même qu'ils seront plus difficiles, plus complexes à relever que ceux d'hier.

Les membres de cette Assemblée nationale ont un rôle important à jouer pour suivre l'évolution d'une société dynamique et au sein de laquelle les défis ne manqueront pas au cours des prochaines années.

Non, Mme la Présidente, les députés de l'Assemblée nationale ne s'offrent pas, aujourd'hui, un présent à la veille de la période des fêtes. Au gré des changements et des modifications survenus aux institutions mêmes de notre Assemblée, le temps

apparaît plus qu'opportun de régulariser une situation qui n'a, jusqu'à maintenant, rien de normal puisque les députés sont contraints d'être à la fois juge et partie sur une question aussi délicate que leur mode de rémunération et de régime de pension. D'autre part, les propositions contenues dans le rapport, et que nous reproduisons dans plusieurs cas dans le projet de loi que nous avons devant nous aujourd'hui, s'inscrivent dans l'esprit du rapport Bonenfant de 1974, bien que ces modalités se situent quelque peu en-deçà des recommandations qui ont été formulées. En ce sens, le gouvernement estime raisonnables, justes et équitables les propositions contenues dans le projet de loi 113. 11 est cependant évident qu'il devra être accepté par l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale pour bien marquer sa légitimité.

Qu'on le veuille ou non, les exigences requises pour bien représenter la population québécoise iront en augmentant dans l'avenir. Il s'agit de jeter un bref coup d'oeil en arrière pour illustrer l'évolution d'un Québec devenu de plus en plus moderne. Voilà un autre élément important qui a conduit le gouvernement du Québec à ouvrir les portes de ce débat sur la rémunération de ceux et celles à qui revient le rôle d'assurer les destinées de la société québécoise en reconnaissant de bien meilleure façon les normes et les critères du métier pour lequel ils sont payés.

Mme la Présidente, quelques mots sur ces responsabilités du député québécois. Le leader de l'Opposition a très bien décrit, cet avant-midi, ce rôle particulier du député qui siège ici en cette Assemblée nationale. Le député québécois est un député que l'on peut qualifier de premier représentant de la population, contrairement à celui des autres provinces où le député fédéral joue ce rôle. Compte tenu d'un champ de compétence plus large au Québec qu'ailleurs, la population du Québec fait d'abord affaire avec son député provincial. C'est donc le premier député, celui de l'Assemblée nationale. D'ailleurs, sans vouloir qualifier ou juger du travail fait par les députés fédéraux, combien de fois des électeurs et électrices se présentent dans nos comtés avec des dossiers dont la responsabilité est du ressort du gouvernement fédéral et que, de façon spontanée, le député de la Législature provinciale décide de s'occuper de ces cas. À tout cela, Mme la Présidente, je veux simplement ajouter que ce qui est fait par la députation en cette Chambre est fait avec toute la volonté requise pour représenter les électeurs, quelle que soit leur origine.

Vous m'indiquez qu'il ne me reste qu'une minute, Mme la Présidente. Je suis persuadé qu'on me laissera quatre à cinq minutes pour conclure, puisqu'il y aura très peu d'intervenants sur ce projet.

Ici, à l'Assemblée nationale, le député sert aussi d'intermédiaire entre la population de son comté et le gouvernement. Il est aussi le député législateur et contrôleur. Ajoutez à cela le travail qui nous incombe continuellement auprès de nos électeurs dans nos comtés respectifs. J'avais inscrit ici quelques-uns des éléments, quelques-unes des tâches des députés en cette Chambre, lors de leurs travaux. Nombreux sont les caucus où le député défend les intérêts de ses commettants et commettantes. Combien de fois il doit participer à des rencontres préparatoires des deux côtés de la Chambre afin d'évaluer les projets de loi. Multiplication de comités de toutes sortes permettant au député de fournir sa contribution et son expertise dans un secteur précis correspondant généralement à ses affinités professionnelles ou à la composition de son comté.

Et que dire du travail constant dans les commissions parlementaires pour étudier les projets de loi dans les moindres détails, pour entendre les groupes intéressés à certaines politiques du gouvernement, pour l'administration de certains organismes gouvernementaux autonomes, pour étudier les crédits budgétaires du gouvernement québécois et combien d'autres? Est-il nécessaire d'en ajouter pour démontrer la somme énorme de travail abattu par le député?

Vous me demandez de conclure, Mme la Présidente. J'ai compris tout à l'heure que je pouvais continuer.

Des voix: Consentement.

La Vice-Présidente: Consentement.

M. Vallières: Je vous remercie.

Ces nouvelles exigences du député québécois font en sorte que le parlementaire québécois est maintenant plus instruit qu'auparavant. Le pourcentage de parlementaires avec formation universitaire a atteint 73 % à la suite des élections de 1976 et de 1981. Faut-il rappeler qu'en 1867 seulement 25 % des députés détenaient un diplôme de niveau supérieur? Le niveau de scolarité plus élevé des parlementaires d'aujourd'hui n'est donc pas non plus étranger à cette nécessité de leur verser un salaire qui correspond à cette réalité.

J'ai fait un calcul rapide tantôt, Mme la Présidente. Je veux vous indiquer que le projet de loi qui est devant nous concernant cet ajustement du salaire des députés représente pour chacun des électeurs de mon comté, la modique somme de 0,40 \$ par année.

Mais, hormis toutes ces considérations, il ne faut pas oublier que les députés sont des êtres humains et que malgré les nombreux préjugés qui existent à leur

endroit, ils ont besoin d'être considérés, appréciés et valorisés. C'est ce que fait le projet de loi 113. Vous comprendrez que c'est en plein jour que nous avons décidé de traiter de ce projet de loi parce que nous en sommes fiers, Mme la Présidente.

Souvent, les gens nous demandent: Qu'est-ce que cela vaut un député? Quand on songe que l'ensemble des députés qui sont ici en cette Chambre agissent, dans leur comté respectif, comme des ombudsmen, je pense qu'il n'y a pas de honte à venir en plein jour défendre les émoluments de ces députés, défendre les conditions de travail dans lesquelles ils ont à oeuvrer quotidiennement.

Mme la Présidente, le poste de député n'est pas, ici au Québec, réservé à un petit groupe d'élites et cela doit continuer. Le poste de député n'est pas, ici, réservé aux mieux nantis et cela doit continuer. Le poste de député au Québec doit être suffisamment rémunérateur pour attirer tout un éventail de candidats et candidates qui veulent servir le Québec indépendamment de leur âge, de leur provenance, de leurs revenus. Pour nous assurer d'une députation compétente, il faut qu'on puisse offrir au député un salaire raisonnable lui permettant de vivre convenablement, de même que sa famille.

En terminant, le rapport Lavoie-Fréchette discute en détail des conditions de travail auxquelles doit se conformer et est confronté le député québécois. Historique et statistiques à l'appui, le comité d'experts réussit à bien cerner les limites théoriques et pratiques du présent régime d'allocation des indemnités. Les propositions qui y sont contenues ont essentiellement pour but de donner au député québécois cette marge de manoeuvre essentielle à l'accomplissement d'une tâche exigeante, aussi bien sur le plan physique qu'intellectuel.

En somme, Mme la Présidente, le projet de loi que nous avons devant nous donnera un statut plus officiel, moins aléatoire au rôle de député dont la base repose sur ses talents de législateur, de médiateur, de concepteur et de praticien face aux structures, lois et règlements qui assurent la cohérence de notre société. Voilà l'optique dans laquelle a travaillé le gouvernement du Québec dans l'élaboration de son projet de loi 113 portant sur la rémunération et le régime de pension des députés de l'Assemblée.

(15 h 30)

Mme la Présidente, notre institution ne doit-elle pas refléter l'image d'un système organisé, juste et équitable? À notre avis, et je pense que c'est partagé par les deux côtés de cette Chambre, le projet de loi 113 répond à ces impératifs. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Richmond. M. le député de Lac-Saint-Jean.

M. Jacques Brassard

M. Brassard: Merci, Mme la Présidente. Il y a une quinzaine de jours, à l'occasion du conseil national de notre parti politique qui avait lieu ici même à Québec, moi-même et le chef de l'Opposition, à l'occasion d'un rapport de l'aile parlementaire que nous faisons chaque fois que ce conseil se réunit, nous avons clairement indiqué aux militants de notre parti que, sur la question de la rémunération des députés, nous avions l'intention de faire en sorte que le débat, d'abord, comme l'indiquait mon vis-à-vis, se déroule en plein jour, cela nous semble aller de soi, mais que nous allions également aborder cette question de façon franche et honnête sans nous enliser dans une démagogie facile. Je dois dire que, lors des débats précédents sur cette question, que ce soit en 1974 au moment où nous étions dans l'Opposition ou que ce soit en 1982 au moment où les libéraux étaient dans l'Opposition, lors des deux débats précédents, je ne pense pas que nous ayons engagé sur cette question délicate un débat de façon franche et honnête. Nous avons plutôt, d'un côté comme de l'autre - en 1974, c'était notre cas, en 1982, c'était le cas des libéraux - nous avons sombré dans une démagogie échevelée et facile.

J'ai feuilleté quelque peu le **Journal des débats** de décembre 1982 sur cette question. Je vous assure que ce n'est pas édifiant. J'évite de vous en faire des citations parce qu'on avait décidé, les libéraux avaient décidé, à ce moment-là, de faire la lutte au projet de loi déposé par le gouvernement d'alors, et tous les arguments possibles et imaginables ont été invoqués, et je pense que ce n'est pas pertinent de rappeler tout cela parce que ce n'est pas très beau. C'est ce qui fait d'ailleurs que les journaux de l'époque parlaient d'une augmentation de traitement en 1982, alors que c'était tout à fait le contraire qui se produisait. Le projet de loi, à l'époque, en 1982, faisait en sorte qu'une indexation qui était prévue pour le début de janvier 1983 était reportée au printemps, en avril. Donc, en définitive, en pratique et en réalité, il s'agissait d'une diminution de traitement, d'une réduction du traitement. Le débat s'était fait d'une telle façon que, finalement, dans les journaux, les médias, on rapportait ce débat comme portant sur une hausse de la rémunération. C'était l'aberration la plus totale, la plus complète.

C'était un projet de loi qui prévoyait une baisse de la rémunération, une réduction de l'augmentation, mais tout le monde en parlait comme étant une augmentation, comme étant un projet de loi prévoyant une augmentation. Cela étant dit, Mme la Présidente, je dois disposer d'abord d'un argument qui revient souvent et qui consiste

à dire, face à un député qui parle de ce sujet si délicat: Vous êtes pourtant libres, vous avez été libres d'accepter de devenir députés, de devenir candidats de votre parti, et d'être élus députés, et d'être dans bien des cas réélus et réélus - moi, c'est ma troisième fois. Vous avez été libres de faire cela. Pourquoi vous plaignez-vous du niveau de rémunération? C'est en toute liberté que vous avez accepté d'être candidats et députés. C'est vrai. Mais ce n'est pas un argument du tout. Cela n'a aucune valeur quand on traite de la rémunération, parce que, dans ce cas, cet argument vaudrait également pour toutes sortes de catégories professionnelles. Aux enseignants, aux fonctionnaires, qui se plaindraient de leur niveau de rémunération, on pourrait aussi répondre: Écoutez, vous êtes bien libres d'être fonctionnaires, vous êtes bien libres d'être enseignants.

Je pense que c'est un argument qui n'a aucune valeur dans les circonstances. Il faut voir cela d'une autre façon. Il faut voir cela en examinant d'abord la fonction - je pense que c'est ce que mon collègue a fait, en partie - en examinant la fonction de député qui est une fonction mal connue. C'est vrai que le député est souvent à l'avant-scène. C'est vrai que le député, dans sa circonscription, est un personnage qui est visible, qui est à l'avant-scène, sur la scène publique, mais cela ne signifie pas que sa fonction est bien connue de la population. Au contraire, on se rend compte que la fonction de député est une fonction très mal connue par la population. Je pense qu'il est important dans ce cas-ci d'en parler quelque peu.

Le rôle du député, c'est un rôle qui a évolué au fil des années et qui a évolué très rapidement. L'accroissement de la charge du député et du rôle du député a évidemment évolué en fonction de la croissance de l'État. Au cours des 25 dernières années, l'État québécois a occupé de plus en plus de place, s'est retrouvé dans plus en plus de domaines, de secteurs de la vie en société. Le rôle de l'État s'est accru. Forcément, cela a une influence directe sur le rôle du député, du membre de l'Assemblée nationale. La croissance de l'État égale donc un accroissement de la charge de député, aussi bien au parlement qu'en dehors du parlement. Au parlement, d'abord, c'est l'évidence. Les sessions sont pas mal plus longues qu'elles ne l'étaient; on siège plus longtemps. Il y a des fins de session même très intensives. On se le rappellera. Celle qu'on vit présentement est de tout repos à comparer à certaines qu'on a déjà vécues dans les années passées. Donc, on siège plus longtemps, forcément. Sur ce strict plan, le rôle du député s'est accru comme parlementaire, non seulement parce que la Chambre siège plus longtemps, mais également parce que le rôle des

commissions parlementaires s'est modifié considérablement au fil des années. Il y a plus de commissions qui siègent et les fonctions des commissions parlementaires sont nettement accrues.

En d'autres termes, le rôle de contrôleur de l'exécutif, de contrôleur des dépenses et de l'administration est beaucoup plus considérable qu'il ne l'était, ce qui fait que les commissions parlementaires siègent plus souvent et plus longtemps. Elles se voient confier beaucoup plus de mandats qu'auparavant. Par conséquent, alors même que la Chambre ne siège pas, plusieurs commissions, très souvent, régulièrement fonctionnent et les députés sont appelés à faire leur travail de membres des commissions. Ils sont souvent, d'ailleurs, membres de plus d'une commission; dans notre cas, comme nous ne sommes que 21, c'est évident que chaque député de l'Opposition est membre de plus d'une commission et cela accroît sa charge de travail en conséquence.

Il y a des statistiques qu'on retrouve dans le rapport Lavoie, Fréchette, Baccigalupo, d'ailleurs, qui sont éloquentes à ce sujet. En 1986-1987, le nombre de séances des commissions parlementaires est de 425, alors qu'en 1973-1974, il n'était que de 176. Le nombre d'heures suit en conséquence. On est passé de 519 heures de commissions en 1973, à 1323 en 1986. Donc, l'accroissement de la charge de travail à ces commissions a presque triplé.

La fonction de député, ce n'est pas uniquement cela. Cela me fait sourire très souvent quand je rencontre des électeurs entre deux sessions. La session n'étant pas reprise, soit aux mois de mars ou octobre, on se fait souvent poser la question: Quand retournerez-vous au travail? Est-ce que vos vacances sont terminées? Comme si, évidemment... Ce n'est pas un reproche qu'on peut faire à la population, mais c'est parce que la fonction de député est mal connue. Il y a beaucoup de citoyens au Québec qui s'imaginent que le travail du député se borne à son travail de parlementaire, en Chambre et en commission et que, après cela, il est en vacances. Ce sont les vacances. C'est évident que ce n'est pas du tout la réalité. (15 h 40)

Le travail en dehors du parlement occupe également une grande partie du temps du député. Là aussi, son rôle s'est accru. Le rôle d'intermédiaire, par exemple, occupe beaucoup de temps et demande beaucoup d'énergie du député. Là aussi, c'est relié à la croissance de l'État. L'État a accru ses responsabilités. L'État est de plus en plus présent. Résultat: la machine administrative a grossi, est souvent devenue énorme, gigantesque, complexe. Il est extrêmement difficile pour un citoyen, très souvent, de se retrouver dans les complexités

de cet appareil administratif. Il est perdu. Et la réaction de beaucoup de nos concitoyens - c'est normal - c'est d'aller voir leur député pour essayer de lui demander de les guider, en quelque sorte, dans les méandres de l'administration publique pour tenter de résoudre leurs problèmes.

C'est un rôle important. Le rôle du député face à l'État, comme intermédiaire entre les citoyens et l'État, c'est un rôle capital. Et non seulement entre les citoyens et l'État, mais également entre les groupes et les organismes publics. Ceux qui ont 18, 20, 25... Il y a même des comtés où il y a 30, 40 municipalités, 40 conseils municipaux. Cela veut dire que, très souvent, une municipalité qui n'a que 700 ou 800 habitants a recours au député pour l'aider dans sa démarche auprès de l'appareil de l'administration publique. Ce rôle d'intermédiaire n'est pas joué uniquement par rapport aux citoyens, mais également par rapport aux groupes et aux organismes.

Autre volet, évidemment, de la tâche du député: les activités sociales. Le député est invité à tout ce qu'il peut y avoir d'activité sociale dans son comté. Que ce soit le cocktail à l'occasion de l'inauguration d'un édifice public ou la soirée sociale d'un club de l'âge d'or, le député y est invité. Il ne peut pas refuser toutes ces invitations-là. Il est obligé d'accepter toutes ces invitations, ce qui fait qu'il a très peu de fins de semaine libres dans l'année. On peut compter sur les doigts d'une seule main les fins de semaine totalement libres d'un député. Il y a toujours quelque chose en fin de semaine. Autrement dit, sa semaine de travail, ce n'est pas sur cinq jours, mais sur sept jours, sept jours sur sept.

S'ajoutent à ça les activités partisans, parce qu'il est membre d'un parti. Des députés indépendants, on en a eu un tout récemment mais, règle générale, il y a très peu de députés indépendants. Nous sommes membres d'une formation politique. Nous représentons une formation politique. Nous nous faisons élire sous l'étiquette d'un parti politique et, forcément, il faut participer aux activités partisans, aux activités de ce parti, aux différentes instances de ce parti, que ce soit dans le comté, au niveau régional ou au niveau national. Cela occupe du temps. Cela prend du temps également.

Le résultat est très bien exprimé dans le rapport Lavoie-Fréchette: la fonction de député, c'est une fonction à plein temps. On ne peut plus, maintenant, de nos jours, imaginer qu'on va être député et, en même temps, continuer ses activités professionnelles ou continuer d'exercer son ancien métier. C'est impossible. C'est une activité à plein temps. Forcément, partant de là, la logique veut que le niveau de rémunération tienne compte de ce fait-là, de ce phénomène-là qui est évident, c'est que la fonction de

député est une fonction à plein temps.

Tout à l'heure, mon collègue parlait de l'origine des différents députés, et il avait raison de le faire. C'est vrai que, de nos jours, presque 70 % des députés ont un diplôme universitaire et appartiennent aux catégories professionnelles suivantes: professionnels, 47 %; monde des affaires, 24 %; employés de services, 12 %; administrateurs publics, 11 %. La conséquence de tout ça, c'est que, compte tenu de l'origine des députés, de la formation des députés, il faut prévoir forcément un niveau de rémunération en conséquence. C'est ce qui fait que le comité a dégagé les principes d'orientation suivants; je les donne très rapidement parce que c'est important pour comprendre le projet de loi.

Les principes d'orientation du comité sont les suivants. D'abord, la rémunération versée aux députés doit tenir compte du niveau relativement élevé de scolarité atteint par les parlementaires québécois; c'est un fait. Deuxièmement, la rémunération versée aux députés doit permettre de retenir et d'attirer, entre autres diplômés, des citoyennes et des citoyens ayant reçu une instruction de niveau supérieur. Troisièmement, la rémunération versée aux députés doit permettre de retenir et d'attirer des hommes et des femmes en provenance d'un éventail largement ouvert en termes de catégories socioprofessionnelles. Quatrièmement, enfin, la rémunération versée aux députés doit permettre de retenir et d'attirer, entre autres catégories, des hommes et des femmes en provenance non seulement des secteurs public et parapublic mais aussi du monde des affaires et des diverses corporations professionnelles du Québec.

L'un des objectifs majeurs fixés par le rapport Lavoie-Fréchette-Baccigalupo, c'est qu'il faut avoir un système de rémunération des députés qui ait un pouvoir suffisamment attractif pour combler les postes de députés, pour attirer vers ce métier, cette fonction, le plus large éventail possible de candidats. Cela, c'est important et capital.

Je dirais bien sincèrement que nous, du Parti québécois par exemple, nous sommes actuellement 21. À la prochaine élection, cela veut dire qu'il va nous falloir trouver au minimum une centaine de candidats. Il va falloir qu'on trouve, nous, du Parti québécois, de l'Opposition, au moins une centaine de candidats, une centaine de femmes et d'hommes du Québec qui vont accepter de se porter candidats sous l'étiquette du Parti québécois. Mais le problème existe pour n'importe quelle formation politique. Ils vont accepter de se porter candidats pour devenir députés. Je vous le dis tout de suite, c'est très clair, on le retrouve dans le rapport, ce n'est pas avec une rémunération de 43 000 \$ que vous allez attirer des candidats de

valeur, de qualité. On aurait des problèmes, si on maintenait ce salaire, à trouver de notre côté - je parle pour nous - une centaine de candidats. Prenez toute une série de catégories professionnelles: les directeurs d'école, les cadres de la fonction publique, les hommes d'affaires, les chefs de PME, les professionnels, les cadres du réseau des affaires sociales, des établissements de santé, tous ces gens ont une rémunération très nettement supérieure à celle d'un député. Essayez de leur offrir une candidature. La réponse sera très souvent négative. Dans beaucoup de cas, elle sera négative. C'est donc important que la rémunération soit suffisamment élevée pour permettre le recrutement de candidats de valeur et de qualité.

Ce qu'on retrouve dans le projet de loi me paraît, quant à moi, raisonnable et je dirais même modeste, parce qu'on a pris comme base la ligne médiane, soit la classe d'administrateur IV. Il y a cinq classes d'administrateur. On n'a pas pris la classe I (minimum 64 200 \$, maximum 83 400 \$), on n'a pas pris la classe II (minimum 58 000 \$, maximum 70 000 \$), on n'a même pas pris la classe III (minimum 52 000 \$, maximum 64 000 \$), on a pris la classe IV. Alors, cela me paraît, comme une base, non seulement raisonnable, mais je dirais modeste. Il n'y a rien d'exagéré dans ce choix qui a été fait, compte tenu de l'ensemble des classes d'administrateurs ou de cadres de la fonction publique. Par conséquent, ce projet de loi me paraît comporter un réajustement.

(15 h 50)

Il s'agit d'un rajustement, il faut bien le signaler, de la rémunération tout à fait raisonnable, d'une part, et, d'autre part, enfin - je pense que c'était souhaité par tous ceux qui se sont penchés sur la question - il convenait de rattacher à une catégorie de la fonction publique le niveau de rémunération des députés pour éviter enfin, dans l'avenir - il y a peut-être un consentement pour que je conclue, Mme la Présidente - qu'on soit de nouveau placés, comme députés, à périodes régulières, dans cette situation tout à fait délicate et désagréable.

Ce n'est pas intéressant pour les députés d'avoir à se pencher sur la question de leur rémunération et de la fixer. Il n'y a rien d'intéressant ou d'agréable. Pour éviter cela, il s'agit de rattacher le niveau de rémunération du député à une catégorie de la fonction publique. C'est ce que le projet de loi fait, c'est ce que le rapport Bonenfant proposait déjà en 1974, c'est ce que le projet de loi fait.

Enfin, après je ne sais combien d'années, on en arrive à cette solution que la rémunération du député soit rattachée à une catégorie de la fonction publique. Ils ont choisi la classe IV des administrateurs, c'est

loin d'être la plus élevée, c'est loin d'être la plus généreuse, mais enfin, cela constitue un réajustement à tout le moins raisonnable, ce qui nous causera peut-être un peu moins de problèmes quand on aura à recruter des candidats pour la prochaine élection.

En conclusion, Mme la Présidente, nous donnons notre accord. Nous nous sommes refusé, nous de l'Opposition, à faire de la démagogie facile sur cette question. Il fallait arrêter ce cycle infernal. En 1982, les libéraux se sont dit: On va se venger de ce que les péquistes ont fait en 1974. Nous, on aurait pu dire: On va se venger de ce que les libéraux nous ont fait subir en 1982. Il fallait arrêter cela, il fallait arrêter ce cycle infernal, et c'est ce qu'on fait. Par conséquent, de façon très franche, très honnête, comme Opposition, nous allons voter pour le projet de loi qui n'a rien d'exagéré ni de scandaleux dans le contexte actuel. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Lac-Saint-Jean. M. le ministre délégué à la Réforme électorale.

M. Gratton: Comme leader du gouvernement, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: M. le leader du gouvernement.

M. Michel Gratton (réplique)

M. Gratton: Je désirerais, à ce moment-ci, exercer mon droit de réplique dans ce débat sur l'adoption du principe du projet de loi 113.

Je voudrais d'abord remercier les intervenants dans le débat, le leader de l'Opposition, les whips des deux formations politiques, pour les interventions très sérieuses qu'ils ont daigné apporter à ce débat. Je l'ai dit ce matin et je reprends les propos du député de Lac-Saint-Jean selon lesquels l'aspect probablement le plus significatif que contient le projet de loi 113, c'est ce mécanisme d'automatisme qu'il introduit quant à la façon de fixer la rémunération ou le salaire des députés. Je l'ai dit ce matin, c'est un sujet extrêmement délicat qui, comme le soulignait le député de Lac-Saint-Jean, a toujours, de mémoire de parlementaire, fait l'objet de démagogie. Cela sera désormais fini avec l'adoption du projet de loi 113.

Cela ne veut pas dire pour autant que le rattrapage prévu quant à la rémunération des députés, le salaire de base, constitue quelque chose qui n'est pas raisonnable, bien au contraire. On a eu l'occasion, au cours des dernières semaines, à la suite de la parution du rapport Lavoie-Fréchette, de constater plusieurs anomalies, entre autres le fait qu'au moment où l'on se parle, il n'y a

pas un seul ministre qui ne gagne pas moins, en termes de rémunération globale, que son subalterne, c'est-à-dire le sous-ministre, alors que le ministre est théoriquement, selon les statuts mêmes du Québec, le responsable devant l'Assemblée nationale et devant la population de tout ce qui se passe dans le ministère dont il est le titulaire. Son subalterne, le sous-ministre, est présentement rémunéré selon une échelle qui, même au niveau le plus bas, lui accorde une indemnité supérieure à celle de son patron, le ministre.

Mme la Présidente, je le souligne puisque, même après l'adoption du projet de loi 113, ce sera encore le cas pour une très grande partie des ministres ou des membres du Conseil exécutif. En effet, en faisant passer et en faisant ce rattrapage entre le salaire actuel du ministre de 82 650 \$ à 92 379 \$, soit un rattrapage de quelque 11,8 %, cela rejoindra, à peine, la médiane entre le salaire le plus bas et le salaire le plus élevé de la classe administrateur, classe 1, qui est celui des sous-ministres. En fait, plusieurs ou, en tout cas, tous les sous-ministres qui sont dans la partie supérieure de l'échelle qui va jusqu'à un maximum de 97 201 \$ seront effectivement rémunérés à un salaire plus élevé que celui de leurs patrons, les ministres.

C'est dire, Mme la Présidente, que les augmentations, les rattrapages qui sont prévus dans le projet de loi 113, sont absolument et exactement conformes à l'évolution de la rémunération des administrateurs classe IV à la médiane qui avait été consacrée comme principe en 1974, avec 1000 \$ en-deçà, à la suite des recommandations du rapport Bonenfant.

Mme la Présidente, on a fait état au cours du débat des corrections qu'apporte le projet de loi 113 au régime de pension. Il me semble qu'en améliorant de beaucoup les conditions d'éligibilité à la pension de député pour toute personne qui cesse d'être membre de l'Assemblée nationale et en le faisant à un coût très raisonnable, soit une augmentation d'à peine 0,4 % de la masse salariale, quant au coût direct et un coût de 2 700 000 \$ quant au passif pour l'ensemble de cette Législature, on vient là corriger des inéquités et des injustices à un coût fort raisonnable et fort acceptable.

Mme la Présidente, nous aurons l'occasion à la commission de l'Assemblée nationale de procéder à l'étude détaillée de chacune des dispositions du projet de loi 113. À titre de parrain du projet de loi, je serai accompagné des fonctionnaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances du gouvernement, la CARRA, de même que de tout le personnel qui pourra apporter tout l'éclairage voulu, surtout au régime de pension, un sujet fort complexe qui, souvent, se traduit dans un langage très technique. Les experts pourront

répondre aux questions susceptibles d'être posées par les membres de la commission de l'Assemblée nationale.

Je le dis en terminant, Mme la Présidente, je réitère ma fierté de proposer à l'Assemblée nationale le projet de loi 113, surtout, parce que, une fois pour toutes, on aura réussi à dépolitiser la fixation, l'établissement de la rémunération des élus à l'Assemblée nationale.

La Vice-Présidente: Merci, M. le leader du gouvernement et ministre délégué à la Réforme électorale. Le débat étant clos, est-ce que le principe du projet de loi 113, Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale, est adopté?
(16 heures)

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader du gouvernement.

Renvoi à la commission de l'Assemblée nationale

M. Gratton: Mme la Présidente, je voudrais faire motion pour que le projet de loi soit déferé à la commission de l'Assemblée nationale pour étude détaillée.

La Vice-Présidente: Est-ce que cette motion est adoptée?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.

M. Brassard: Mme la Présidente...

La Vice-Présidente: M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Brassard: M. le whip, s'il vous plaît!

La Vice-Présidente: Je m'excuse, M. le whip.

M. Roger Paré, membre de la commission de l'éducation

M. Brassard: Avec le consentement de la Chambre, je voudrais faire une motion pour changer un membre d'une commission.

M. Gratton: Volontiers, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Consentement.

M. Brassard: Je ferais motion pour que le député de Shefford remplace le député de Laviolette à la commission de l'éducation.

La Vice-Présidente: Est-ce que cette

motion est adoptée?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.

M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Mme la Présidente, je vous prierais d'appeler l'article 17 du feuillet.

Projet de loi 112

Adoption du principe

La Vice-Présidente: À l'article 17 de notre feuillet, le ministre des Finances propose l'adoption du principe du projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Avant de reconnaître le premier intervenant, je voudrais savoir s'il y a consentement de cette Chambre, compte tenu de l'article 237, c'est-à-dire que la présentation date de moins d'une semaine. Est-ce qu'il y a consentement pour qu'on puisse...

Une voix: ...

La Vice-Présidente: Il y a consentement? Consentement.

M. le ministre des Finances.

M. Gérard D. Levesque

M. Levesque: Mme la Présidente, le projet de loi 112 intitulé Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec a pour objet, si l'on considère les notes explicatives, de modifier la loi sur la Caisse de dépôt pour établir des critères additionnels de qualification des placements que la Caisse peut effectuer en vertu de pouvoirs spécifiques. C'est-à-dire que l'on veut, à ce moment-ci, dans le projet de loi 112, procéder à certains changements à cause de modifications dans la conjoncture actuelle.

C'est ce qui nous amène à discuter de ce projet de loi. C'est ce qui nous a amenés également à solliciter le consentement des membres de cette Assemblée pour pouvoir en discuter et voir à son adoption avant l'ajournement de Noël. J'en profite donc pour remercier l'Opposition de son concours. Je pense que, de part et d'autre, nous sommes venus à la conclusion que de tels amendements, dans les circonstances actuelles, étaient non seulement acceptables mais désirables.

Permettez-moi d'abord de vous exposer brièvement les motifs qui ont conduit à l'élaboration de ce projet de loi, Mme la Présidente. Cette description de la situation vous permettra, j'en suis persuadé, de mieux saisir la légitimité de ces changements et

d'en apprécier la pertinence.

Chacun des placements de la Caisse de dépôt dans les principaux secteurs d'investissements, c'est-à-dire les obligations, les hypothèques, les immeubles, les actions, l'encaisse, est effectué en vertu d'un pouvoir spécifiquement prévu dans la loi de la Caisse. L'un de ces pouvoirs spécifiques définis aux articles 30 et 31 stipule que, lors de placements en actions ou en titres de créance d'une compagnie, la Caisse est tenue d'investir dans une compagnie qui a obtenu, pour chacune des cinq années qui précèdent l'investissement, un rendement minimal de 4 %. Par ailleurs, lorsqu'un placement ne satisfait pas à l'exigence stipulée aux articles 30 et 31 et, de façon générale, à l'un ou l'autre de ces pouvoirs spécifiques de placement, la Caisse, en vertu de la loi actuelle, peut exercer son pouvoir général de placement défini à l'article 34 de la loi et désigné par le terme "clause omnibus".

En d'autres mots, il y a un pouvoir spécifique qui fait en sorte qu'il y a ces exigences que j'ai mentionnées mais, lorsqu'on ne satisfait pas à ces exigences, on peut se servir de la clause omnibus. Mais le plafond des placements pouvant être effectués en vertu de cette clause omnibus a été fixé dans la loi à 7 % de l'actif total de la Caisse. En incluant, en 1965, ces deux articles dans la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, l'intention du législateur était on ne peut plus claire. La sécurité des dépôts à effectuer par des centaines de milliers de Québécois exigeait, et exige encore aujourd'hui, que les placements de la Caisse, tout en procurant un rendement optimal, soient exempts de toute notion de risque inconsidéré.

Ces deux objectifs, rentabilité, d'une part, et sécurité des placements, d'autre part, doivent être sauvegardés à tout prix et le gouvernement auquel j'appartiens ne saurait à aucun moment faire dévier la Caisse de sa mission. Cependant, les moyens à prendre pour remplir la même mission peuvent varier considérablement durant un intervalle de 20 ans. C'est pourquoi j'ai mentionné, tout à l'heure, que les circonstances peuvent varier et, à ce moment-ci, il nous semble, encore une fois, désirable de procéder comme nous le suggérons.

En effet, il faut être réaliste et tenir compte de la conjoncture économique actuelle lorsque l'on veut apprécier les placements effectués par la Caisse. Les règles qui prévalaient en 1965 méritent d'être révisées aujourd'hui, à la lumière des récents changements économiques et financiers et il y a lieu d'adapter les textes légaux au contexte de notre époque et de modifier de temps à autre des lois qui peuvent devenir trop restrictives ou qui sont devenues inadéquates.

J'estime qu'actuellement, les articles précédemment cités de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec limitent indûment les activités de placement de la Caisse et risquent, à court et à moyen termes, d'amoinrir son taux de rendement et ce, de façon appréciable, et je m'explique. 60 % des grandes compagnies canadiennes dans lesquelles les gestionnaires de la Caisse sont autorisés à investir - je parle bien de 60 % de l'ensemble de ces compagnies - ne satisfont pas, malgré le fait qu'elles soient solides et performantes, au critère de rendement de 4 % par année pendant cinq ans, tel que mentionné dans la loi actuelle.

Les causes de ce taux de rendement sont multiples. Mentionnons seulement que plusieurs de ces grandes compagnies canadiennes appartiennent à des secteurs cycliques, c'est-à-dire les mines, les métaux, les aurifères, les produits forestiers, les pipelines, les sociétés de gestions.

En second lieu, plusieurs, pour ne pas dire la majorité des jeunes moyennes entreprises québécoises, ne répondent pas à ce critère de 4 % en cinq ans. Les raisons tiennent principalement aux conditions liées aux différents stades de développement qui limitent, du moins durant les premières années d'existence d'une entreprise, son taux de rendement.

Une autre catégorie d'entreprise pénalisée par l'article 31 de la Loi sur la Caisse inclut évidemment toutes les entreprises ayant moins de cinq ans d'existence. Certains penseront sûrement que la clause omnibus à laquelle je faisais référence tout à l'heure devient l'instrument tout désigné pour pallier la situation et ils ont raison. Les placements de la Caisse dans ce type d'entreprise ont en effet été effectués en vertu de l'article 34 de la loi et ils font maintenant partie des 7 % de l'actif total de la Caisse réservés justement à cet usage.

(16 h 10)

Toutefois, il y a un problème et un problème de taille. Au total, les titres détenus par la Caisse en vertu de la clause omnibus atteignent aujourd'hui environ 6 % de l'actif total, laissant bien peu de marge de manoeuvre aux gestionnaires de placement. En fait, le mince écart entre l'utilisation réelle et l'utilisation permise par la loi risque d'être comblé très rapidement par l'apparition de deux nouveaux phénomènes économiques. D'abord, l'endettement des pays du tiers monde et leur incapacité de rembourser les dettes contractées auprès des grandes banques ont obligé celles-ci à augmenter leurs réserves pour faire face à cette nouvelle réalité. Les analystes prévoient donc que les banques canadiennes ne satisferont plus, dès l'apparition de leurs états financiers de fin d'exercice, au critère

4 % en cinq ans. Par conséquent, la Caisse sera tenue de classer sous la clause omnibus à compter de janvier 1988, non seulement l'acquisition d'actions, mais tous ses titres émis par ces institutions.

Il y a aussi un deuxième phénomène qui risquerait aussi de perturber les activités de placements de la Caisse et même de remettre en question son taux de rendement pour les prochaines années, si l'Assemblée nationale ne légiférait pas. Là, je fais référence, évidemment, à la correction boursière amorcée en octobre, comme on le sait, et qui amène la Caisse à élaborer un programme d'achat dans des secteurs cycliques. Or, la majorité des titres disponibles dans ces secteurs, comme je le mentionnais tout à l'heure, ne satisfont pas au critère de 4 % en cinq ans, et la Caisse devrait les classer encore là sous la clause omnibus, ce qu'elle ne pourrait faire faute de marge de manoeuvre. En effet, on était rendu à 6 % sur les 7 % permis.

Elle devrait donc s'abstenir d'acheter, tout en reconnaissant que l'impact négatif d'un positionnement inadéquat du portefeuille au moment approprié peut être cumulatif sur un cycle, la perte d'une année pouvant se répercuter, comme on le sait, sur les années suivantes. Comme vous le constatez, Mme la Présidente, la situation est complexe et requiert une solution immédiate afin que la Caisse de dépôt et placement du Québec puisse poursuivre, sans contrainte indue, son objectif prioritaire qui est de rentabiliser au maximum les sommes déposées par les contribuables québécois, tout en en assurant la sécurité.

Le projet de loi qui est devant nous vise donc à harmoniser les activités de placement de la Caisse au contexte actuel. Cette adaptation est on ne peut plus nécessaire à la saine gestion de son portefeuille d'actions. Mme la Présidente, les faits étant exposés, je crois que le moment est venu de procéder aux amendements qui permettront à la Caisse de jouer pleinement son rôle d'investisseur avisé et concurrentiel.

Je propose donc à cette Assemblée de modifier le critère concernant le taux de rendement des compagnies dans lesquelles la Caisse est susceptible d'investir. Cet assouplissement autorisera la Caisse à effectuer des placements rentables tout en rendant justice à la valeur fondamentale de ces entreprises.

En deuxième lieu, je recommande à cette Assemblée d'élargir le nombre d'entreprises admissibles aux placements de la Caisse, en y incluant celles qui ont moins de cinq ans d'existence, sous réserve que l'investissement total dans de tels titres n'excède pas 3 % de l'actif total. Cela permettra à la Caisse d'investir dans des entreprises à fort potentiel de croissance, malgré leur création encore récente.

Une troisième mesure, qui m'apparaît nécessaire et saine dans le contexte actuel, est de permettre à la Caisse d'acquérir des actions ordinaires d'une compagnie publique offrant une forte liquidité. Enfin, le pourcentage de l'actif réservé à la clause omnibus devrait être haussé de façon à permettre une plus grande flexibilité dans la gestion du portefeuille de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Je recommande, toutefois, que les modifications proposées, étant donné que j'avais mentionné tout à l'heure qu'il s'agissait de conditions nouvelles dans un contexte nouveau, différent, avec une conjoncture qui s'apparente à certains ajustements boursiers également, soient limitées dans le temps, c'est-à-dire à une durée n'excédant pas quatre ans. Cette période devrait être suffisante pour permettre à la Caisse d'évoluer à l'aise dans un contexte marqué par les changements que je viens de mentionner et qui pourraient être conjoncturels plutôt que structurels.

Les amendements proposés porteront sur les articles 30, 31 et 34 de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec. Essentiellement, je le répète, ils visent à modifier l'article 30 en le remplaçant par "la Caisse peut acquérir et détenir des actions privilégiées et des titres de créances émis ou garantis par une compagnie dont les actions ordinaires constituent un placement admissible en vertu des articles 31 et 31.1."

À modifier l'article 31 en le remplaçant par: La Caisse peut acquérir et détenir des actions ordinaires entièrement acquittées: a) d'une compagnie qui a uniquement pour objet d'acquérir, détenir, louer ou administrer des immeubles ou; b) d'une compagnie qui, en moyenne, pendant quatre des cinq années précédant l'acquisition, a obtenu un rendement ou versé un dividende sur ses actions ordinaires d'au moins 4 % de leur valeur comptable ou; c) d'une compagnie constituée moins de cinq ans avant l'acquisition sous réserve que l'investissement total de la Caisse dans les actions ordinaires de telle compagnie n'excède pas 3 % de son actif total ou; d) d'une compagnie dont les titres inscrits à une Bourse offrent une forte liquidité selon la définition des conditions déterminées par règlement.

Également, à modifier l'article 34 en remplaçant "7 %" par "10 %". Voilà les amendements que nous suggérons à cette Assemblée. Nous espérons avoir le concours des honorables membres de cette Assemblée afin de permettre à la Caisse d'atteindre encore mieux et plus facilement ses objectifs, des objectifs de rentabilité et de sécurité des investissements. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre des Finances. M. le député de

Bertrand.

M. Jean-Guy Parent

M. Parent (Bertrand): Merci, Mme la Présidente. Alors, il me fait plaisir, cet après-midi, de prendre la parole sur le projet de loi 112, puisqu'il s'agit d'un projet de loi fort important, même s'il ne comporte que quelques articles, en fait trois articles, mais à fort contenu. Ce projet de loi va changer ou modifier, de façon importante, les activités de la Caisse de dépôt et placement.

Je voudrais dire, d'abord, qu'il nous a fait plaisir, du côté de l'Opposition, de donner notre accord, puisque ce projet de loi étant déposé après les dates prévues, nous devions convenir, de part et d'autre, dans un cas d'exception comme celui-ci, d'être capables d'intervenir rapidement et efficacement. Cela nous a fait grand plaisir, après discussions avec les principaux intéressés, les dirigeants de la Caisse de dépôt et placement, pour bien comprendre la problématique.

Certes, nous allons endosser, dans l'ensemble, les principaux éléments qui sont contenus dans le projet de loi 112, sauf que, à ce stade-ci, j'aimerais soulever certains points afin d'obtenir certaines explications. J'essaierai d'apporter certains éléments, peut-être pour bonifier rapidement ce projet de loi, sans compliquer les choses.

(16 h 20)

D'abord, le projet de loi 112 n'est pas apporté strictement dans la conjoncture actuelle à cause du krach boursier, du moins je ne le crois pas. D'ailleurs, c'est le ministre des Finances lui-même et aussi son collègue, le ministre délégué aux Finances, qui, le 20 octobre dernier, en Chambre, nous disaient que la crise d'octobre n'affecterait pas la Caisse de dépôt et placement. Et les journaux, les médias en faisaient état.

Il est bien sûr que la Caisse de dépôt et placement n'a pas été toute chambardée à cause des événements du krach boursier du 19 octobre dernier. Cependant, différents types de problèmes que la Caisse avait déjà à vivre et aura à vivre se sont pointés justement à ce moment-là, particulièrement à cause des effets indirects qu'a eus le krach boursier, particulièrement à cause de la conjoncture économique. Même si l'économie va bien, plusieurs des entreprises - le ministre le disait lui-même tantôt - même les grandes institutions financières ne satisfont pas ou ne satisferont pas, à la fin de l'année 1987, au fameux rendement de 4 % qui est exigible et qui fait partie des conditions que la Caisse doit respecter pour être capable d'investir, du moins, un critère de 4 % pendant cinq ans.

Donc, le krach boursier n'est pas le seul événement qui fait en sorte que la

Caisse de dépôt et placement, aujourd'hui, demande à l'Assemblée nationale, demande au gouvernement du Québec, de se pencher sur son cas. C'est l'ensemble de la conjoncture qui fait que l'habit est devenu un peu trop petit pour cette caisse qui continue à grandir, mais aussi pour des conditions qui ont changé et qui ont évolué au Québec. Les dernières modifications remontent déjà à plusieurs années et je pense que les modifications proposées sont dans le sens que la Caisse de dépôt doit être davantage effective et capable d'avoir ce qu'on appelle une marge de manoeuvre.

Dans ce sens-là, les explications apportées par le ministre, je pense, sont tout à fait exactes et tout à fait correctes. D'abord, ce fameux rendement de 4 % qui était exigible pendant cinq ans consécutifs pour que la Caisse puisse faire l'acquisition de titres devient de plus en plus discutable. Et, bien sûr, lorsqu'on voulait y déroger, on passait par une clause omnibus qui permettait - dans cette clause où, là aussi, on avait un plafond de placement - d'acheter ces titres-là. Mais, vous savez, quand on réalise qu'en 1987 des titres aussi importants que Steinberg, Ivaco, Alcan, Memotech - des grandes firmes qui vont très bien, soit dit en passant - à cause des fluctuations de la conjoncture du marché - Dieu sait qu'avec la compétition de plus en plus vive que nous aurons à vivre avec le libre-échange, cela pourra arriver - des grandes entreprises, des grands titres d'entreprises auront à assumer des baisses importantes pour un an, le temps qu'on apporte des correctifs, dans ce sens-là, cela empêche, à toutes fins utiles, la Caisse de dépôt et placement de pouvoir racheter une partie de son portefeuille.

Dans le cas des jeunes entreprises - là, on parle certes d'entreprises de taille moyenne; on n'a qu'à penser à certaines entreprises comme Sico, Canam-Manac, Tembec, Cascades, qui sont des titres très bien, des titres très valables - en termes de critères, elles ne répondent pas à ces fameux 4 % sur une base consécutive pendant cinq ans.

Donc, le tout se ramassait ou se ramasse actuellement dans l'enveloppe omnibus qui, elle, est plafonnée à 7 %. Là, on s'est rendu compte au cours des derniers mois, le 1er décembre 1987, qu'on est déjà rendu à 6,02 %. Donc, on approche des 7 %. On approche du plafond de cette enveloppe budgétaire qui fait en sorte que la Caisse de dépôt et placement n'aura plus le choix tantôt d'être capable de continuer à acheter de ces titres-là dans son portefeuille. Je trouve que c'est fort dommage.

Donc, la proposition dans le projet de loi 112, Mme la Présidente, est tout à fait valable et tout à fait à point et je pense qu'elle est fort importante pour donner à la Caisse de dépôt et placement toute cette

marge de manoeuvre dont elle a besoin. Mais je pense que la Caisse de dépôt doit être - je l'ai dit ici à quelques reprises dans cette Chambre - un instrument et un outil de développement capable d'aller plus loin. Et, lorsque je mentionnais au tout début que j'aimerais peut-être apporter certaines suggestions, pourquoi n'en profite-t-on pas, puisqu'on ouvre aujourd'hui la Loi sur la Caisse de dépôt et placement et qu'on y apporte quelques modifications, pour donner suite à certaines mesures incitatives qui permettraient à la Caisse de dépôt et placement d'aller un peu plus loin dans le rôle qu'elle a à jouer?

Je fais référence particulièrement à des propos tenus par un ministre de ce gouvernement, en octobre dernier, lorsque le ministre des Transports et responsable du Développement régional, M. Marc-Yvan Côté, disait que la Caisse de dépôt pourrait se voir imposer un seuil minimal d'investissement en régions. Ce qu'il disait, à toutes fins utiles, c'était qu'on puisse donner des directives particulières à la Caisse de dépôt pour faire en sorte qu'elle puisse investir dans les régions du Québec, dans différents secteurs d'activité, pour être capable de soutenir le développement régional. Cela me semble fort intéressant qu'une entreprise de l'ampleur de la Caisse de dépôt puisse être capable d'investir dans des entreprises qui jouent un rôle important dans les régions et, surtout, avec l'avènement du traité de libre-échange, on ne peut tomber plus à point, la Caisse de dépôt aura certainement un rôle important à jouer, puisque c'est un bras financier du gouvernement, un bras financier des Québécois qui fait en sorte que les sommes d'argent qu'elle administre pourraient servir dans plusieurs cas à aider au développement des PME québécoises en pleine croissance et qui auraient besoin d'un partenaire, à pourcentage si minime soit-il, mais qui auraient besoin d'un partenaire tel que la Caisse de dépôt et placement.

Plusieurs PME québécoises, surtout avec le krach boursier qu'on vient de connaître, ont subi des baisses importantes de la valeur de leurs actions. Plusieurs de ces titres étant sous le Régime d'épargne-actions, plusieurs petits épargnants du Québec sont maintenant inquiets. Lorsqu'on parle des effets directs et indirects du krach, il s'est développé une certaine psychose chez les Québécois et les Québécoises. Ils ont peut-être un peu peur, actuellement, d'aller de l'avant et d'acheter plusieurs titres. Et nul n'est mon but, aujourd'hui, pas plus que cela ne l'a été le 20 octobre dernier, de semer quelque panique que ce soit. Je pense que les choses tendent à se rétablir lentement, mais il reste que, si une partie de ces titres qui jouent un rôle important dans notre économie pouvait être achetée, avec un faible pourcentage, par la Caisse de dépôt, on verrait à ce moment-là

un mouvement encourageant, un mouvement de confiance, un mouvement incitatif de la part d'un organisme aussi prestigieux, aussi respecté que la Caisse de dépôt et placement.

En ce sens, je dis: Pourquoi le gouvernement du Québec n'insère-t-il pas aujourd'hui quelques mesures incitatives pour amener la Caisse de dépôt et placement à investir davantage dans ces nouvelles entreprises? Bien sûr, on ouvre un secteur, comme le ministre nous l'a expliqué tantôt, celui des nouvelles entreprises de moins de cinq ans, mais je pense qu'il aurait fallu des mesures plus incitatives pour faire en sorte que la Caisse de dépôt et placement puisse, à la fois dans les régions du Québec et dans des secteurs importants, névralgiques, des secteurs soit à la fine pointe de la technologie, soit qui concernent directement des produits d'avenir, que la Caisse de dépôt et placement puisse avoir ce rôle incitatif et d'entraînement.

À partir du moment où les citoyens ordinaires, les Québécois qui jouent avec un petit montant de leurs épargnes, 5000 \$, 10 000 \$, 15 000 \$ ou 20 000 \$, ont été surpris par ce qui s'est passé le 19 octobre dernier, lors du krach boursier, et pour avoir parlé à plusieurs d'entre eux, on peut présumer que ces gens-là seront très prudents à l'avenir en se disant: J'ai acheté des titres à 4,50 \$ ou 5 \$ et ils en valent 3 \$ aujourd'hui. Cela nous préoccupe et on se demande si...

(16 h 30)

Je pense que si la Caisse de dépôt et placement du Québec est capable de jouer un rôle, d'acheter des blocs d'actions, comme elle l'a fait récemment avec deux groupes, plus précisément, au cours des derniers mois, pour donner une espèce de coup de pouce à ces entreprises... Je pense au groupe Goyette et au groupe Cover. Je pense que, dans ces deux sens, le groupe Goyette a bénéficié du soutien de la Caisse. C'étaient des petites sommes. Il pourra le faire à l'intérieur de l'enveloppe qu'on lui donne, mais il sera rapidement restreint par l'enveloppe des 3 % qu'on lui octroie. C'est pourquoi je dis que, dans ce sens, il serait encore important d'amener la Caisse de dépôt et placement à jouer un rôle plus actif. Dans ce cas très particulier, je pense que la Caisse de dépôt et placement devrait être limitée dans le temps à cause d'une mesure qui vise essentiellement à rétablir un certain climat de confiance et à faire jouer à la Caisse de dépôt un certain rôle de leader, de chef de file.

En ce qui concerne les autres mesures, les mesures actuellement projetées dans le projet de loi 112, je pense que c'est plus difficile à expliquer et je comprends mal pourquoi on limite ces mesures à une période de quatre ans, c'est-à-dire que le tout cesse

d'avoir des effets le 31 décembre 1991. Les articles 1 et 2 touchent quatre différentes mesures, entre autres, celle d'augmenter la clause omnibus, l'enveloppe totale de 7 % du portefeuille de la Caisse à 10 %. C'est une excellente mesure, soit dit en passant. Mais pourquoi la limiter au 31 décembre 1991? Vraiment, je ne comprends pas. C'est la même chose pour les autres mesures apportées concernant le rendement de 4 % sur cinq ans. Là, ce sera quatre des cinq années. Donc cela donne une certaine marge de manoeuvre, ce qui veut donc dire que, si une entreprise connaissait une mauvaise période, une mauvaise année, on pourrait quand même acheter ces titres-là sans recourir à la clause omnibus. Je pense que ces mesures sont tout à fait valables.

Mais je ne comprends pas pourquoi on apporte, à la toute fin du projet de loi, une mesure additionnelle qui dit que ces mesures devraient prendre fin le 31 décembre 1991. D'ailleurs, à moins que le ministre ne puisse m'indiquer des avis contraires, dans les différentes discussions et consultations menées au cours des dernières semaines, jamais il n'a été question de mesures dites temporaires. Je comprendrais dans le cas de mesures qui viendraient strictement corriger une situation à cause de la situation du krach boursier ou dans le cas des mesures que je mentionnais tantôt qui ne sont pas dans ce projet de loi et que j'aimerais y voir, des mesures dites incitatives pour relancer, regagner la confiance. Je verrais cela sur une période de deux, trois ou quatre ans, mais une période arrêtée dans le temps.

Mais dans le cas où on apporte des mesures à une Caisse de dépôt et placement qui continue de grandir, qui continue à évoluer dans un marché en pleine évolution et où les règles du jeu changent, que ce soit en termes de rentabilité... Le plus bel exemple, ce sont les grandes banques. Plusieurs banques se ramassent dans une situation assez spéciale, et on est loin d'être sûr de retrouver le fameux rendement des 4 %, à cause des dettes internationales des grandes banques canadiennes qu'elles devaient assumer.

Les règles du jeu ont changé, et on doit s'ajuster. Mais je ne pense pas que les mesures que nous apportons aujourd'hui devraient être temporaires parce que adopter un projet de loi comme celui-là, c'est important. L'adopter et dire à la fin qu'il cessera d'être en vigueur avec ces mesures, ces enveloppes, le 31 décembre 1991, je trouve cela tout à fait déplacé et j'aimerais certes avoir davantage d'éclairage pour savoir pourquoi on en est arrivé à cette décision puisque je ne pense pas que cette dimension de la restreindre dans le temps réponde au vœu des dirigeants de la Caisse de dépôt et placement.

Quant au contenu, bien sûr, je pense

qu'il reflète la préoccupation des dirigeants, il reflète leurs recommandations, mais encore là, à ma connaissance - je termine là-dessus - jamais leurs recommandations n'ont fait mention de cette période de temps qui devrait se limiter à quatre ans. Alors, on aura certes la chance d'avoir des échos du ministre, puisqu'on devra, bien sûr, passer rapidement - on arrive en fin de session - à l'étude article par article, mais il sera important... ce n'est pas mon but, en aucune façon, de bloquer quoi que ce soit à ce stade-ci, mais j'ai voulu apporter cet éclairage parce que je me pose des questions, bien certainement, sur ce qui se retrouve à l'intérieur du projet de loi, actuellement. À part les éléments qui manquent ou que, du moins, j'aimerais y voir et mis à part la date de 1991 pour mettre fin à ces mesures, nous serons totalement d'accord. Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Bertrand. M. le ministre des Finances, en réplique.

M. Gérard D. Levesque (réplique)

M. Levesque: Très brièvement, Mme la Présidente, je vais remercier évidemment, comme il se doit, le député de Bertrand de souscrire au principe du projet de loi, de l'appuyer et même d'en faire une critique positive. D'ailleurs, je puis reprendre plusieurs des points que le député de Bertrand a abordés, par exemple, lorsqu'il mentionne que ce n'est pas uniquement à cause de la correction boursière que ces mesures sont apportées. J'en conviens, et d'ailleurs, je l'avais mentionné. Il y avait, par exemple, la situation des banques à charte et certaines circonstances récentes dans les pays du tiers-monde qui font également qu'il y a là un problème qui se soulève. Il y a également le fait qu'il y ait certaines limitations dans la loi actuelle qui date déjà de 1965. Alors, il y a sûrement des choses qui doivent être modifiées, indépendamment de la conjoncture actuelle.

Le député de Bertrand mentionne que l'on pourrait, à ce moment-ci, introduire dans le projet de loi un élément touchant une politique de développement, particulièrement dans le développement régional. Il citait le ministre du Développement régional qui mentionnait justement que l'on pourrait songer à une intervention de la Caisse de dépôt en régions, etc. Cette préoccupation était celle du gouvernement lorsque, dans le dernier budget, nous avions, à la suite de discussions que nous avons eues justement avec les dirigeants de la Caisse de dépôt, mentionné que la Caisse de dépôt avait décidé de mettre un accent particulier dans le développement régional. De toute façon,

dans le projet de loi actuel - et le député lui-même l'a mentionné tout à l'heure - le fait de faire en sorte que l'on puisse investir dans les nouvelles entreprises, autrement dit, ne pas être soumis à la règle des cinq ans est, encore là, une mesure qui rejoint cette idée de développement régional. Le fait d'augmenter la clause omnibus de 7 % à 10 % encore là peut servir les fins mentionnées par le député, à condition évidemment qu'il y ait une volonté véritable à la Caisse de dépôt de donner suite à cette intention que j'ai manifestée clairement dans le dernier discours sur le budget.

Il y avait aussi, lorsque la correction boursière dont on a parlé s'est produite et à la suite de certaines hésitations qu'évoquait le député tout à l'heure quant aux investissements dans les titres REA - le député le mentionnait justement - il y avait deux instances, deux groupes qui ont été encouragés par la Caisse de dépôt.

Je dois dire à cette Chambre que cela ne s'est pas nécessairement limité à deux groupes. La Caisse de dépôt a voulu faire part de son intention d'intervenir. La Caisse - et cela m'a été confirmé - l'a fait pour un cas dans la région de Montréal, un cas dans la région de Québec. On en a fait une certaine publicité, mais cela n'excluait pas que la Caisse agisse pour d'autres groupes ou d'autres compagnies. Ils n'ont pas l'habitude de donner une conférence de presse chaque fois qu'ils investissent. C'était simplement pour indiquer, pour donner un signal que la Caisse de dépôt et placement remplissait son rôle et était sensible justement à ce besoin d'appuyer certaines interventions dans le marché, particulièrement dans ce genre de titres et particulièrement dans la conjoncture actuelle.
(16 h 40)

Le député termine en se posant la question: Pourquoi quatre ans? Si les choses sont bonnes, pourquoi ne pas les laisser perdurer? C'est, d'ailleurs, une bonne question. C'est simplement par prudence que nous le faisons, simplement afin de nous assurer que les modifications que l'on fait répondent non seulement au désir de rentabilité de la Caisse, mais également à son autre mandat qui est aussi important, celui de la sécurité des investissements. C'est donc un signal que l'on veut donner également à la Caisse - si on se le permet comme législateurs - lui indiquant: sur ceci, d'accord, mais il ne faudrait pas que l'une de ces mesures soit de nature à toucher à l'autre objectif qui est essentiel, celui de la sécurité des investissements de tous ceux dont les épargnes sont administrées par la Caisse.

D'ailleurs, Mme la Présidente, si les mesures prises actuellement ne s'avèrent pas utiles dans les prochaines années, on reviendra à ce qui existe présentement. Si,

par contre, on s'aperçoit que ces mesures ont été bénéfiques et nécessaires pour atteindre, justement, les deux objectifs majeurs de la Caisse, à ce moment-là je vous assure que le ministre qui sera responsable de cette institution devant cette Chambre sera sûrement heureux de présenter un projet de loi qui assurera une pérennité à ces dispositions et peut-être aussi, à l'occasion, il pourrait apporter les modifications qui seront jugées opportunes à ce moment-là.

Je pense qu'il n'est pas déraisonnable de revenir discuter de la Caisse de dépôt à tous les quatre ans. Il me semble que c'est normal de le faire. Je ne dis pas que ce soit essentiel, mais je pense qu'avec l'évolution rapide de la conjoncture il n'est pas réellement superflu de revenir à l'Assemblée nationale pour évaluer ce que le projet de loi actuel aura pu donner et voir les avantages et les inconvénients qui auront pu en résulter pour faire les corrections nécessaires. S'il n'y a pas besoin de corrections, que l'on donne à ce moment-là une certaine pérennité aux dispositions dont je suggère fortement l'adoption.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre des Finances.

Le débat étant clos, est-ce que le principe du projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, est adopté?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.
M. le leader du gouvernement.

Renvoi à la commission plénière

M. Gratton: Je fais motion pour que le projet de loi soit déféré à la commission plénière pour étude détaillée.

La Vice-Présidente: Est-ce que cette motion est adoptée?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.
M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Si vous voulez appeler l'article 16 du feuillet, s'il vous plaît, Mme la Présidente.

Projet de loi 103

Adoption du principe

La Vice-Présidente: À l'article 16 de notre feuillet, le ministre des Finances propose l'adoption du principe du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le

Vérificateur général.

M. le ministre des Finances.

M. Gérard D. Levesque

M. Levesque: Mme la Présidente, ce projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le Vérificateur général, a pour but, comme l'indiquent les notes explicatives, de préciser le champ d'application de la Loi sur le Vérificateur général à l'égard de certains organismes assimilables à des organismes publics et d'apporter également certaines précisions sur les normes de rémunération applicables au Vérificateur général et une adaptation aux nouvelles règles de rémunération.

J'ai l'agréable devoir d'apporter certains éclaircissements, si c'est nécessaire, sur un projet de loi qui a pour but de modifier la Loi sur le Vérificateur général, mais qui n'a pas, évidemment, la prétention de changer du tout au tout l'essentiel de cette loi, étant donné qu'il s'agit de modifications beaucoup plus de concordance que de substance véritable sur le rôle, par exemple, du Vérificateur général. Il semblerait que, dans certaines législations, on ait pu, dans le passé, faire en sorte qu'il y ait certains doutes sur la possibilité que le Vérificateur général puisse exercer ses fonctions vis-à-vis de certaines institutions.

La modification proposée par l'article 1 vise à préciser, justement, la définition d'un organisme public aux fins de la Loi sur le Vérificateur général. En effet, des personnes ou des organismes, du simple fait que leur statut juridique ne cadre pas avec la définition d'un organisme public qui se trouve dans la loi actuelle, peuvent être exclus de son champ d'application alors qu'il n'était pas dans l'intention du législateur, je le répète, de les voir y échapper.

La Loi sur le Vérificateur général considère comme organismes public que vérifie le Vérificateur général les organismes dont l'Assemblée nationale nomme les membres. Il peut se présenter des organismes dont les membres ne sont pas nommés par l'Assemblée nationale, mais par une de ses commissions. Il peut aussi s'en présenter dont une partie des membres est nommée soit par l'Assemblée nationale, soit par une de ses commissions. Le premier cas qui nous préoccupe, le meilleur exemple que j'ai à vous donner, c'est la Fondation Jean-Charles-Bonenfant dont la majorité des membres est nommée par une commission de l'Assemblée nationale selon l'article 6 de sa loi constitutive. Jusqu'à l'adoption de la Loi sur le Vérificateur général, en 1985, c'est le vérificateur qui agissait comme vérificateur de la fondation. Comme il en a toujours été convenu, il conviendrait de dissiper toute incertitude quant à l'application à la fondation de la Loi sur le Vérificateur

général et c'est ce que fait la modification proposée.

La modification proposée est également conforme à la terminologie des lois récentes en précisant que les personnes désignées par l'Assemblée nationale ne sont considérées comme des organismes publics que lorsque leur personnel est nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique. Les personnes désignées par l'Assemblée nationale, mais qui ne remplissent pas cette condition sont exclues du champ d'application de la Loi sur le Vérificateur général. Le Vérificateur général vérifie cependant leurs frais de fonctionnement lorsqu'il vérifie les dépenses des organismes dont ces personnes relèvent.

Le Protecteur du citoyen, lui, est une personne, comme on le sait, désignée par l'Assemblée nationale. Il est déjà considéré comme un organisme public aux fins de la loi actuelle. Cependant, comme son personnel n'est pas nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique, il est nécessaire de le nommer expressément dans la modification proposée par l'article 1 afin de respecter l'intention du législateur - c'est clair que c'était l'intention du législateur de l'inclure, non pas de l'exclure - et de continuer à le considérer comme un organisme public aux fins de la Loi sur le Vérificateur général.

Quant à elle, la modification proposée par l'article 2 vise à établir, entre le niveau de traitement du Vérificateur général et la structure salariale des sous-ministres, la concordance voulue par le législateur lors de la sanction de la Loi sur le Vérificateur général. C'est l'article 14 de la Loi sur le Vérificateur général, sanctionnée le 20 juin 1985, qui a confirmé le traitement du Vérificateur général à la moyenne du niveau supérieur de rémunération des sous-ministres, le niveau III. Les niveaux de traitement des sous-ministres ne comprenaient pas d'échelons à ce moment. La mention de la moyenne dans la loi visait toute rémunération additionnelle sous forme de paiement forfaitaire. (16 h 50)

Or, le 30 juin 1985, c'est-à-dire dix jours plus tard, donc après l'adoption de la Loi sur le Vérificateur général, chaque niveau, I, II et III, a été divisé en quatre échelons. Chaque sous-ministre peut, avec l'approbation du premier ministre, passer d'un échelon à l'autre d'après le nombre de mois en fonction chaque année dans le poste. Contrairement au sous-ministre, le traitement du Vérificateur général n'a pu être placé à un échelon. Son traitement se trouve donc fixé arbitrairement au centre du niveau supérieur sans possibilité de changer d'échelon.

Il ne convient pas, je le soumets, à l'indépendance de la fonction du Vérificateur général de le faire dépendre pour la progression de sa rémunération d'une autorité autre que celle de l'Assemblée nationale dont

il relève. Il ne convient pas, non plus, de minimiser l'importance de la fonction en empêchant le Vérificateur général de toucher un traitement équivalant au maximum du niveau supérieur des sous-ministres. La modification proposée vise donc à rétablir la concordance entre le taux supérieur de traitement des sous-ministres pour le Vérificateur général et les nouvelles règles de rémunération, y compris la moyenne des paiements forfaitaires sans autre intervention.

Ces modifications devraient avoir un effet rétroactif dans un but de continuité. Il importe d'assurer la continuité de la vérification législative dans les affaires de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant depuis le 20 juin 1985, date de l'adoption de la Loi sur le Vérificateur général. Quant à l'article 2, comme le traitement du Vérificateur général a également été fixé par la loi le 20 juin 1985 et que les échelons ont été introduits le 30 juin de la même année, soit dix jours plus tard, la concordance devrait s'établir à compter de cette dernière date, soit celle de l'entrée en vigueur de la nouvelle structure de rémunération des sous-ministres.

En conséquence, je recommande à cette Chambre, Mme la Présidente, l'adoption du principe du projet de loi qui a pour objet de modifier la Loi sur le Vérificateur général.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre des Finances. M. le député de Bertrand.

M. Jean-Guy Parent

M. Parent (Bertrand): Merci. Le projet de loi 103 qui vient modifier la Loi sur le Vérificateur général n'a pas beaucoup d'articles. Seulement trois points sont apportés et, comme l'a si bien expliqué le ministre en faisant des références, ce sont des points très techniques. Je ne pense pas qu'il va changer énormément de choses quant à la bonne conduite des travaux du Vérificateur général. Cependant, je m'en voudrais de ne pas prendre quelques minutes pour resituer ce rôle très important du Vérificateur général, puisque nous avons tout récemment le dépôt ici à l'Assemblée nationale du rapport du Vérificateur général avec les discussions appropriées.

Il faut se rappeler que c'est en 1985 que le gouvernement du Parti québécois a présenté l'actuelle Loi sur le Vérificateur général. À l'époque, ce projet de loi avait pour but et objet de préciser et de mettre à jour les dispositions ayant trait aux devoirs et aux pouvoirs du Vérificateur général. Ces pouvoirs étant auparavant dans un chapitre de la Loi sur l'administration financière, l'objectif de cette loi, que nous avons actuellement et que nous venons modifier par

quelques articles aujourd'hui, est le contrôle de l'Assemblée nationale, des élus du peuple, sur la gestion et l'administration du gouvernement.

Aussi, le gouvernement du Parti québécois avait, à l'époque, accordé un rôle indépendant au Vérificateur général afin de lui permettre de certifier les comptes rendus du gouvernement et d'examiner l'optimisation des ressources de ce gouvernement, ce dernier pouvoir lui permettant de vérifier la gestion gouvernementale sans, toutefois, s'ingérer dans le domaine politique. Le gouvernement du Parti québécois d'alors, donc, de 1985, avait facilité au Vérificateur général son rôle de surveillance de l'Assemblée nationale, et aussi renforcé le contrôle parlementaire sur les fonds et les autres biens publics du Québec, sans qu'il ait à se prononcer sur le bien-fondé des politiques et des objectifs de programmes du gouvernement.

Nous avons également précisé son statut et la crédibilité devant s'y rattacher. Aussi, nous lui avons assuré l'autonomie administrative et l'indépendance requise pour qu'il puisse exercer ses fonctions sans être soumis à quelque pression que ce soit de la part de l'administration ou de qui que ce soit du gouvernement.

De par ses fonctions, le Vérificateur général doit communiquer les constatations faites lors de ses vérifications et cela dans un rapport annuel qu'il dépose à l'Assemblée nationale. À cet effet, il est bon de souligner l'excellent travail de l'actuel Vérificateur général et de se rappeler quelque peu les constatations qu'il a faites dans son dernier rapport. Nous aurons la chance, en commission parlementaire, d'étudier à fond le rapport du Vérificateur général.

Il est à espérer que l'actuel gouvernement saura prendre en considération et corriger les différentes situations décrites dans ce rapport. L'actuelle loi, déposée en juin 1985 par M. Yves Duhaime, alors ministre des Finances, est fondée sur le rôle central de surveillance et de vérification des comptes publics, des affaires de l'État, des comptes des citoyens et sur l'autonomie requise pour atteindre ces objectifs.

Aussi, il va de soi qu'une modification à la hausse de la rémunération du Vérificateur général nous satisfait. Nous ne pourrions nous opposer à l'adoption du principe de ce projet de loi portant le numéro 103, tout comme l'Opposition d'alors nous avait appuyés sans réserve lors de l'étude du projet de loi qui avait été adopté en cette Chambre, le 20 juin 1985.

Si on regarde les modifications apportées, j'avais certes des questions à poser au ministre des Finances. L'éclairage apporté concernant l'article 1, en ce qui regarde la nouvelle inclusion du Protecteur

du citoyen, pour ma part, me satisfait. Je pense que c'était une omission et je pense qu'il est important qu'il se retrouve là. Quant à l'article 2, les modifications apportées - la rectification du salaire et cette rétroactivité - vont de soi, je pense, à la suite des explications apportées par le ministre. Ce que je me demande, à toutes fins utiles, c'est: Pourquoi on se ramasse aujourd'hui, quelque part un 14 décembre 1987, avec une modification qui aurait dû être faite bien avant, puisque, comme l'a mentionné le ministre tantôt, entre le 20 et le 30 juin 1985, on aurait certes eu la chance de corriger cela.

À toutes fins utiles, c'est aujourd'hui qu'on apporte ces modifications. Je ne vois pas là, à partir des explications additionnelles fournies dans la présentation du ministre des Finances, matière à se battre longtemps. Je pense que ce sont des détails importants qu'il faut clarifier concernant le Vérificateur général.

Je dirais en terminant, puisque cela me semble important, que le rôle du Vérificateur général, au cours des années, va s'accroître. De plus en plus, il devra être pris au sérieux, non pas qu'il n'a pas été pris au sérieux dans le passé, mais souvent parce que ses rapports concernant plusieurs ministères n'ont pas eu de suite - lorsque le Vérificateur général, bénéficiant depuis 1985 alors que cette nouvelle loi a été adoptée, de tout l'appui, de toute l'estime des parlementaires, connaissant très bien son champ d'activités et le rôle qu'il a à jouer, apportera des commentaires, pointeront du doigt certaines anomalies, j'espère, quel que soit le gouvernement...

Pour ce qui est du dernier rapport du Vérificateur général déposé en Chambre, il y a quelques semaines, j'espère que nous aurons, dès la prochaine année, la chance d'aller beaucoup plus en profondeur sur le suivi de dossiers. Ce travail est fait très sérieusement par le Vérificateur général et son équipe qui pointent du doigt, année après année, certaines anomalies, certaines fautes, certaines carences dans l'administration qui remontent, souvent, à deux, trois, quatre ou cinq ans, mais qui, année après année, ne sont pas corrigées.

(17 heures)

J'espère, comme tous les parlementaires se disent d'accord avec ce rôle du Vérificateur général, se disent respectueux du rôle important que joue le Vérificateur général, qu'à l'intérieur des ministères le gouvernement prenne ses responsabilités et s'assure de faire respecter et d'apporter les correctifs quant aux différents points mentionnés dans le rapport. Je dois dire qu'il y en a beaucoup, concernant plusieurs millions de dollars, qui échappent finalement à plusieurs ministères et j'espère que l'ensemble des parlementaires, bien sûr, mais

particulièrement les membres du gouvernement, les ministres responsables des ministères qui ont été vérifiés et les différentes sociétés d'État qui s'y rapportent pourront, dans cet esprit de respect du Vérificateur général, donner suite, certes, aux recommandations ou, du moins, apporter les correctifs qui ont été faits par le Vérificateur général lors de son dernier rapport.

Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Bertrand.

M. le ministre des Finances, en réplique.

M. Gérard D. Levesque (réplique)

M. Levesque: Mme la Présidente, je voudrais remercier le député de Bertrand de sa critique constructive. Je le remercie de souscrire à ce projet de loi. Je remercie mes collègues également.

Très brièvement, je vais également reconnaître l'importance du rôle du Vérificateur général et l'importance de donner suite, dans la mesure du possible et avec le plus de diligence et le plus de sérieux possible, aux recommandations que nous fait annuellement le Vérificateur général. Il est important que nous puissions ainsi compter sur une personne qualifiée, une personne en même temps impartiale, objective, pour que l'Assemblée nationale soit bien renseignée sur les diverses facettes de l'administration.

Il est clair, évidemment, qu'on ne peut pas imaginer que le Vérificateur général n'aurait absolument rien à dire, une certaine année donnée, sur l'administration de 30 000 000 000 \$ par une foule de fonctionnaires dans tous les ministères. C'est presque impossible à imaginer. Cela serait l'idéal et j'aimerais bien voir le rapport d'une page qui me dirait: Le Vérificateur général a vérifié toutes les transactions, les millions et les millions de transactions et le tout est parfait. Cela serait probablement une situation idéale et je ne pense pas qu'on puisse, ni d'un côté de la Chambre ni de l'autre, vivre assez vieux pour voir ça.

Tout de même, je pense que les paroles du député de Bertrand rencontrent parfaitement nos intentions. C'est de faire en sorte, justement, que l'on puisse tenir compte de ces recommandations du Vérificateur général et que les gestionnaires puissent se conformer à ses directives dans la mesure du possible et avec la même diligence que l'on peut souhaiter.

Mme la Présidente, je pense que tout le monde est d'accord pour donner suite à ce projet de loi qui, je le répète, n'est pas tellement complexe. Il s'agit, dans un premier temps, de faire en sorte que le

Vérificateur général puisse exercer son action partout où le désire le législateur, sans avoir de ces petites technicités législatives qui permettraient à quelqu'un de se soustraire au rôle et au mandat du Vérificateur général.

D'autre part, il s'agit simplement d'un élément de concordance quant à sa rémunération.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre des Finances.

Le débat étant clos, est-ce que le principe du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le Vérificateur général, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.
M. le leader du gouvernement.

Renvoi à la commission plénière

M. Gratton: Alors, Mme la Présidente, je fais motion pour que ledit projet de loi soit déferé à la commission plénière pour étude détaillée.

La Vice-Présidente: Est-ce que cette motion est adoptée?

Une voix: Adopté.

M. Gratton: Cela étant, Mme la Présidente, je voudrais faire motion pour que l'Assemblée se transforme en commission plénière et qu'elle procède à l'étude détaillée des deux projets de loi dont nous venons d'adopter le principe et ce, dans l'ordre: le projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et, ensuite, le projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le Vérificateur général.

La Vice-Présidente: Est-ce que cette motion est adoptée?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Nous allons donc nous transformer en commission plénière.

(Suspension de la séance à 17 h 6)

(Reprise à 17 h 9)

Étude détaillée en commission plénière

Projet de loi 112

Mme Bégin (présidente de la commission plénière): À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous allons procéder à l'étude détaillée du projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du

Québec. Je vais reconnaître le ministre des Finances pour quelques répliques concernant l'article premier. M. le ministre des Finances.

M. Levesque: Mme la Présidente, tout ce que j'avais à dire, je l'ai dit dans mon énoncé en deuxième lecture sur le principe du projet de loi. Je pense avoir été assez clair. Je peux difficilement ajouter autre chose, sauf s'il y a des questions. Je pense bien que le député de Bertrand a également...

La Présidente (Mme Bégin): M. le député de Bertrand.

M. Levesque: ...souscrit au principe du projet de loi. Je ne sais pas...

La Présidente (Mme Bégin): M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): Oui, j'aurais peut-être une ou deux questions au ministre des Finances. Les 3 % de l'actif total qui seront permissibles comme enveloppe budgétaire, pour ce qui est des nouvelles entreprises, représentent, actuellement, quelle somme d'argent?

La Présidente (Mme Bégin): M. le ministre des Finances.

M. Levesque: L'actif total est autour - je n'ai pas les chiffres ici - de 25 000 000 000 \$. On peut facilement faire le décompte. Les gens de la Caisse de dépôt ne sont pas ici présentement. Probablement qu'ils ne s'attendaient pas à ce que cela soit adopté aussi rapidement que cela l'a été cet après-midi. Je dois compter sur des ressources qui ne sont pas directement celles de la Caisse de dépôt.

La Présidente (Mme Bégin): M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): Oui, que cette nouvelle catégorie n'excède pas 3 %, cela faisait partie des recommandations ou de la demande de la Caisse de dépôt et placement?

La Présidente (Mme Bégin): M. le ministre.

M. Levesque: Tout ce qui se trouve dans ce projet de loi, sauf la partie qui touche les quatre années qui ont été évoquées par le député tout à l'heure, les autres parties sont toutes conformes aux demandes de la direction de la Caisse de dépôt.

La Présidente (Mme Bégin): M. le

député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): D'accord. Je n'ai pas d'autre question sur l'article 1, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Bégin): Est-ce que je dois conclure que l'article 1 est adopté tel quel?

M. Parent (Bertrand): Adopté.

La Présidente (Mme Bégin): Adopté. Nous allons passer à l'article 2 dudit projet. M. le ministre des Finances.

M. Levesque: Les mêmes commentaires que j'ai faits au cours de mon intervention sur l'adoption du principe du projet de loi.

La Présidente (Mme Bégin): Merci, M. le ministre des Finances.

M. le député de Bertrand, avez-vous des questions?

M. Parent (Bertrand): Oui. Je voudrais une explication concernant les nouvelles règles du jeu des 4 % de rendement. Autrefois, c'était 4 % pendant cinq ans, si j'ai bien compris, et, maintenant, on nous parle de 4 % sur quatre ans.

M. Levesque: La moyenne de quatre ans plutôt que...

M. Parent (Bertrand): Alors, on va...

M. Levesque: ...4 % pour chacune des cinq années.

M. Parent (Bertrand): D'accord. Alors, réellement, on parle de la moyenne du rendement.

M. Levesque: Exactement. Le nouvel article 31.3 dont on parle assouplit les critères en vigueur pour l'acquisition de titres de créances et d'actions. Le nouveau critère sera que la compagnie ait obtenu ce rendement de 4 % ou versé un dividende de 4 % pour quatre des cinq années, en moyenne. Vous voyez qu'il y a plusieurs élargissements, vous savez, pour donner plus de flexibilité à cette disposition. Autrefois, si ma mémoire est fidèle, c'était 4 % pour chacune des cinq dernières années. Présentement, c'est l'un ou l'autre, soit d'avoir obtenu le rendement ou d'avoir versé le dividende de 4 %, et pour la moyenne de quatre ans sur les cinq dernières années.

La Présidente (Mme Bégin): M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): Cela répond à ma question. Dans le fond, c'est parce qu'il y a

deux mesures de prises, contrairement à l'article 30 de la loi existante où il y avait une certaine rigidité du fait qu'on demande que ce soit pour chacune des cinq dernières années, tandis que, là, ce n'est pas sur une moyenne de cinq ans, on s'en va sur une moyenne de quatre ans, ce qui donne une flexibilité. Cela répond à mes questions. Cette modification apporte beaucoup de souplesse. Alors, l'article...

La Présidente (Mme Bégin): L'article 2?

M. Parent (Bertrand): ...l'article 2, Mme la Présidente...

M. Levesque: Quant à l'article 3, Mme la Présidente...

La Présidente (Mme Bégin): Je m'excuse, M. le ministre des Finances. Est-ce que l'article 2 est bien adopté?

M. Parent (Bertrand): Excusez-moi, Mme la Présidente, c'est parce que j'avais l'impression qu'on était à l'article 31.3, mais on est toujours à l'article... L'article 2 comme tel ne traite pas de cela. Le ministre et moi-même, nous avons eu l'impression qu'on était au deuxième paragraphe...

M. Levesque: D'accord...

M. Parent (Bertrand): ...dans l'article 31.3 qui est toujours à l'article 1.

M. Levesque: Je m'en étais aperçu, mais je n'avais pas d'objection à ce qu'on en discute, même si on était rendu à l'article 2. Votre deux était simplement le deuxième paragraphe plutôt que le deuxième article. D'accord.

La Présidente (Mme Bégin): Si je comprends bien, l'article 1 tel quel est adopté. Nous allons maintenant prendre l'article 2 qui concerne l'article 34.1. Là-dessus, je reconnais M. le ministre.

M. Levesque: C'est encore sur la clause omnibus qui passe de 7 % à 10 %.

La Présidente (Mme Bégin): M. le député de Bertrand, est-ce que vous avez des questions sur l'article 2?

M. Parent (Bertrand): Je me demande en termes de formalité, pourquoi, à l'article 34.1, on introduit la date du 31 décembre 1991, alors qu'on la mentionne à l'article 3 pour dire que les articles 1 et 2 vont s'appliquer jusqu'au 31 décembre 1991. À toutes fins utiles, si on le fait pour l'article 2, pourquoi ne le fait-on pas pour l'article 1? C'est très technique, mais je me demande si le fait qu'on l'introduise spécifiquement

dans l'article 34.1, donc à l'article 2 de cette nouvelle loi, lui donne une portée différente.

La Présidente (Mme Bégin): M. le ministre.

M. Levesque: Cela dépend encore d'une technique législative. On a voulu être plus explicite, étant donné que cela touchait une disposition particulière. Mais on aurait pu, j'imagine, dans l'article suivant, inclure la même donnée, mais c'est ainsi que cela a été présenté, de toute façon, par la Caisse, et par les avocats de la Caisse.

Je n'ai pas d'objection à voir s'il n'y aurait pas lieu... à moins qu'il y ait des raisons très importantes pour garder cela dans cet article. Il y a concordance parfaite avec l'article qui vient par la suite.

M. Parent (Bertrand): Oui.

M. Levesque: C'est toujours la même date.

M. Parent (Bertrand): M. le ministre, ma question, si on la retrouve dans l'article 2, on devrait la retrouver aussi dans l'article 1, si on faisait le même raisonnement, puisque les deux articles, tel que spécifié à l'article 3, cesseront d'avoir effet le 31 décembre 1991. Je me demandais pourquoi, si il était là, à l'article 2, il ne se retrouvait pas à l'article 1 et qu'il était repris à l'article 3.

Il y a un autre point. Cette dimension, certes, n'a pas été apportée par la Caisse, vous en conviendrez, et je ne pense pas que ce soit une mesure qui a été recommandée par la Caisse, mais bel et bien par vous ou par le Conseil des ministres. La date du 31 décembre 1991, comme vous nous l'avez expliqué tantôt, je ne pense pas que cette date ou ce quantum fasse partie de la demande de la Caisse de dépôt, on s'entend là-dessus.

M. Levesque: La Caisse de dépôt n'a pas demandé que la clause omnibus quant au 10 % puisse cesser le 31 décembre 1991. Ceci fait partie de la même modification que nous avons introduite et que nous maintenons. Maintenant, il y a une répétition. Peut-on éviter cette répétition entre l'article 2 et l'article 3? C'est la question du député de Bertrand. Je peux demander aux légistes s'il y a une raison particulière pour avoir répété la même date ou si on peut la faire disparaître, mais on voulait avoir dans l'article 2 la disposition de 1 % à 10 % et, comme on le disait, également avec la précision du temps où l'on pouvait agir ainsi.

Peut-être que c'était plus facile au point de vue de la technique législative de le

laisser comme cela pour ensuite avoir un peu plus de latitude dans l'article suivant, mais je ne suis pas en mesure ici de faire une analyse technique de cet aspect complètement laissé aux mains des légistes.

La Présidente (Mme Bégin): M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): J'aimerais apporter un dernier commentaire sur l'article 2 et le même commentaire vaudra aussi pour l'article 3.
(17 h 20)

Comme je l'ai exprimé auparavant, je ne suis pas d'accord avec ce quantum qui fait en sorte que les mesures que nous apportons aujourd'hui à la Caisse de dépôt soient des mesures quantifiées dans le temps. Ceci pourrait amener plusieurs précédents dans plusieurs lois où on disait: On prend des mesures actuellement, on apporte des correctifs et là on envoie un signal, on donne cela pour deux ans, trois ans, quatre ans. On peut voir toute la législation qui aurait à revenir devant l'Assemblée nationale.

Je comprends les préoccupations du ministre de dire que l'on veut garder un contrôle serré. Il a parlé tantôt, dans son exposé, de l'élément sécurité, sauf que je ne vois pas... On s'est entendu, là-dessus, j'ai cru comprendre que le ministre était d'accord avec mes propos pour dire que les modifications apportées par le projet de loi 112 sont rendues nécessaires, non pas par la conjoncture actuelle d'il y a quelques semaines - le krach boursier ou les événements récents - mais par un ensemble d'événements qui font que la Caisse de dépôt a besoin de se réajuster.

À partir de ça, je ne peux pas souscrire à cette date du 31 décembre 1991 et dire que ce sont là les mesures que nous apportons à la Caisse de dépôt et placement pour maintenant l'établir dans le nouveau contexte de 1987 et dire en même temps aux dirigeants de la Caisse de dépôt et placement: On modifie votre loi; sur ces points-là, on vous donne une espèce de marge de manoeuvre pour quatre ans et, après quatre ans, ça va cesser d'être effectif.

À mon point de vue, ça risque dans quatre ans - je ne sais pas si vous serez là ou si je serai là - d'amener aux législateurs, aux membres de l'Assemblée nationale une situation - ils n'auront peut-être pas le choix de continuer dans cette situation - qui aura été créée et, je pense, qui sera tout à fait légitime. Cela les placera devant une espèce de droit acquis dans l'ouverture de leur portefeuille. Je trouve dangereux aujourd'hui que nous mettions un quantum, une date très précise.

D'abord, à partir de quoi a-t-elle été

arrêtée? On pourrait se questionner longtemps là-dessus. Pourquoi pas trois ans ou cinq ans? On l'a arrêtée, c'est quatre ans. Cela semble être un échéancier dit raisonnable dans le temps, mais je pense et j'ai la conviction, à partir de ce que le ministre me dit, que les mesures apportées devraient être temporaires. C'est un nouvel habit qu'on veut donner à la Caisse de dépôt et placement, c'est sa nouvelle marge de manoeuvre, de nouvelles enveloppes afin qu'elle puisse manoeuvrer. On ne voudrait pas retomber dans la clause omnibus à 7 % en 1991, à moins qu'on ne pense déjà que les situations changeront complètement et je pense que nous ne sommes pas habilités à faire cette projection-là.

Je vous dis que je ne suis pas capable d'être d'accord avec cette clause-là. Je souscris volontiers à tout ce qu'il y a à l'intérieur du projet de loi et, surtout, je ne suis pas sûr, j'ai même la conviction que les dirigeants de la Caisse de dépôt et placement n'avaient pas à l'esprit que ces mesures seraient tout simplement prises pour quelques années et bien arrêtées dans le temps dans ce projet de loi. Là-dessus, j'ai beaucoup de misère à fonctionner. Je le dis comme je le pense, parce qu'on est ici pour faire avancer les choses. Je trouve que les mesures prises dans le projet de loi sont très bonnes - j'aurais aimé qu'elles aillent plus loin - à cause de ce que la situation commande mais, quant à la question de la date, je ne pourrai pas y souscrire.

La Présidente (Mme Bégin): M. le ministre des Finances.

M. Levesque: Mme la Présidente, il faut bien comprendre comment ces choses-là se présentent. Si la Caisse de dépôt et placement était arrivée il y a trois mois ou six mois avec de telles suggestions d'amendement, on aurait compris qu'il s'agissait d'une demande normale en cours de route, d'une modification qui devenait nécessaire avec les changements auxquels on peut s'attendre normalement, après une certaine période d'années, mais ce n'est pas le cas. La Caisse de dépôt et placement est arrivée tout récemment avec ces propositions-là qui étaient rattachées, en grande partie, à la conjoncture actuelle. C'est dire qu'à ce moment-ci nous n'avons pas procédé, comme nous le faisons d'habitude dans des modifications de ce genre-là, en passant par diverses instances et en ayant fait une étude approfondie comme nous le faisons normalement dans des demandes qui nous viennent d'organismes publics.

On disait: On arrive à la fin de l'année et on a des problèmes reliés particulièrement à la correction boursière, etc. Dans les circonstances, étant donné que nous n'avons pas fait toutes les analyses que nous aurions

aimé faire et afin de nous assurer de ne pas déroger aux objectifs qui se retrouvent dans le mandat de la Caisse de dépôt et placement, c'est-à-dire la sécurité d'abord de l'épargne des Québécois et des Québécoises que la Caisse a entre les mains et, en même temps, cet autre mandat qui touche la rentabilité à donner aux investissements, aux épargnes, nous avons trouvé plus prudent de mettre une période de temps où ces dispositions suggérées entièrement par la Caisse, pourront évoluer pour que l'on puisse examiner comment cela se déroule, quitte à revenir à l'Assemblée nationale d'ici à quatre ans. Cela peut être l'an prochain, cela peut être dans six mois, mais dans pas plus de quatre ans. On demande à la Caisse: Vous allez revenir ici avec vos propositions, avec les modifications qu'on aura sans doute à faire pour que l'Assemblée nationale revioie cela. On comprend qu'il s'agit de certaines dispositions plutôt ponctuelles dans une conjoncture particulière et d'amendements qui nous sont demandés et qui sont demandés également à l'Opposition, parce qu'on a dû avoir de l'Opposition une autorisation, comme celle de tous les députés dans cette Chambre, pour faire en sorte que les règles de procédure ne s'appliquent pas aujourd'hui comme elles s'appliquent d'ordinaire, et que l'on puisse adopter cela avant le congé de Noël.

Si on a fait cela, si on a dérogé comme cela, on a pensé être très prudent en disant qu'on va y mettre un temps, un "sunset clause" si on veut, pour faire en sorte que l'on puisse revenir devant cette Chambre d'ici à quatre ans pour revoir la situation. C'était non pas un geste simplement improvisé, mais je pense que c'était un geste empreint d'une certaine prudence.

La Présidente (Mme Bégin): M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): Ne voulant pas allonger le débat puisque je me suis exprimé, à partir des explications de prudence que le ministre donne, j'aimerais simplement rappeler au ministre, et j'essaie de faire un exercice, de me situer dans quatre ans... À partir du moment où la Caisse de dépôt et placement du Québec aura, dans son enveloppe omnibus, donc dans son enveloppe de 10 %, utilisé à peu près au maximum son enveloppe là-dessus, aura utilisé ses 3 % dans des investissements pour les jeunes entreprises, comment va-t-on être placés, comme législateurs, pour dire à la Caisse, au 31 décembre 1991: Messieurs les dirigeants de la Caisse - quels que soient les dirigeants actuels ou futurs - maintenant, vous allez rapatrier vos portefeuilles et vous allez faire marche arrière? La démarche que nous faisons aujourd'hui, M. le ministre, c'est-à-dire qu'on ouvre les soupapes et on leur

donne davantage de latitude, je conviens que cela va bien quand cela va dans ce sens. Mais, lorsqu'on voudra faire marche arrière, si jamais les prochains législateurs, pour toutes sortes de raisons, politiques, économiques ou autres, décident de ne pas donner suite ou ne pas renouveler ou ne pas aller au-delà de la date qu'on fixe actuellement par mesure de prudence, ils devront, à ce moment, se départir de plusieurs titres à l'intérieur du portefeuille de la Caisse de dépôt et ceci pourra causer des situations... Vous savez, entre 7 % et 10 %, 3 % de 25 000 000 000 \$, cela commence à être de gros sous.

Je vous dis que j'ai beaucoup de réserves. J'essaie de mesurer cela parce que tout cela s'est passé vite au cours des dernières heures et même l'étude article par article. J'aimerais peut-être proposer, M. le ministre, qu'on puisse suspendre quelques minutes et assurer nos arrières dans le sens qu'on ne crée pas une situation, qui n'est pas voulue actuellement, du fait qu'on indique une date. Je vous dis que j'ai de la misère à voir ce qui va se passer en décembre 1991 avec cette mesure. Je le répète, on a donné notre accord quant au contenu de l'ensemble des éléments qui sont dans cette loi, sauf pour la question du quantum, la question de la date. À partir des explications que le ministre me donne, je comprends la réaction du ministre sauf que je lui demande ce qui va se passer en décembre 1991. Je prévois des problèmes à partir du moment où les prochains législateurs ne voudront pas donner suite à cela, pour toutes sortes de raisons. Il va y avoir des problèmes de fonctionnement. C'est simplement ce que je voudrais éviter parce que, dès qu'on l'aura approuvée, on l'aura bénie et on devra vivre avec cette loi. Est-ce que...

M. Levesque: Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Bégin): M. le ministre des Finances.
(17 h 30)

M. Levesque: Pour rassurer le député de Bertrand, et je comprends très bien sa réaction, je tiendrais à lui dire que, même si j'ai dit qu'au début la Caisse n'avait pas présenté une demande incluant cet amendement, je dois dire que la Caisse a accepté par la suite la suggestion que nous lui faisons. Et nous retrouvons dans l'article une disposition que la Caisse a demandé d'introduire ici pour s'assurer justement que les titres qu'elle détiendrait plus tard, à ce moment-là, en 1991... Voyez-vous: "À compter de cette date - du 31 décembre 1991 - la Caisse pourra toutefois détenir les titres acquis en vertu de l'article 1 de la présente loi sans que ces titres ne soient considérés comme placements effectués en vertu de l'article 34 de la Loi sur la Caisse

de dépôt et placement du Québec."

Avec cette disposition, les inquiétudes du député de Bertrand devraient trouver là de quoi être amoindries, je pense, parce que justement, avec la disposition que nous avons introduite, la Caisse nous a demandé justement de mettre cette disposition qui ferait en sorte de donner la flexibilité dont la Caisse a besoin. Le législateur, il faudrait lui faire confiance un peu. Ce ne sera peut-être pas le député de Bertrand, ce ne sera peut-être pas le député de Bonaventure, qui auront à se pencher là-dessus en 1991, mais faisons-leur un peu confiance. Si cela a bien été pendant ces quatre années, et que les nouvelles dispositions, l'élargissement, comme le député le dit, qu'on a accordé à la loi ait donné des bons fruits, eh bien, qu'on ait simplement à laisser les choses aller d'une façon permanente. Je ne le fais pas aujourd'hui parce que je veux être désagréable - la Caisse a très bien compris - mais simplement parce qu'on a eu très peu de temps pour évaluer tous les inconvénients et avantages de cette solution. Nous avons voulu nous garder un certain droit de regard. On l'a toujours, comme législateurs. On peut revenir au mois de janvier ou à la fin de mars, je ne sais pas quand, et changer tout cela. Mais ça nous forcerait à revenir et à faire une évaluation de la situation. Je ne pense pas que ça puisse être négatif pour la Caisse.

La Présidente (Mme Bégin): M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): À partir des explications que vous me donnez, M. le ministre, dans le cas de l'article 1, c'est-à-dire à partir de l'explication qu'on donne à l'article 3 comme vous le mentionniez tantôt, c'est que la Caisse pourra toutefois détenir des titres acquis en vertu de l'article 1. Les titres acquis en fonction de l'article 2, donc, ceux qui vont tomber dans l'enveloppe omnibus, eux, si je comprends bien, de façon spécifique, ils ne pourront pas les garder. À partir de l'explication que le ministre me donne, c'est que, pour l'article 1, il y a une partie de ces titres qui va être conservée. Mais ceux qui seront acquis en fonction de l'article 2, présentement, c'est-à-dire dans l'enveloppe des 10 %, eux, ils ne pourront pas être gardés. Je veux juste faire remarquer au ministre qu'on apporte des distinctions et que le problème que je soulevais tantôt, à mon avis, se pose toujours.

Le deuxième point que j'aimerais reconfirmer, c'est que, si le ministre me dit qu'à la suite de cette décision qui a été prise il a recontacté, recontacté les gens de la Caisse qui sont en accord avec cela... Je ne sais pas, moi, on m'a dit, à 15 heures, cet après-midi, que les gens de la Caisse ne

semblaient pas être favorables à cette mesure. Alors, je dis que j'avais des réticences. C'est la raison pour laquelle tantôt j'ai proposé au ministre de suspendre quelques minutes, pas pour retarder, comme je le dis, mais pour s'assurer, de part et d'autre, et veuillez me croire, ce n'est pas dans le but de retarder quoi que ce soit, mais j'ai des préoccupations et elles ont une portée immense, importante, comme on l'a défini tantôt.

La Présidente (Mme Bégin): M. le ministre des Finances.

M. Levesque: On confirme que c'est avec les gens de la Caisse que les légistes ont travaillé pour préparer le projet. Les dernières modifications ont été apportées par eux? Oui. Alors, peut-être qu'ils ne sont pas enchantés, mais, du moins, ils l'acceptent.

M. Parent (Bertrand): Quant à l'autre volet de ma question, à savoir pourquoi les titres acquis en fonction de l'article 2 ne pourront pas être gardés ou considérés comme placements à la Caisse de dépôt, pourquoi ne fait-on référence qu'aux titres acquis en fonction de l'article 1?

La Présidente (Mme Bégin): M. le ministre des Finances.

M. Levesque: Je peux faire une demande auprès de la Caisse sur ce point-là. Je n'aurais pas d'objection, en troisième lecture, à le modifier si c'était mieux de cette façon. S'ils en étaient satisfaits, d'accord; si la Caisse ne l'a pas vu... Cela me surprendrait que les juristes de la Caisse de dépôt et placement ne l'aient pas vu. Mais s'il y avait une nécessité, comme cela l'est pour la rédaction qui a été évoquée tout à l'heure par le député de Bertrand, j'arriverai, en troisième lecture, avec les modifications.

M. Parent (Bertrand): Cela me va, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Bégin): Est-ce que cet article 2 est maintenant adopté?

M. Levesque: Adopté.

M. Parent (Bertrand): Il est adopté en fonction des explications que le ministre a fournies.

La Présidente (Mme Bégin): Adopté. Nous allons donc passer à l'article 3 du même projet. Je tiens à vous aviser qu'en vertu des règles le ministre des Finances a déposé un amendement qui a été communiqué de part et d'autre. Là-dessus, je suis prête à reconnaître M. le ministre des Finances s'il

a quelques commentaires à faire.

M. Levesque: Il s'agit simplement de faire deux articles avec un seul, encore pour des techniques législatives, parce que, ordinairement, le dernier article d'un projet de loi ne comporte que la mention que "la loi entre en vigueur le jour de sa sanction" ou un autre jour indiqué par le projet de loi. Alors, on veut conserver cela dans un seul article, le quatrième, et que le reste constitue l'article 3. C'est simplement encore une inversion; il n'y a aucun changement de substance.

La Présidente (Mme Bégin): M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): Juste à cause de la date du 31 décembre 1991, je dirais que l'article 3 est adopté sur division, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Bégin): Donc, est-ce que l'amendement est adopté?

M. Parent (Bertrand): Sur division.

La Présidente (Mme Bégin): L'amendement est adopté. Est-ce que l'article 3, tel qu'amendé, est adopté?

M. Parent (Bertrand): Sur division, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Bégin): Adopté, sur division.

Maintenant, est-ce que le titre du projet de loi 112, Loi modifiant...

M. Parent (Bertrand): L'article 4, Mme la Présidente. Non?

La Présidente (Mme Bégin): Bien, l'article 4, on vient de l'adopter en fonction de l'article 3. L'amendement comprenait l'article 4.

M. Parent (Bertrand): Excusez-moi, vous avez raison.

La Présidente (Mme Bégin): Maintenant, est-ce que le titre du projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, est adopté?

M. Parent (Bertrand): Adopté.

La Présidente (Mme Bégin): Est-ce que le projet de loi 112, tel qu'amendé, est adopté?

M. Parent (Bertrand): Adopté.

La Présidente (Mme Bégin): Adopté. Ceci met fin à l'étude détaillée, article par

article, du projet de loi 112.

Projet de loi 103

Nous allons maintenant passer à l'étude détaillée du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le Vérificateur général. Là-dessus, je vais reconnaître le ministre des Finances pour quelques commentaires concernant l'article 1. M. le ministre des Finances, nous sommes à l'article...

M. Levesque: Mme la Présidente, on va changer de...

La Présidente (Mme Bégin): Ah bon! Nous allons attendre quelques minutes. M. le ministre des Finances, est-ce que nous pouvons procéder? Nous pouvons procéder avec l'article 1...

M. Levesque: Oui, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Bégin): ...du projet de loi 103.
(17 h 40)

M. Levesque: Je pense que nous avons eu l'occasion, lors de l'adoption du principe du projet de loi, de discuter sur ce principe et sur les modalités, sur les amendements qui sont suggérés dans le projet de loi. Je pense que nous sommes tombés assez rapidement d'accord sur ces changements. Ce ne sont pas des changements de substance tellement, d'ailleurs, mais plutôt des précisions à apporter. Ici, à l'article 1, il s'agit simplement de faire en sorte que le Vérificateur général puisse remplir son mandat partout où le législateur le désire et que certaines institutions ou certains organismes ne soient pas soustraits au rôle que doit remplir le Vérificateur général vis-à-vis de ces organismes ou institutions.

La Présidente (Mme Bégin): Merci, M. le ministre.

M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): D'abord, il me fait plaisir de souhaiter la bienvenue au Vérificateur général et de lui rappeler quelques-uns de mes propos de tout à l'heure, avec lesquels le ministre était aussi d'accord, en soulignant ce grand respect que nous avons pour le rôle du Vérificateur général et le personnage qu'est le Vérificateur général.

J'ai souligné à cette Assemblée qu'il serait important que tous les membres de l'Assemblée nationale, particulièrement les membres du gouvernement qui ont des responsabilités, puissent donner suite de façon très concrète aux recommandations faites dans votre rapport. Je pense que ça, c'est très important si on a le respect des gens et des fonctions. Je pense que le rôle,

le travail du Vérificateur général actuellement n'est pas facile, mais c'est un travail exceptionnel qui mérite d'être souligné.

En ce qui a trait aux différents articles, je pense que vous allez les appeler les uns après les autres mais, essentiellement, j'ai compris que c'était beaucoup plus une formalité. Je me suis demandé comment il se faisait qu'on venait tout à coup, en 1987, rectifier des choses de 1985, surtout après que nous, à l'Assemblée nationale, nous ayons voté aujourd'hui une loi sur nos salaires prenant effet le 1er janvier 1988. Mais, blague mise à part, je pense que ce sont des correctifs qui se doivent d'être bien expliqués parce que ça peut donner un petit peu l'impression, en première lecture, qu'on vient agir rétroactivement au 30 juin 1985 et que, tout à coup, on donne des augmentations faramineuses au Vérificateur général.

Cela étant dit, en guise de remarques préliminaires, je pense que le Vérificateur général se doit d'être rémunéré selon ses fonctions et responsabilités et, là-dessus, je n'ai aucun problème quant au quantum. Alors, voilà, Mme la Présidente, pour les remarques préliminaires.

La Présidente (Mme Bégin): M. le ministre des Finances.

M. Levesque: Le quantum, c'est très petit. C'est surtout pour le principe, comme je l'ai mentionné, pour que le vérificateur général conserve le même niveau de rémunération que les sous-ministres seniors. Dix jours après qu'on eut décidé et adopté ici de changer la situation des sous-ministres, il aurait fallu à ce moment-là penser à le faire pour le Vérificateur général, mais cela a été oublié. Cela a été oublié au mois de juin 1985. Nous n'étions pas là. Je n'ai pas à porter de jugement. On aurait sans doute pu le faire avant aujourd'hui. On aurait peut-être pu le faire au printemps dernier. Il en avait été question, d'ailleurs, que ça se fasse. Il est arrivé d'autres circonstances. Je n'ai pas l'intention de m'attarder là-dessus. Il y avait d'autres dispositions que l'on voulait introduire dans cette loi-là et, finalement, les choses se sont réglées et cela n'a pas été nécessaire. Finalement, ça prend toujours un peu de temps, vous savez, pour préparer ces lois. On a dû faire un examen pour savoir quelles personnes ou quels organismes pouvaient se soustraire au mandat du Vérificateur général pour ne pas en oublier et ne pas revenir l'an prochain avec d'autres cas. Peut-être que cela a été un peu plus long que nous ne le pensions, mais, en toute justice, la rétroactivité va prendre effet de sorte que, je pense, tout le monde sera heureux de la substance de ce projet de loi et, même s'il y a retard, il n'y aura pas de préjudice.

La Présidente (Mme Bégin): Est-ce que je dois conclure que l'article 1 du projet de loi 103 est adopté?

M. Parent (Bertrand): Je croyais qu'on en était aux remarques préliminaires, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Bégin): Excusez-moi, M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): J'aurais peut-être une question. On ajoute le Protecteur du citoyen. Est-ce qu'on est maintenant assuré qu'on couvre tous les angles et qu'on n'aura pas à revenir? Je pense que le ministre l'a dit tantôt. La question se pose: Pourquoi cela avait-il été omis et qu'aujourd'hui on veut le réinsérer? Est-ce que, vraiment, il n'y a pas autre chose qui nous échappe à ce stade-ci?

La Présidente (Mme Bégin): M. le ministre des Finances.

M. Levesque: Le danger que m'explique le Vérificateur général, c'est qu'en voulant couvrir la Fondation Jean-Charles-Bonenfant la technique qu'on employait pour la couvrir aurait eu pour effet peut-être de soustraire, cette fois-là, le Protecteur du citoyen aux effets de la loi. C'est pourquoi on a décidé de le nommer dans le projet de loi.

M. Parent (Bertrand): D'accord.

La Présidente (Mme Bégin): M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): Cela répond à ma question.

La Présidente (Mme Bégin): Donc, l'article 1 est adopté?

M. Parent (Bertrand): Adopté.

La Présidente (Mme Bégin): Adopté. Nous allons passer à l'article 2. M. le ministre, avez-vous quelques remarques préliminaires sur l'article 2?

M. Levesque: Non, c'est simplement, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, un cas de concordance quant à la rémunération du Vérificateur général, c'est tout. C'est exactement pour le ramener à la situation dans laquelle il était le 20 juin 1985 avec, mutatis mutandis, les amendements consacrés à la rémunération des sous-ministres.

La Présidente (Mme Bégin): M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): Je n'ai pas de question, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Bégin): Il n'y a pas de question. Est-ce que l'article 2, tel quel, est adopté?

M. Parent (Bertrand): Adopté.

M. Levesque: Adopté.

La Présidente (Mme Bégin): Adopté. Nous allons passer à l'article 3. M. le ministre des Finances, quelques remarques.

M. Levesque: Bon. Je formule le souhait qu'on l'adopte étant donné qu'il s'agit simplement de remettre les choses, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, à une époque où ces choses auraient pu normalement être faites pour qu'il n'y ait pas de préjudice pour qui que ce soit.

La Présidente (Mme Bégin): M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): Cela comporte aussi des modifications aux régimes de retraite, je pense. Est-ce que cela touche la participation aux régimes de retraite, par ricochet, ou si...

M. Levesque: On me dit que c'est déjà couvert dans la loi générale.

M. Parent (Bertrand): C'est déjà couvert.

M. Levesque: Oui.

M. Parent (Bertrand): C'est ce qui est touché par l'article 16 de la loi?

M. Levesque: Oui, en effet, cela a été réglé par l'article 16 de la loi générale.

M. Parent (Bertrand): Excellent: Cela va, Mme la Présidente. Adopté.

La Présidente (Mme Bégin): L'article 3 est adopté. Nous allons maintenant passer à l'article 4.

M. Levesque: Sans commentaire, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Bégin): M. le député de Bertrand?

M. Parent (Bertrand): Sans commentaire.

La Présidente (Mme Bégin): Sans commentaire? Donc l'article 4 est adopté?

M. Parent (Bertrand): Adopté.

La Présidente (Mme Bégin): Est-ce que le titre du projet de loi 103, Loi modifiant

la Loi sur le Vérificateur général, est adopté?

M. Parent (Bertrand): Adopté.

La Présidente (Mme Bégin): Adopté. Est-ce que le projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le Vérificateur général, est adopté?

M. Parent (Bertrand): Adopté.

La Présidente (Mme Bégin): Adopté. Ceci met fin aux travaux de la commission plénière, et je vais donc faire rapport au président de l'Assemblée nationale. Je demanderais aux personnes qui ne sont pas membres de cette Assemblée de bien vouloir sortir, afin que je puisse faire rapport.

Le Vice-Président: Veuillez prendre place, s'il vous plaît!

Mme la Présidente de la commission plénière.

Mme Bégin (présidente de la commission plénière): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, et l'a adopté avec amendement.

Le Vice-Président: Est-ce que ce rapport est adopté?

Une voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. Mme la Présidente.

Mme Bégin (présidente de la commission plénière): M. le Président, j'ai également l'honneur de faire rapport que la commission plénière a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur la Vérificateur général, et l'a adopté.

Le Vice-Président: Est-ce que ce rapport est adopté?

Une voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. Merci bien. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, je fais motion pour suspendre nos travaux jusqu'à 20 heures, ce soir.

Le Vice-Président: Est-ce que cette motion de suspension est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. En

conséquence, nos travaux sont suspendus et reprendront ce soir, à compter de 20 heures.

(Suspension de la séance à 17 h 51)

(Reprise à 20 h 6)

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît! Vous pouvez vous asseoir. Nous allons reprendre nos travaux. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 50 du feuillet, s'il vous plaît!

Projet de loi 93

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: À l'article 50, le ministre de l'Énergie et des Ressources propose l'adoption du rapport de la commission de l'économie et du travail et des amendements qui ont été transmis en vertu de l'article 252 de notre règlement, qui a étudié le projet de loi 93, Loi sur l'utilisation des produits pétroliers. Là-dessus, je suis prête à reconnaître le premier intervenant, M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. John Ciaccia

M. Ciaccia: Mme la Présidente, la commission de l'économie et du travail a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 93, Loi sur l'utilisation des produits pétroliers, le 9 décembre dernier. Au cours de nos échanges avec le représentant de l'Opposition, le député de Roberval, il avait été convenu que nous analyserions l'opportunité de modifier quelques-uns des articles et plus spécifiquement l'article 36, par exemple, du projet de loi pour y insérer la notion d'urgence. Nous avons procédé à la consultation des experts du ministère de la Justice en matière de législation, en matière pénale et en matière réglementaire afin de finaliser la rédaction des amendements envisagés. La procédure dont nous avons convenu était d'adopter le libellé de l'article en commission parlementaire, mais nous nous étions engagés à apporter certaines modifications au moment de la prise en considération du rapport de la commission, ce que nous faisons maintenant.

La première modification visée concerne l'article 36 du projet de loi. Nous avons convenu que les règlements devraient prévoir des situations d'urgence pour les divers travaux visés à cet article. L'article prévoit qu'on doit obtenir la permission du

ministre pour certains travaux et la question des travaux d'urgence a été soulevée. Alors, un nouveau libellé fut donc mis au point avec la collaboration du bureau des règlements du ministère de la Justice et l'amendement se lirait comme suit: L'article 36 est modifié par l'insertion, à la fin, de l'alinéa suivant: "Le règlement visé au premier alinéa doit prévoir des situations d'urgence." Alors, il y a une obligation de la part du gouvernement, du ministre, d'inclure dans les règlements des situations d'urgence pour effectuer les travaux auxquels on se réfère à l'article 36. Cet amendement a pour effet d'introduire un élément de souplesse dans le cadre de l'article visé et correspond au sens des discussions intervenues sur la question.

Il est, cependant, nécessaire, dans ce contexte, de modifier également le pouvoir général d'habilitation réglementaire prévu à l'article 63 afin d'établir une parfaite concordance avec le libellé de l'article 36 tel qu'annoncé. Puisque nous avons modifié l'article 36 qui prévoit une obligation de la part du ministre de prévoir dans les règlements les situations d'urgence, pour que ce soit concordant, il faut modifier l'article 63 qui décrit les pouvoirs réglementaires du ministre.
(20 h 10)

L'ajout suivant assurera l'harmonisation et la cohérence du projet de loi sur le plan réglementaire. L'article 63 est modifié par l'insertion, après le paragraphe 11^o, du paragraphe suivant: "11^o.1 déterminer les conditions relatives à l'obtention d'une autorisation pour l'exécution de travaux d'installation, de modification, d'entretien ou de démolition d'équipements pétroliers, ainsi que les situations d'urgence."

Nous avons inclus dans le projet de loi l'obligation d'obtenir de la part du ministre un permis pour démolir des installations de raffinerie. Avec l'adoption du projet de loi, nul ne pourra démolir une raffinerie ou une partie de raffinerie au Québec sans la permission expresse du ministre de l'Énergie et des Ressources.

Mme la Présidente, voilà pour les amendements proposés à cette étape du processus parlementaire pour le projet de loi 93. J'aimerais maintenant me pencher sur les autres points soulevés au cours de l'étude détaillée du projet de loi. En effet, certaines dispositions législatives du projet de loi ont été amendées à l'occasion d'une étude plus approfondie de l'aspect légistique des questions débattues. Par exemple, on a modifié les montants des amendes à cause des conséquences graves que pourrait entraîner le non-respect de certains articles du projet de loi. Il a été convenu à la commission parlementaire que, pour donner vraiment effet aux prohibitions contenues dans le projet de loi, puisque c'étaient des

sujets qui pouvaient être lourds de conséquences, certaines des amendes soient modifiées et élargies.

Les discussions portèrent aussi sur la possibilité d'ajouter un deuxième alinéa à l'article 64 afin de spécifier qu'une infraction commise à l'encontre de l'article 50 du projet de loi serait considérée par établissement. L'article 50 prévoit un décret possible et le respect, par une société pétrolière ou par un détaillant, du prix de l'essence qui pourra être décrété par le gouvernement. Alors, il y a le pouvoir de fixer les prix dans le projet de loi et, pour donner effet à ce pouvoir, on prévoit certaines amendes. Les montants des amendes peuvent varier de 2000 \$ à 4000 \$ ou 5000 \$.

La question a été soulevée que peut-être ce ne serait pas assez élevé, vu les conséquences, parce que cela pourrait être moins dispendieux et plus profitable pour un détaillant ou une pétrolière de ne pas respecter le décret et de payer seulement une amende de 2000 \$ à 4000 \$. Cependant, la suggestion avait été faite d'ajouter, dans le projet de loi, que l'amende serait par établissement et par infraction. Cela voudrait dire que, si une pétrolière avait, par exemple, 150 postes d'essence, l'amende pourrait être demandée pour chaque poste d'essence, soit 150 fois 2000 \$ et, en plus de cela, pour chaque infraction. Il pourrait y avoir une infraction à tous les jours. De cette façon, il serait certainement moins profitable de payer les amendes que de respecter le décret.

La raison pour laquelle nous n'avons pas inclus ce changement dans le projet de loi, c'est que le ministère de la Justice nous a expliqué que la loi, telle qu'elle est présentement rédigée, donne le droit au ministre et au gouvernement de procéder par établissement et par infraction et que, si nous avons inclus cette exception seulement pour l'article 50, on aurait pu argumenter que cette règle ne s'appliquerait pas aux autres articles.

Je peux assurer cette Chambre et les membres de la commission que le but recherché durant les discussions de la commission parlementaire se retrouve dans le libellé actuel du projet de loi et qu'il ne serait certainement pas profitable pour une pétrolière, un détaillant ou un distributeur d'essence de ne pas respecter le décret qui pourrait être mis en application par le gouvernement.

Ce sont les changements que nous avons apportés à la suite des discussions que nous avons eues en commission parlementaire. Il y avait d'autres informations qui nous avaient été demandées. Et, enfin, dans le but de couvrir tous les aspects des discussions intervenues lors des travaux de la commission, j'avais indiqué que je serais en mesure de donner des exemples d'exemptions

à l'examen en vue de la licence de maître installateur en équipements pétroliers, qui est prévue à l'article 63. L'article 63 du projet de loi prévoit qu'un maître installateur doit obtenir une licence. Nous instituons la catégorie de maître installateur. Nous prévoyons que le maître installateur pour les équipements mentionnés dans le projet de loi doit obtenir une licence.

Il y a certains prérequis dans le projet de loi pour obtenir le permis, la licence de maître installateur, mais il y a des exceptions. On m'avait demandé quelles seraient ces exceptions. Voici donc trois exemples d'exemptions qu'on peut envisager.

Premièrement, le cas d'un ingénieur diplômé ayant travaillé dans le domaine des travaux relatifs aux équipements pétroliers.

Deuxièmement, le cas d'une personne dont la qualification technique est reconnue par la législation d'une autre province. Cette personne peut être licenciée puisqu'elle a réussi un examen équivalent au niveau des connaissances requises pour nos licenciés.

Troisièmement, le cas d'une personne ayant une très vaste expérience dans le domaine des travaux relatifs aux équipements pétroliers et dont les connaissances techniques de notre loi et de nos règlements sont de commune renommée. L'exemple que nous avons donné est le cas d'un inspecteur du ministère de l'Énergie et des Ressources ayant oeuvré dans le secteur des équipements pétroliers pendant un bon nombre d'années.

Cela complète les commentaires que je tenais à faire quant à la présentation des dernières modifications au projet de loi 93 et des explications supplémentaires formulées sur le projet de loi 93 conformément au rapport de la commission de l'économie et du travail tenue le 9 décembre et aux discussions intervenues à cette occasion.

Nous avons aussi fait un tour d'horizon sur le bureau d'inspection du prix de l'essence, l'acheminement, la création du bureau, à la suite de la baisse de la taxe grâce au comité de surveillance, les bénéfices que les consommateurs avaient reçus, la tenue de la commission parlementaire après les décrets et le fait que cette création du bureau avec le pouvoir de réglementer les prix était la solution la plus efficace dans les circonstances pour protéger le consommateur. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de l'Énergie et des Ressources. M. le député de Roberval.

M. Michel Gauthier

M. Gauthier: Oui, Mme la Présidente. Je vous remercie.

Habituellement, c'est peu commun d'intervenir sur un projet de loi lors de la troisième lecture, sauf que, dans ce cas-ci, il

s'agit vraiment d'un projet de loi où il y a eu une bonne collaboration, je pense, de la part de l'Opposition et du gouvernement pour en arriver à rédiger le meilleur projet de loi possible. On a travaillé en commission parlementaire, Mme la Présidente, pendant plusieurs heures. Sauf erreur, on a fait sept ou huit heures de travail sur ce projet de loi, principalement. Nous en étions arrivés à identifier, à l'intérieur, un certain nombre d'éléments qui méritaient une considération particulière.

(20 h 20)

Disons, tout d'abord, que, sur les deux aspects, la commission parlementaire aura permis de comprendre, avec les spécialistes du ministère, la nécessité de légiférer dans le domaine de la sécurité des équipements pétroliers. Ce fut avec une certaine surprise, j'oserais dire, que nous avons pris connaissance de situations assez particulières qui peuvent se présenter dans ce domaine des équipements. Je remarque avec plaisir que le ministre disposera maintenant d'un outil législatif pour empêcher une entreprise pétrolière de démolir une raffinerie, situation qu'on a, hélas, connue l'an dernier. Le ministre aura en main les outils législatifs qu'il faut pour travailler.

Quant aux amendements qui sont apportés par le ministre à l'article 36 concernant les situations d'urgence, j'accepte volontiers l'amendement qui indique que le règlement devrait prévoir les situations d'urgence. À l'article 63, la même chose. On ajoute, évidemment, cette nécessité d'inscrire les situations d'urgence dans les pouvoirs réglementaires.

Or, j'aurais un simple message à livrer au ministre: c'est que, comme il le sait, la réglementation échappe à l'Assemblée nationale. Cela a fait des débats dans le passé, la possibilité pour le législateur d'intervenir au chapitre de la réglementation, ce qu'on appelle le pouvoir délégué. Mais j'indiquerais au ministre que nous ne serons pas là, évidemment, au moment où il fera son règlement pour lui indiquer de quelle manière il devrait inscrire les choses là-dedans. Mais je crois que le "verbatim" de la commission parlementaire, les galées de la commission parlementaire permettront au ministre, si jamais sa réglementation s'éloignait de l'objectif, de se rafraîchir la mémoire. Nous voulons une réglementation vraiment efficace qui permette, à des secteurs donnés principalement et à des situations d'urgence d'être réglées rapidement. On ne voudrait pas, dans aucune circonstance, que les gens soient pénalisés parce qu'on aurait mal inscrit dans la réglementation, on aurait mal défini ce qu'est une situation d'urgence et on aurait mal circonscrit les manières ou les moyens de pallier une situation d'urgence.

Alors, j'inviterais le ministre à toujours

autant de vigilance, au chapitre de la réglementation, qu'il en a mis, dans le fond, à travailler avec son ministère entre la commission parlementaire et le dépôt, aujourd'hui. Je réalise, quand même, qu'il a fait son effort puisqu'il a touché à l'ensemble des points que nous avions soulignés à ce moment-là. Alors, c'est la seule chose que je voudrais indiquer sur ce projet de loi.

Comme je l'ai dit en deuxième lecture, je recommanderai à ma formation politique - bien sûr, c'est au nom de ma formation politique - d'accepter ce projet de loi de bon gré, mais toujours en indiquant au ministre cette dimension d'une réglementation qui doit être appropriée parce qu'il nous est déjà arrivé dans le passé - ce n'est pas le propre du ministre, remarquez bien - d'avoir des réglementations faites après coup qui dénaturaient, à toutes fins utiles, les éléments du projet de loi. Je voudrais que ça ne se reproduise pas dans ce cas-là. Comme il s'agissait d'une loi, je pense, sur laquelle tout le monde était d'accord, on voudrait la bien faire et, en ce sens, le ministre devrait faire bien attention pour qu'elle soit pratique, qu'elle soit efficace, qu'elle soit appréciée aussi des gens qui y seront soumis. Et, pour éviter qu'il n'y ait des situations difficiles, les mêmes remarques s'appliquent également en ce qui concerne le permis d'installateur en équipements pétroliers.

J'indiquais au ministre qu'il y a beaucoup de choses qui relèvent de la réglementation et non pas de la loi. Il faudra que le ministre fasse preuve de souplesse pour éviter qu'une réglementation trop serrée ne rende, à toutes fins utiles, difficile l'accès pour des personnes qui voudraient avoir le permis d'installateurs d'équipements pétroliers. On s'était bien entendu là-dessus. L'objectif, c'est de faciliter les choses pour les gens qui auront à travailler avec cette loi, mais tout en balisant les choses pour éviter que des tragédies ne se produisent ou des gestes malheureux, de démolition de raffinerie ou autres.

La même chose pour ce qui est de la réglementation des produits pétroliers. Au ministre, avec le BIPE, de faire en sorte que cette surveillance soit continue, que les informations qui nous seront fournies soient de plus en plus complètes d'un mois à l'autre pour que non seulement la structure soit efficace pendant un, deux, trois mois, mais qu'elle soit efficace tout le temps. Le ministre devra donc apporter une vigilance face à cet organisme et au pouvoir qu'il a de réglementer le prix de l'essence.

Là-dessus, Mme la Présidente, je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Roberval.

M. le ministre de l'Énergie et des

Ressources, pour votre intervention de cinq minutes.

M. John Ciaccia (réplique)

M. Ciaccia: Quelques instants, Mme la Présidente, pour souligner la collaboration que nous avons reçue de l'Opposition officielle et du député de Roberval et l'approche positive qu'on a adoptée en commission parlementaire pour le projet de loi sur les produits pétroliers. Je prends bonne note des remarques du député sur la réglementation. Je veux aussi souligner que, très souvent, on s'oppose au pouvoir du ministre de réglementer. Je pense qu'ici il y a eu vraiment une reconnaissance qu'il est absolument nécessaire d'inclure ce pouvoir non seulement pour nous assurer que les mesures nécessaires soient prises quant à la sécurité des installations mais aussi pour réglementer la façon dont le bureau d'inspection du prix de l'essence va fonctionner. Il faut absolument donner un pouvoir de réglementation pour prendre en considération les changements du marché, les problèmes qui peuvent survenir en cours de route. Je crois que la commission parlementaire et l'Opposition officielle ont reconnu l'importance d'accorder ce pouvoir, l'importance aussi du bureau d'inspection qui fonctionne présentement qui, jusqu'à maintenant, a été assez efficace dans son travail et dans le maintien des prix de l'essence à la baisse dans les régions périphériques. Merci, Mme la Présidente.

Adoption des amendements et du rapport

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de l'Énergie et des Ressources. Cela met fin au débat. Conformément à l'article 254, je vais mettre les amendements aux voix. L'amendement apporté à l'article 36 se lit comme suit: L'article 36 est modifié par l'insertion, à la fin, de l'alinéa suivant des mots: "Le règlement visé au premier alinéa doit prévoir des situations d'urgence". Est-ce que cet amendement est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.

Le deuxième amendement concerne l'article 63. Cet amendement se lit comme suit: L'article 63 est modifié par l'insertion après le paragraphe 11^o du paragraphe suivant: "11^o.1 déterminer les conditions relatives à l'obtention d'une autorisation pour l'exécution de travaux d'installation, de modification, d'entretien ou de démolition d'équipements pétroliers, ainsi que les situations d'urgence." Est-ce que cet amendement est adopté?

Des voix: Adopté.

La **Vice-Présidente**: Est-ce que le rapport tel qu'amendé de la commission qui a étudié le projet de loi 93, Loi sur l'utilisation des produits pétroliers, est adopté?

Des voix: Adopté.

La **Vice-Présidente**: Adopté.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. **Lefebvre**: Mme la Présidente, je vous demande d'appeler l'article 48 du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 84

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La **Vice-Présidente**: À l'article 48 de notre feuillet, le ministre de l'Énergie et des Ressources propose l'adoption du rapport de la commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public. M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.
(20 h 30)

M. John Ciaccia

M. **Ciaccia**: Merci, Mme la Présidente. Le projet de loi 84 met fin au régime de la réserve légale pour toute vente ou cession future des terres du domaine public. Il cède la réserve légale existante en pleine propriété et sans frais aux propriétaires actuels des lots affectés par cette réserve, conserve le long de certaines rivières, en particulier des rivières à saumon, un droit de passage à pied en faveur du public sur une bande de dix mètres et prévoit les cas où la réserve doit demeurer temporairement dans le domaine public afin de protéger les droits consentis par l'État à des tiers sur la réserve légale. Il prévoit aussi la possibilité, pour le propriétaire d'un lot adjacent à une réserve légale supposément privatisée par la loi, d'obtenir une servitude de passage et introduit la possibilité pour le ministre de délivrer une attestation confirmant que la réserve affectant un lot a été dévolue au propriétaire de ce lot.

En commission parlementaire, l'Opposition avait soulevé certaines questions auxquelles je m'étais engagé de répondre lors de la prise en considération du rapport de la commission. L'une des questions qui avaient été soulevées par le député de Dubuc portait sur la cession de la réserve légale dans la réserve faunique Petit Saguenay. On s'inquiétait du fait que, si la réserve avait

été cédée, il n'y aurait pas eu de droit de passage pour ceux qui n'étaient pas des propriétaires de la réserve. Le député de Dubuc s'inquiète du fait que le ministère aurait en même temps, après qu'il eut émis des lettres patentes, cédé la réserve légale le long de la rivière Petit Saguenay alors que cette rivière est constituée en réserve faunique à saumon.

Le lot 14 dont il est question est affecté par deux rivières: la rivière du Portage et la rivière Petit Saguenay. Le ministère a effectivement cédé la réserve le long de la rivière, mais seulement le long de la rivière du Portage. En ce qui concerne la réserve le long de la rivière Petit Saguenay, la propriété en est dévolue par les dispositions du projet de loi 84, sous réserve d'un droit de passage de dix mètres. Le lot 14 apparaît, en effet, à l'annexe II du projet de loi, dans le canton Dumas. Pour répondre au député de Dubuc concernant ce territoire qu'il a porté à notre attention, la réserve est, effectivement, cédée par une disposition de la loi, mais, à l'annexe II, on a une description et une exception pour maintenir un droit de passage. Il n'est donc pas question d'enclaver le lac, ni d'empêcher le droit de passage à cet endroit.

Cependant, la deuxième situation qui a été portée à mon attention, c'est la cession de la réserve légale sur le lot 19. Dans ce cas, des lettres patentes ont été émises et, effectivement, il n'y a pas de droit d'accès au cours d'eau à la suite des lettres patentes émises pour ce lot. J'ai fait faire des enquêtes sur ce qui s'est produit et on m'informe que c'est par erreur que nous avons cédé une réserve légale sur le lot 19. Cela a été fait au mois de décembre... Le 13 mai 1986, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation délivrait des lettres patentes et la réserve légale a été cédée au propriétaire adjacent. Depuis cette date, le ministère tente de réparer son erreur et examine diverses solutions. Jusqu'à ce jour, le propriétaire semble être un peu réticent à discuter d'un changement, mais je peux assurer le député de Dubuc et l'Opposition que nous allons régler ce cas. La raison pour laquelle je le mentionne c'est que, peut-être, les méthodes, les règlements du ministère auront besoin d'être revus parce que dans ce cas-ci, par autorité déléguée, le sous-ministre associé a le pouvoir de signer des lettres patentes sans même les porter à l'attention du ministre.

Je peux assurer l'Opposition que deux choses vont se produire. Premièrement, on va régler ce cas-là et, deuxièmement, on va vérifier les pouvoirs délégués au sous-ministre. Si une telle chose peut se produire, si on a pris un lot avec un pont et si on a cédé le lot et le pont à un propriétaire privé, si on a enclavé le cours d'eau, vous voulez ma réaction? Cela n'a pas de bon

sens. Je vais trouver la façon de le régler. Je m'engage à le régler, mais je vais revoir aussi les pratiques du ministère où une telle chose peut se produire sans que le ministre ne le sache.

Quant aux autres aspects du projet de loi, je pense qu'il n'y a pas d'amendements qui ont été faits ou suggérés. C'est seulement sur ces deux points spécifiques. L'Opposition et cette Chambre peuvent être assurées que nous allons prendre les moyens nécessaires pour résoudre ces problèmes. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de l'Énergie et des Ressources. M. le député de Roberval.

M. Michel Gauthier

M. Gauthier: Mme la Présidente, je remercie le ministre. Ce qui nous préoccupait particulièrement, c'étaient effectivement les cas apportés par mon collègue de Dubuc. Je suis heureux de voir que le ministre a la ferme intention de corriger l'erreur qui s'est glissée. Sauf erreur, j'aimerais savoir peut-être du ministre si le lot 19 est celui qui empêchait six propriétaires d'accéder à un lac, alors que c'était le seul passage possible.

Mme la Présidente, je crois que mon collègue de Dubuc et surtout les citoyens de Dubuc seront heureux d'apprendre que les discussions qui ont eu lieu entre leur député et le ministre auront probablement permis de trouver un règlement à court terme. Je vais simplement demander au ministre, encore là, une vigilance très grande pour que ce problème puisse se régler très tôt parce que, dans le fond, on connaît les inconvénients qui sont causés. Il faudrait... Si on pouvait le faire avant ou au début de la saison estivale, ce serait certainement une solution intéressante pour les propriétaires qui sont impliqués là-bas.

Je remercie le ministre de l'attention qu'il va porter à cela. J'indiquerai à mon collègue de Dubuc, qui n'est pas parmi nous en ce moment, que la réponse du ministre est arrivée, en quelque sorte. Quant au projet de loi, le ministre conviendra que c'était, encore là, un projet de loi peut-être un peu aride d'étude en commission parlementaire mais, tout de même, nous étions entièrement d'accord pour l'accepter. Nous l'avons travaillé le plus sérieusement du monde. Il nous paraît y avoir des avantages pour les citoyens. Donc, nous ne pouvons qu'y concourir. Je remercie le ministre de ses réponses.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Roberval. Il n'y a pas d'autres interventions? Donc, je déclare le débat clos.

Est-ce que le rapport de la commission

de l'économie et du travail qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, l'article 51 du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 29

Adoption

La Vice-Présidente: À l'article 51 de notre feuillet, le ministre de l'Environnement propose l'adoption du projet de loi 29, Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement. M. le ministre de l'Environnement.

M. Clifford Lincoln

M. Lincoln: Mme la Présidente, je voudrais parler justement du débat sur la motion d'adoption du projet de loi 29 qui va fusionner les deux conseils existants se rapportant aujourd'hui au ministre de l'Environnement, soit le Conseil consultatif de l'environnement, d'une part, et le Conseil consultatif des réserves écologiques, d'autre part.

Le ministère de l'Environnement est un très jeune ministère. Il a seulement quelques années d'existence. Il s'occupe de plus en plus d'une contrainte sociale qui est devenue une des préoccupations principales de notre société, que nous vivions au Québec ou ailleurs. Le ministère de l'Environnement fait face aujourd'hui à des grands défis qui se posent à notre société. C'est ainsi qu'à travers le monde, aujourd'hui, cette même découverte de l'environnement, du milieu naturel, de la qualité de vie a été exprimée dans plusieurs rapports internationaux de grande envergure qui nous touchent de très près. D'abord, il y a eu la stratégie mondiale de la conservation, qui a évolué par le biais des Nations unies, qui a été suivie tout récemment par le rapport de la Commission mondiale, appelé le rapport Brundtland sur l'environnement et le développement économique. Le Canada, par le Conseil des ministres de l'Environnement et des Ressources, a travaillé dans le filon du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement pour produire lui-même un rapport sur l'intégration de l'environnement au développement économique.

(22 h 40)

C'est dans le fil de ces mêmes préoccupations, de ces mêmes rapports que,

tout récemment, le ministère de l'Environnement du Québec déposait sa politique environnementale axée vers la conservation comme agent de progrès, politique qui s'intitulait "Un nouveau cap environnemental". Nous avons essayé de définir, comme objectifs d'avenir, deux grands objectifs seulement. D'abord, la préservation et la continuation dans la pérennité des écosystèmes qui font vivre le milieu naturel et qui donnent l'existence à l'environnement. Deuxièmement, la préservation de la santé humaine, de la qualité de vie par rapport à l'apport de plus en plus fréquent des produits toxiques dans les milieux naturels et les milieux de vie.

Pour arriver à ces deux grands objectifs, il est sûr que notre société va devoir de plus en plus changer ses mentalités par rapport à son attitude traditionnelle envers les milieux de vie, envers les écosystèmes et tout ce qui fait vivre les espèces vivantes. En fait, notre palmarès, comme société industrialisée, société technologiquement avancée, n'est certainement pas brillant. Si on regarde autour de nous, ce sont surtout les pays industrialisés qui ont causé les plus grands dommages à leur environnement. Si ce n'est dans les continents qu'ils ont occupés en tant que puissance coloniale ou même dans leurs pays d'origine, tous les dégâts causés aux milieux naturels ne se comptent plus. On n'a qu'à voir ce qui s'est passé tout récemment en Union soviétique, le cas de Tchernobyl, ou les accidents sur le Rhin. Ici même autour de nous, il y a tellement de déversements de produits toxiques dans la nature et il y a toutes sortes de déversements sauvages, presque tous les jours, qui nous font face et dont on parle dans tous les journaux, que nous vivions ici ou ailleurs.

Notre bilan environnemental, comme société avancée technologiquement, avancée académiquement, avancée socialement, est piteux. Il faudra que chacun de nous change ses façons de faire, parce que, si nous ne le faisons pas, nous aurons à réparer de plus en plus des dommages innombrables et tellement complexes qu'on n'aura plus les moyens, les ressources financières ou les ressources humaines pour y faire face. Il faudra changer les mentalités et, de plus en plus, nous axer vers la prévention des dommages faits à l'environnement, vers la conservation de nos ressources, afin que nous ayons de moins en moins à restaurer et à réparer. C'est dans ce grand courant d'idées, pour sensibiliser la population de plus en plus à son milieu de vie, à l'environnement, que nous devons axer nos efforts.

S'il est un ministère au sein du gouvernement aujourd'hui qui a besoin d'un conseil consultatif autonome, dynamique, qui lui montre un peu ce nouveau chemin vers une plus grande sensibilisation, vers la

conservation, vers de nouvelles méthodes de travail, vers de nouvelles façons de faire, c'est bien le ministère de l'Environnement, parce que c'est un ministère si jeune qu'il a besoin de ces conseils. Donc, le conseil consultatif de l'environnement et de la conservation, qui va remplacer les deux organismes actuels en les fusionnant dans un conseil nouveau qui sera axé vers la conservation de nos ressources, aura un rôle primordial à jouer au sein de cette préoccupation de plus en plus centrale des citoyens. Comme le définit la loi elle-même, ce conseil va donner des avis au ministre de l'Environnement sur la conservation, qui est définie comme la préservation, l'entretien, l'utilisation durable, la restauration et l'amélioration du milieu naturel et du milieu de vie.

Je dois reconnaître avec beaucoup de positivisme que le critique de l'Opposition et les députés de l'Opposition ont apporté une bonification importante à ce projet de loi. Le critique de l'Opposition m'avait dit, en deuxième lecture, qu'il ne voterait pas pour le projet de loi s'il restait comme il était. À force d'en discuter en commission parlementaire - c'est cela, l'objet même d'une commission parlementaire, après tout - nous avons accepté des amendements importants aux articles 12 et 14, par rapport à la définition du mandat du conseil et à la transmission des avis du conseil aux autres ministres et ministères du gouvernement. Donc, ce sont des amendements importants pour lesquels il faut donner tout le crédit qui leur revient au critique de l'Opposition et à l'Opposition; je le fais avec beaucoup de plaisir.

J'ai été content de constater, lorsqu'on a discuté du dépôt du rapport en Chambre, qu'il serait appuyé par l'Opposition. Je pense que c'est important dans ce genre de démarche que ce soit un vote qui représente le vote de l'Assemblée nationale dans son ensemble. Ce conseil va bientôt exister. Je peux donner l'engagement - je sais qu'il y a des questions qui m'ont été posées là-dessus par l'Opposition - que ce sera un conseil qui sera autonome, objectif, parce que, faire un conseil bidon qui dépend purement d'un appareil politique, c'est défaire même l'objectif qu'on recherche. Il faudra que ce soit un conseil dynamique, un conseil qui va représenter la société le plus largement possible et qui va représenter surtout les grands courants de la société, surtout ceux où la conservation des ressources, la qualité de vie et la cause environnementale deviennent des préoccupations de plus en plus importantes et centrales.

C'est dans ce sens que nous allons travailler tous ensemble et que ce conseil va nous rendre des services inestimables. Donc, j'espère que, d'un côté comme de l'autre de la Chambre, on va appuyer cette motion

d'adoption du projet de loi 29. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de l'Environnement. M. le député de Verchères.

M. Jean-Pierre Charbonneau

M. Charbonneau: Merci, Mme la Présidente. Comme le ministre vient de l'indiquer, j'avais signalé à l'occasion du débat en deuxième lecture que je serais, avec mes collègues, obligé de voter contre le projet de loi, non pas parce que j'étais et que nous étions en désaccord avec le principe et l'objectif du projet de loi, mais parce que, par cohérence et par exigence à l'égard du virage environnemental que nous propose le gouvernement, comme nous le propose la commission mondiale sur le développement et l'économie, il faut qu'il y ait un partage de responsabilités. Finalement, les défis importants dont parlait le ministre, les lourdes responsabilités qui sont celles du ministère de l'Environnement, qui, comme il l'a indiqué avec justesse, est un jeune ministère dans l'appareil gouvernemental et dans notre vie de société, ces lourdes responsabilités doivent être partagées.

Si on veut vraiment changer les mentalités, si on veut vraiment prendre un nouveau cap environnemental, comme nous le propose le gouvernement, il faut faire en sorte que, finalement, non seulement le ministre de l'Environnement se sente investi d'une mission plus grande ou d'un pouvoir plus grand, ou se retrouve mieux équipé pour faire face à ses responsabilités parce qu'il sera mieux conseillé, mais il faut... Je reprends à la fois les intentions du ministre et du gouvernement contenues dans le livre blanc qui nous a été présenté il y a quelques semaines, autant que le rapport du groupe de travail canadien sur l'environnement et l'économie qui a fait suite à la stratégie mondiale sur la conservation et au travail de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Dans les deux cas, on signalait que c'est à l'ensemble des ministres de tous les gouvernements du monde, donc à l'ensemble des ministres du gouvernement du Québec, qu'incombe la responsabilité de voir à ce que non seulement une lutte efficace contre la pollution et les pollueurs s'effectue, mais et peut-être surtout qu'on adopte des attitudes, des politiques et des comportements qui fassent en sorte que nos ressources naturelles soient conservées et que nos écosystèmes soient préservés.

(20 h 50)

Vous savez le ministre de l'Agriculture a une responsabilité importante, le ministre de l'Énergie et des Ressources et ses collègues délégués aux Mines, aux Forêts, aux Pêcheries ont des responsabilités considérables. Le ministre de l'Industrie et

du Commerce, par les relations qu'il a avec les producteurs, les industriels, les "développeurs", les gens qui mettent en place de nouvelles technologies, qui amènent chaque année de nouveaux produits polluants dans notre société, sur nos marchés, ils ont tous une responsabilité considérable. On pourrait en prendre d'autres. On pourrait prendre presque tous les ministres du gouvernement et faire la démonstration qu'ils ont une responsabilité.

Notre objectif, dans ce projet de loi, a été de faire en sorte qu'on ait la garantie et l'assurance que le mandat qui sera confié au nouveau conseil soit un mandat qui ne se limite pas, d'une certaine façon, aux seuls lois et règlements qui sont la responsabilité du ministre de l'Environnement, que la définition donnée de conservation dans le texte du projet de loi soit telle et soit comprise de telle façon que le conseil se sente toute la latitude pour conseiller le ministre de l'Environnement qui - il nous l'a rappelé en commission parlementaire - est, de par sa responsabilité ministérielle, le premier conseiller du gouvernement en ces matières. Donc, à travers lui, on conseille l'ensemble de l'appareil gouvernemental, les décideurs politiques. Il faut que, finalement, ce conseil ait la latitude de dire au ministre de l'Environnement et, à travers lui, à tous les autres: Voici, dans le domaine de la conservation, il y a un certain nombre d'actions qui sont faites, qui sont inacceptables et qui doivent être corrigées. Il y a des attitudes et des comportements qui relèvent de la responsabilité de décideurs dans notre société et qui doivent être corrigés. Il fallait s'assurer qu'il n'y ait aucune limitation à l'action qui pouvait être entreprise par le conseil et à l'importance du champ d'intervention qui sera celui couvert par les avis donnés par le conseil. C'était la première chose dont on voulait s'assurer.

La deuxième est en regard de ce que j'ai dit un peu plus tôt. On voulait également s'assurer que l'ensemble des ministres se sentent concernés et interpellés par les avis, non seulement par les avis produits par le conseil de sa propre initiative, mais aussi les avis demandés par le ministre de l'Environnement. On voulait faire en sorte que, lorsque ce sera important de le faire, on puisse interpellier le plus directement possible le ministre de l'Agriculture, le ministre délégué aux Forêts, le ministre de l'Énergie et des Ressources, le ministre délégué aux Pêcheries, le ministre de l'Industrie et du Commerce, le ministre des Transports. On voulait faire en sorte que chacun de ces décideurs politiques puisse être interpellé.

Je pense que les amendements qu'on a obtenus à cet égard, en fait, l'amendement particulier à ce propos, n'est peut-être pas l'amendement idéal qu'on aurait souhaité,

mais il nous donne au moins, à partir de maintenant, l'assurance que ces ministres vont être saisis rapidement des avis qui les concernent et, quel que soit le titulaire du ministère de l'Environnement, ce titulaire devra rapidement faire en sorte que chacun de ses collègues qui sera concerné par un avis du conseil soit interpellé. Autrement, Mme la Présidente, les rapports dont a parlé le ministre, le propre document gouvernemental ainsi que les documents qui ont été produits par l'ensemble des gouvernements des provinces du Canada déposés aux Nations unies avec beaucoup de fierté par, à la fois, notre ministre de l'Environnement au Québec et le ministre fédéral de l'Environnement, tout cela serait un peu illusoire si on se retrouvait dans une situation où, finalement, il n'y avait que le ministre de l'Environnement qui se sente concerné et que les autres pouvaient continuer de faire ce qui est pratique courante, parfois depuis des années, dans leur appareil décisionnel.

Mme la Présidente, souvent dans notre système de gouvernement et dans notre société, le ministre de l'Environnement, nouveau personnage important dans l'appareil, compte tenu des préoccupations des citoyens et des attentes des citoyens, est un empêchement de tourner en rond. Ce qu'on devait s'assurer, c'est qu'il puisse continuer avec plus de responsabilités et de latitude à faire son travail. Ce qu'on pourrait souhaiter, Mme la Présidente - je l'ai dit lorsqu'on a étudié le rapport de la commission - c'est que le premier ministre prenne au sérieux la recommandation qui lui a été faite par un groupe en particulier, qui a été reprise par d'autres sans doute, qui était que le ministre de l'Environnement soit aussi automatiquement le titulaire du poste de président du comité ministériel sur l'aménagement et le développement. Je ne sais pas si c'est le terme exact. Je n'ai pas en mémoire le nom exact du comité. Je pense que c'est ça: le comité interministériel permanent sur l'aménagement et le développement. Parce que ça ferait en sorte que, dans l'appareil décisionnel, le ministre de l'Environnement soit un ministre senior et qu'il soit perçu comme tel non seulement par ses collègues, mais par l'opinion publique. Et, quels que soient les changements qui pourront intervenir dans l'avenir, à cause de cette exigence que, d'une certaine façon, le premier ministre se donnerait et donnerait à l'appareil décisionnel, automatiquement, lorsqu'on aurait à choisir un titulaire du ministère de l'Environnement, on aurait à choisir quelqu'un qui aura une responsabilité de coordination et une responsabilité de leadership à l'intérieur du cabinet, à l'intérieur du Conseil des ministres.

C'est évident que ce n'est pas un ministre junior qui peut faire ça. Ce n'est pas un ministre qui a peu d'influence dans un

gouvernement qui peut faire ça. C'est un ministre à qui on accorde de l'importance, à qui on confie un mandat qui fait en sorte qu'il a une responsabilité de chef d'orchestre. C'est ce que le ministre a plaidé devant nous en commission parlementaire, en nous priant de reconnaître que certains avis juridiques qui lui avaient été présentés à l'encontre de nos prétentions sur certains amendements militaient en faveur d'une consolidation du rôle du ministre de l'Environnement.

Mme la Présidente, on est d'accord avec ça. C'est pour ça que, finalement, on s'est rendus à certains arguments, tout au moins, du ministre et qu'on a réussi, finalement, à faire un consensus sur des amendements qui, comme il l'a dit, consolident et garantissent le travail qui sera fait par le nouveau Conseil de l'environnement et de la conservation. Mais je pense que, si le premier ministre voulait aller maintenant plus loin, il ferait un pas de plus dans la direction qui est proposée, d'une certaine façon, et qu'il a déjà lui-même endossée.

Quand ils ont accepté, lui et ses collègues du Conseil des ministres, le document qui a été présenté par le ministre de l'Environnement, qui est la nouvelle politique, "Un nouveau cap environnemental, la conservation, agent de progrès", quand on regarde ce qui est écrit dans ce document-là, on se rend compte que le gouvernement entier s'est commis à l'égard d'une coresponsabilité et d'un rôle particulier qui doit être joué par le ministre de l'Environnement. Maintenant, il faut passer de la parole aux actes. Ce projet de loi est, d'une certaine façon, une concrétisation, mais on pense qu'on doit aussi aller plus loin.

Un de mes collègues a également souligné que, si on voulait aller encore plus loin, on envisagerait aussi la proposition qui a été faite par le comité des jeunes du Parti québécois, qui est sans doute partagée par bien des groupes dans la société et peut-être même par le ministre de l'Environnement actuel, même s'il est de l'autre côté de l'Assemblée nationale: qu'on ait une charte de l'environnement. Je pense que le livre blanc qu'il a présenté, d'une certaine façon, pourrait être considéré comme une espèce d'esquisse préparatoire d'ouverture vers cette charte de l'environnement. Je pense que, si au Québec on se donnait cet instrument, ce serait aussi un instrument pédagogique extraordinaire qui permettrait à l'ensemble de la population de voir à quel point les valeurs environnementales sont importantes et doivent demeurer importantes à jamais, dorénavant, dans nos sociétés modernes et dans notre société en particulier.

C'est dans ce sens-là où une charte établit non seulement des droits mais aussi des devoirs qu'elle a une valeur considérable et cela irait, je crois, dans le courant de

l'évolution des valeurs environnementales et de l'importance que tout ça a pris au cours des dernières années, heureusement, d'ailleurs.

(21 heures)

Je ne veux pas être plus long, Mme la Présidente. Nous allons donc voter en faveur de ce projet de loi. J'étais heureux d'entendre le ministre confirmer qu'il a compris aussi le message qu'on lui a fait à l'égard de la précaution à prendre pour le choix des personnes qui auront maintenant à occuper ces fonctions. Dans notre société, ce nouveau conseil va occuper une place importante non seulement auprès du ministre de l'Environnement, mais auprès de l'opinion publique. Dans la mesure où les avis seront rapidement rendus publics, discutés et évalués sur la place publique, ces avis auront aussi un rôle important dans l'évolution des mentalités, dans le débat politique et général sur toute l'importance qu'on doit accorder à l'environnement.

Il est évident, que dans ce sens, le choix des personnes est, à certains égards, aussi sinon plus important que le cadre institutionnel qu'on leur donne pour travailler. Donc, Mme la Présidente, on concourt volontiers aux modifications qui ont été apportées au projet de loi, à l'adoption du projet de loi à l'unanimité de l'Assemblée nationale. Ce qu'on peut espérer, c'est que notre société, le Québec, dans son ensemble, profite longtemps du travail qui sera accompli par ce nouveau conseil de l'environnement et de la conservation. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Verchères. Est-ce qu'il y a d'autres interventions? Je déclare le débat clos. Est-ce que le projet de loi 29, Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderai maintenant d'appeler l'article 52 du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 68

Adoption

La Vice-Présidente: À l'article 52, la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration propose l'adoption du projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration. Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Mme Louise Robic

Mme Robic: Merci, Mme la Présidente. Seulement un court rappel sur le but de ce projet de loi, puisqu'il a passé toutes les étapes et a reçu l'appui de l'Opposition. Mme la Présidente, j'aimerais rappeler à cette Chambre que le but recherché en amendant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration est de donner au gouvernement du Québec le pouvoir de fixer des sommes pour des services qu'il offre en matière d'immigration. Le seul but visé est de doter le gouvernement du Québec d'un pouvoir de tarification, afin qu'il puisse récupérer du gouvernement fédéral les sommes que ce dernier perçoit pour des services assurés par le Québec.

Mme la Présidente, on parle ici du pouvoir d'aller récupérer des montants de 1 000 000 \$ à 2 000 000 \$ par année. Comme je l'ai dit au tout début, ce projet a passé toutes les étapes et a reçu l'approbation de l'Opposition à chaque étape, donc je demande à cette Chambre d'appuyer le projet de loi 68.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration. M. le député de Saint-Jacques.

M. André Boulerice

M. Boulerice: Oui, Mme la Présidente. En effet, l'Opposition a appuyé ce projet de loi. Je ne sais si c'est la convivialité, la franche camaraderie qui précède le temps des fêtes, mais comme l'a souligné le député de Nelligan, comme l'a souligné M. le ministre de l'Énergie, l'Opposition a consenti à certains projets de loi, notamment au projet de loi 68, que nous présentait Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, qui vise, je vous le rappelle, à négocier avec le gouvernement fédéral d'Ottawa une tarification pour ce qui est de l'immigration. Je parle bien des immigrants, je ne parle pas des réfugiés, c'est un domaine tout à fait différent.

Pourquoi aller négocier? Mme la Présidente, il faut faire un petit retour en arrière et se rappeler qu'en 1978, à l'époque du gouvernement du Parti québécois, le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration d'alors, M. Couture, député de Saint-Henri, dont le départ de la politique a été profondément regretté, autant au Québec que dans la circonscription de Saint-Henri en particulier, le ministre Couture avait donc à l'époque négocié une entente historique. Le Québec sélectionnait ses immigrants. C'était un pas de franchi. Bien entendu, pour nous, le pas principal à franchir, c'est la pleine et entière juridiction sur l'immigration, ce à quoi ne consent pas le parti ministériel actuellement, étant donné son idéologie

politique fédéraliste.

Cela dit, à l'intérieur du pacte confédératif, le ministre Couture avait, en 1978 - on va célébrer cela dans quelques jours, ce dixième anniversaire - négocié avec son homologue d'Ottawa, M. Cullen, le pouvoir pour le Québec de sélectionner ses immigrants. Cela a entraîné, Mme la Présidente, pour le Québec à ce moment-là une dépense inévitable, l'affectation de ressources dans les délégations générales du Québec de préférence - quoique, ces derniers temps, le nombre diminue au lieu d'augmenter - ou bien d'agents situés à l'intérieur des ambassades canadiennes dans les pays où, malheureusement, nous n'avons pas de délégation générale, c'est-à-dire d'ambassade du Québec comme telle. Donc, à cette négociation et ce pouvoir que le Québec a obtenu avec le travail acharné de M. Couture, se sont joints des frais. Cela dit, en 1985, le gouvernement fédéral a décidé d'instaurer une tarification.

Les ministres successifs de l'époque, mon collègue, le député de Mercier, M. Godin, mon ancien collègue, député de Terrebonne et actuellement maire nouvellement élu de Sainte-Thérèse, M. Fallu, sont allés justement à Ottawa afin de regarder cette intention fédérale de tarification. Le 2 décembre 1985 est arrivé. Que voulez-vous? Rien dans la vie n'est irréparable. Donc, le gouvernement fédéral en a profité, peu après l'élection du gouvernement libéral au Québec, pour donner sa tarification concernant l'immigration. Je ne vous citerai pas les chiffres, je vous les ai donnés dans mon intervention lors de la précédente lecture. Il s'agit en définitive pour la ministre d'aller à Ottawa, de l'autre côté de l'Outaouais, et de négocier une partie de l'argent que ramasse - c'est véritablement l'expression à employer - le gouvernement fédéral par l'immigration au Québec, mais dont une très grande partie du travail est faite par le Québec depuis 1978, toujours en vertu de cette entente qui a été conclue entre le ministre Couture du gouvernement du Parti québécois et son homologue, M. Cullen.

Donc, il s'agit pour la ministre d'aller effectivement obtenir ces montants du gouvernement fédéral, qui nous reviennent. On ne peut pas être contre cela. Je le disais à la ministre. Autant en première lecture, autant en deuxième lecture, autant en commission parlementaire, je lui ai dit: Nous ne pouvons pas être contre le fait que vous alliez chercher ce qui revient au Québec. Il y a déjà eu une phrase célèbre qui était: Rendez-moi mon butin. Je pense en définitive que cela est la démarche du Québec, celle que s'appropriait sans aucun doute à faire ses prédécesseurs, le député de Mercier ou l'ancien député de Groulx - j'ai dit Terrebonne tantôt, excusez-moi - M. Fallu.

(21 h 10)

Donc, la ministre va poursuivre un travail amorcé par le gouvernement précédent. Je ne peux que souscrire à sa démarche puisque nous l'avons effectivement amorcée, nous. L'inquiétude, par contre, Mme la Présidente - et je l'ai manifestée chaque fois que je suis intervenu dans cette Chambre ou en commission parlementaire et dans les entretiens que j'ai eus avec Mme la ministre des Communautés culturelles - était le danger qui pourrait résider dans le fait que, connaissant ce gouvernement fédéral qui est peu porté au partage des pouvoirs, si par malheur ce gouvernement - et là je touche du bois parce que je souhaite que la négociation réussisse - mais si par malheur elle ne réussissait pas, il y aurait danger de la double tarification. Certains vont me répondre ou vont "houhouler", comme le ministre des Affaires municipales le fait actuellement, oui, mais la négociation n'est pas faite. C'est là le fond de mon propos, je dis: oui à cette négociation, allez-y, Mme la ministre, vous avez notre appui, sauf que, si par malheur cela ne devait pas réussir, j'aurais crainte d'une double tarification, c'est-à-dire que le Québec impose une tarification supplémentaire.

Je n'ai pas obtenu de garantie de la part de la ministre à ce sujet. J'aurais bien aimé en avoir. On en a longuement discuté en commission parlementaire, on en a discuté d'une façon animée, civilisée mais animée, mais je n'ai pas obtenu les garanties que j'aurais aimé avoir. Donc, voilà, elle va partir en négociations très bientôt, je l'espère, pour obtenir ce pouvoir du gouvernement fédéral, toujours avec cette notion de rendez-moi mon butin. Cela est très vrai, cet argent nous appartient et doit nous revenir parce que c'est nous, Mme la Présidente, qui faisons la quasi-totalité du travail en matière d'immigration, et parce que nous avons, grâce à un gouvernement du Parti québécois qui a précédé, le pouvoir de sélection des immigrants.

Ceci dit, Mme la Présidente, nonobstant ce que je vous disais tantôt de cette convivialité, de cette franche camaraderie qui nous anime à la veille d'une fin de session et de cet esprit "bon ententiste" qui peut régner pour le bien du Québec - et je ne vais quand même pas m'en attrister - entre le parti ministériel et une Opposition toujours aussi vigoureuse qu'elle l'a été... Je vois, d'ailleurs le ministre des Affaires municipales y souscrire puisqu'il l'a vu en commission parlementaire sur l'habitation comment l'Opposition pouvait être vigoureuse. Combien de fois mon collègue, député de Shefford, l'a fait reculer, Mme la Présidente, dans un dossier aussi important que l'habitation pour l'est de Montréal, notamment.

Donc, nonobstant ce climat qui existe,

le député de Nelligan, ministre de l'Environnement, disait il y a quelques jours à propos de l'adoption de la loi aviaire que le ministre avait présenté la plus petite loi. Je lui avais rappelé, avec un certain humour, que, non, c'était malheureusement erroné, qu'il se faisait battre dans ce champ-là par sa collègue, ministre des Communautés culturelles, qui nous présente une petite loi de deux articles. Je me serais donc attendu, et je me dois de reprendre ce propos, Mme la Présidente, je me serais attendu à quelque chose, quand même, de plus consistant sur l'immigration au Québec. Je me serais attendu à un énoncé de principe, à un champ d'application plus vaste. Là j'avoue qu'il y a un petit côté épicerie que je ne dénigrerais pas, puisque cela représente quand même des sommes. Cela pourrait varier entre 1 000 000 \$ et 2 000 000 \$, mais récupérer ces sommes d'argent, c'est mieux que rien. Je suis bien d'accord.

Je me serais attendu, Mme la Présidente, à quelque chose qui a beaucoup plus de substance à propos de l'immigration. Il faut toujours que ce soit l'Opposition qui le réclame. Cette semaine, je réclamaï le fameux rapport, dit rapport Sirros, sur l'accessibilité des communautés culturelles aux services de santé et services sociaux. Finalement, j'ai obtenu raison. Mais je me serais attendu à quelque chose de plus substantiel qu'uniquement ce projet de loi qui nous a été présenté. J'aurais aimé que la ministre se lève et qu'elle nous donne finalement, après trois mois, je ne dirai pas d'attente mais trois mois de retard, à quelques jours de l'année 1988, les quotas d'immigration pour le Québec. Depuis le mois de septembre que nous les réclamons, après la commission parlementaire du mois d'août qu'on a tenue ici, à l'Assemblée nationale, au salon rouge. Elle nous les promettait en octobre et nous voilà passés octobre, nous voilà passés novembre, décembre est enclenché, les jours filent comme les minutes, d'ailleurs.

Je vous vois me faire signe, Mme la Présidente, que malheureusement mon temps achève. Donc, décembre est presque terminé, nous en sommes au 14 ou au 15, et la ministre n'a toujours pas fait connaître les quotas d'immigration pour le Québec alors que le gouvernement fédéral, lui, les a déjà fait connaître. On s'attendrait, de la part de la ministre, à quelque chose d'autre qu'un projet de loi de deux articles seulement, même s'ils ont quand même une certaine importance. On aurait pu s'attendre aussi...

Que c'était pertinent, Mme la Présidente, que d'entendre la question de ma collègue, la députée de Marie-Victorin, qui s'adressait à Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux au sujet de l'adoption internationale qu'elle avait, paraît-il, réglée en nous présentant, il y a quelques mois, un

projet de loi. L'adoption internationale, Mme la Présidente, est une des plus belles immigrations pour le Québec. Je pourrais vous raconter un exemple personnel, donc un exemple vécu, celui à l'aéroport de Miami où ce jeune couple de Sept-Îles, désespéré face à certaines tracasseries de l'immigration américaine, ramenait deux enfants dominicains au Québec. Mais cela, c'est une immigration qui va être francisée au Québec et sans aucun coût pour Mme la ministre, puisque les parents vont s'en charger.

La ministre aurait pu se lever, la ministre aurait pu pousser, c'est le cas de le dire, sur sa collègue, la ministre de la Santé et des Services sociaux, pour qu'elle change sa Loi sur l'adoption internationale qui ne va pas du tout dans le même sens que, nous, nous voulons donner à l'immigration au Québec. Nous avons clairement indiqué la direction que nous voulions prendre quant à l'immigration au Québec par la commission que nous avons tenue au mois d'août.

Comprenez, encore une fois, Mme la Présidente, la déception légitime que j'ai. Je m'attendais à plus. Je m'attendais à quelque chose de plus substantiel, de plus volumineux, avec un contenu, pas uniquement un projet de loi nouvelle cuisine comme je me plais à les qualifier, c'est-à-dire absence de générosité, Metrecal, avec deux articles. Je me serais attendu qu'on nous donne une vision, une profondeur, qu'on trace un champ d'action. Mais non. Ce n'est pas ce qu'on a, Mme la Présidente. On a un projet de loi 68, qui oui, certes, d'accord, va nous permettre d'aller récupérer entre 1 000 000 \$ et 2 000 000 \$ qui reviennent au Québec et que s'approprient "rapacement" le gouvernement fédéral.

(21 h 20)

Je suis d'accord pour que la ministre aille négocier mais, dans un dossier - tous les éditorialistes en ont parlé - aussi important pour l'avenir du Québec qu'est celui de l'immigration, je me serais attendu qu'une loi qui ose s'appeler Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration ajoute, apporte, additionne des choses pour l'immigration, pour les communautés culturelles au Québec. Nonobstant les bons sentiments que j'ai pour Mme la ministre, nonobstant ma volonté de l'aider dans sa négociation avec Ottawa, que je traduis d'ailleurs en acquiesçant au nom de l'Opposition à son projet de loi, je me serais attendu à autre chose, à plus.

Je la vois, elle est agacée un peu par mon discours. Elle est un peu agacée. Mais, ce n'est pas par vindicte personnelle. C'est simplement parce que j'ai à coeur ce dossier des communautés culturelles et de l'immigration, comme j'avais à coeur, et j'ai toujours à coeur d'ailleurs, le dossier de la culture au moment où j'en étais porteur. La culture québécoise, tous les jours, s'enrichit

de la culture de ces Québécois nouveaux, comme j'aime tellement les appeler, que sont les communautés culturelles. Je me serais attendu à quelque chose qui bonifie, encore là, comme je vous le disais, qui ajoute, qui apporte, qui renouvelle. Non. Je n'ai qu'un projet de loi mince dans son contenu avec une certaine importance, puisque je vous le disais, étant donné une négociation qui va peut-être rapporter 1 000 000 \$, 2 000 000 \$, sans garantie par contre de l'hypothèse, effarouchante à mes yeux, d'une possibilité de double tarification, ce que je ne voudrais pas pour le Québec et garantie que la ministre n'a pas voulu me donner.

Sauf que, Mme la Présidente, nonobstant le désagrément momentané que je cause à ma collègue, députée de Bourassa, je vais vous dire, comme je le disais dans mes interventions précédentes, contre mauvaise fortune bon coeur, enfin, ce n'est pas moi qui suis responsable de la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration. C'est le premier ministre. Je ne suis pas le premier ministre de toute évidence, du moins ce n'est pas pour tout de suite, n'est-ce pas? Je sais que, de l'autre côté, on appelle de tous leurs voeux cette hypothèse. Enfin, l'avenir le dira et je vois même le président du caucus du Parti libéral en cette Chambre, spontanément, lui aussi appeler à ceci. Mais enfin.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Boulerice: Trêve de badinages de la part de mes collègues d'en face. Mme la Présidente, je vous dirai effectivement que, contre mauvaise fortune bon coeur, je vais donc en plus d'offrir des voeux de très joyeux Noël, de bonne et heureuse année à ma collègue vis-à-vis, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration et députée de Bourassa, je vais lui dire: Bonne chance dans votre négociation avec Ottawa pour réussir cela. Je vous offre mes meilleurs voeux de chance, sauf que vous me retrouverez sur votre chemin si vous arrivez un jour avec une double tarification, ce à quoi je m'opposerai toujours pour le Québec. J'ose espérer que 1988, année où on va célébrer un pas important dans le domaine de l'immigration, puisque ce sera le dixième anniversaire de l'entente signée entre le ministre Couture du gouvernement du Parti québécois et son homologue fédéral, M. Cullen - M. Couture effectivement, a réussi cela - j'espère qu'en 1988, année où on va célébrer une victoire constitutionnelle importante et concrète pour le Québec, menée par un gouvernement revendicateur qu'a toujours été celui du Parti québécois - et non pas paillasson, perron de porte devant le fédéral - donc, Mme la Présidente, j'espère qu'en 1988, j'aurai le plaisir d'avoir devant moi un projet de loi qui viendra

modifier des choses dans la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, mais qui apportera - je le répète pour la troisième fois - qui ajoutera des choses. Ce n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui, mais je vous le dis en guise de conclusion, puisque vous me faites signe, Mme la Présidente, que je dois conclure.

Donc, dans l'espoir que 1988 soit une année prospère de législation pour les communautés culturelles et l'immigration au Québec. En attendant ce moment et en l'appelant de tous mes voeux, je vais signifier à la ministre des Communautés culturelles que, oui, nous allons voter pour son projet de loi puisqu'elle est dans la foulée du gouvernement précédent, qu'elle partage ses démarches. Je vais lui souhaiter la meilleure des chances dans sa négociation, mais, je le répète et je ne saurais conclure sans rappeler, sans renouveler ce souhait, j'ose espérer que 1988 va nous apporter quelque chose ayant plus de substance.

Comme il ne reste que trois jours en Chambre, j'ose espérer que la ministre va profiter des dernières heures qu'il nous reste pour nous annoncer le quota d'immigration au Québec et qu'elle va faire valoir un point de vue plus progressiste à sa collègue, la ministre de la Santé et des Services sociaux, quant à l'adoption internationale qui est dénoncée de partout, puisque sa loi ne vaut rien.

Je vous répète, nous appuyons Mme la ministre dans son projet de loi; nous voterons pour, mais nous nous attendons à mieux j'espère, l'an prochain. Merci.

Des voix: Bravo!

Une voix: Très bien!

Une voix: Encore!

La **Vice-Présidente:** Merci, M. le député de Saint-Jacques. Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, en réplique.

Mme Louise Robic (réplique)

Mme Robic: Mme la Présidente, des fois, je me demande ce qui se passe dans cette Chambre quand même les députés de l'Opposition font signe à leur député qui parle que c'est le temps d'arrêter.

Une voix: Oui!

Mme Robic: Je voudrais rappeler au député de Saint-Jacques que le Québec a commencé avant le 15 novembre 1986 et que plusieurs choses ont été faites avant l'entente Cullen-Couture, qui était une entente fort importante. Je ne voudrais certainement pas nier ou diminuer

l'importance de l'entente Cullen-Couture, mais je voudrais rappeler au député de Saint-Jacques, qui a fait un peu d'histoire, que le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration a été créé sous un autre... Est-ce qu'on peut demander à ces gens de nous écouter, Mme la Présidente?

La Vice-Présidente: S'il vous plaît, je demanderais à ceux qui tiennent des caucus de les faire à l'extérieur de la Chambre.

À l'ordre, s'il vous plaît! Je demanderais à ceux qui veulent tenir des caucus de les tenir en dehors de cette Chambre. Là-dessus, je vous reconnais, Mme la ministre.

Mme Robic: Oui, Mme la Présidente. Je disais que je voudrais rappeler au député de Saint-Jacques que c'est un autre gouvernement et non pas le sien qui a créé le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, et que c'est un gouvernement libéral qui a ouvert des délégations générales à l'étranger, qui a ouvert des COFI dans la province pour intégrer et franciser les immigrants, et c'est le gouvernement péquiste qui en a fermé.

Je voudrais également dire au député de Saint-Jacques, qui pense que la seule façon d'être un bon gouvernement, c'est de se lever en Chambre et de parler pendant une demi-heure de temps pour ne rien dire, qu'il y a des gens qui n'ont pas besoin de faire des projets de loi pour être efficaces, mais des gens qui font des actions concrètes. (21 h 30)

J'aimerais rappeler au député de Saint-Jacques que l'accord Cullen-Couture est un accord important dans l'histoire du Québec en matière d'immigration, mais que nous avons également l'accord du lac Meech qui est fort important et qui va compléter l'entente Cullen-Couture alors que nous allons aller chercher des prérogatives pour ce qui est de la sélection, ce qui nous permettra de sélectionner les immigrants sur place. Nous allons chercher également des pouvoirs en matière d'accueil et d'adaptation et, bien sûr, en matière de francisation.

Mme la Présidente, une des choses les plus importantes pour le gouvernement, pour l'avenir du Québec, c'est la francisation de ces immigrants, c'est l'accueil qu'on réserve à ces immigrants. Mme la Présidente, l'an dernier, et cette année encore, nous avons mis en place des programmes importants. Non, je n'ai pas fini, Mme la Présidente. Je n'ai pas fini.

Une voix: Elle a fini, elle l'a dit.

Mme Robic: Mais on ne s'entend plus.

La Vice-Présidente: S'il vous plaît, pour une deuxième fois, je demanderais aux personnes qui ont des caucus de bien vouloir

les tenir à l'extérieur de cette Chambre.

Je veux bien ramener l'ordre, mais pour ceux qui sont en arrière de moi, c'est assez difficile.

Une voix: M. le député de Sainte-Jacques...

Une voix: Oui, c'est M. le député de Saint-Jacques.

M. Boulrice: Question de règlement, Mme la Présidente...

La Vice-Présidente: Non. Il n'y a pas de question de règlement.

Une voix: Question de règlement, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Une question de règlement. Je vais commencer...

Une voix: Sur la question de règlement, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: S'il vous plaît, je vais... S'il vous plaît!

Une voix: Sur la question de règlement...

M. Gendron: Sur la question de règlement...

La Vice-Présidente: Avant de commencer à vous entendre, M. le leader de l'Opposition, j'aimerais bien entendre la question de règlement. On n'a pas encore entendu la question de règlement.

Question de règlement, M. le...

S'il vous plaît! Je demanderais la collaboration de cette Chambre. Il n'y a pas de question de règlement. Vous le savez très bien.

Là-dessus, Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, je suis prête à vous entendre.

Mme Robic: Merci, Mme la Présidente. Vous comprendrez, madame, que l'Opposition ne veut pas m'écouter sachant que je vais dire des choses qui vont faire mal.

Mme la Présidente, je voudrais rappeler à l'Opposition qu'on n'a pas toujours besoin de projet de loi pour agir. Je voudrais rappeler que c'est ce gouvernement qui, tout dernièrement, a donné aux revendicateurs du statut de réfugié le droit à des cours de français, chose que l'Opposition avait constamment refusée. Nous avons mis 2 000 000 \$ additionnels dans nos programmes de francisation. Nous avons également mis sur pied des programmes de francisation pour la femme au foyer, pour les analphabètes, pour les handicapés afin de

pouvoir les rejoindre dans leurs quartiers et leur faciliter l'accès à des cours de français.

Je voudrais également vous dire, Mme la Présidente, que, pour la première fois, nous avons négocié avec le gouvernement fédéral et obtenu de participer au processus administratif qui a reconnu comme résidents permanents les revendicateurs du statut de réfugié. Grâce à notre implication, Mme la Présidente, quant à la francisation de ces revendicateurs, nous avons pu aller chercher 2 000 000 \$ de plus du gouvernement fédéral pour des cours de français pour ces revendicateurs du statut de réfugié.

Mme la Présidente, je pourrais continuer comme cela. J'en ai une longue liste, notamment, un nouveau programme pour le rapprochement des cultures, pour faciliter ce rapprochement entre des groupes de communautés culturelles et entre les communautés culturelles et la majorité francophone. Le travail qui a été fait dans les deux dernières années au ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration est important, Mme la Présidente. J'en suis très fière. Je vais prendre cette occasion pour remercier mes fonctionnaires de la collaboration qu'ils m'ont donnée. On peut dire que l'intégration de ces immigrants à la majorité francophone est très bien commencée et nous allons poursuivre dans cette voie. Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration. Le débat étant clos, est-ce que le projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: L'article 49 du feuillet, Mme la Présidente.

Projet de loi 87

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: A l'article 49 de notre feuillet, le ministre des Affaires municipales propose l'adoption du rapport de la commission de l'aménagement et des équipements ainsi que des amendements qui ont été transmis en vertu de l'article 252 de notre règlement concernant le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil.

M. le ministre des Affaires municipales.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: Mme la Présidente, il me fait plaisir de proposer l'adoption du rapport. Les députés de l'Opposition ont déjà reçu la copie de l'amendement technique qui est sans importance quant au fond. Il s'agit de remplacer, à la onzième ligne de l'article 10.1, le mot "présentée" par le mot "produite". Voilà qui est fait. Les amendements sont déposés.

Mme la Présidente, quant à moi, tout a été dit sur ce projet de loi lors du débat sur l'adoption de principe et, quant à nous, nous serions prêts à adopter le rapport de la commission.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre des Affaires municipales.

Il n'y a pas d'autres interventions?

Le débat est donc clos.

Conformément à l'article 252, je crois, de notre règlement je vais mettre l'amendement aux voix. L'amendement se lit comme suit: "Article 10.1. Remplacer à la onzième ligne le mot "présentée" par le mot "produite"." Est-ce que cet amendement-là est adopté?

Des voix: Adopté

La Vice-Présidente: Adopté.

Est-ce que le rapport tel qu'amendé de la Commission qui a procédé à l'étude du projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil, est adopté?

Des voix: À l'unanimité.

La Vice-Présidente: Adopté.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 15 du feuillet.

Projet de loi 96

Reprise du débat sur l'adoption du principe

La Vice-Présidente: À l'article 15 de notre feuillet, il s'agit de la reprise du débat concernant l'adoption du principe du projet de loi 96, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux municipaux.

Là-dessus, je suis prête à reconnaître le prochain intervenant. M. le député de Taillon.

M. Claude Filion

M. Filion: Je vous remercie, Mme la Présidente. Il me fait plaisir d'ajouter ma voix à celle du député de Jonquière relativement au projet de loi 96 présenté par le ministre des Affaires municipales du Québec.

Or, ce projet de loi 96, on le sait, ne recevra pas le concours de l'Opposition pour une raison bien simple. D'abord, le projet de loi vise essentiellement - c'est un projet de loi de treize articles - à transférer la compétence de la Commission de la représentation électorale à la Commission municipale du Québec en ce qui concerne la délimitation des circonscriptions électorales ou des districts électoraux municipaux.

Il est bon de se rappeler qu'en 1978, il y a eu la création de la division de la délimitation des districts électoraux municipaux. Et, en 1979, la supervision de cette nouvelle carte, si on veut, a été dévolue à la Commission permanente de la réforme des districts électoraux. Depuis 1983, c'est la Commission de la représentation électorale qui a compétence quant à la délimitation des districts électoraux. Cette Commission de la représentation électorale, on le sait, est sous l'égide du Directeur général des élections.

Alors, pourquoi, Mme la Présidente, avoir transféré cette responsabilité qui était celle du Directeur général des élections à la Commission municipale du Québec? Comme l'ont bien souligné avant moi le député de Jonquière ainsi que le député de Gouin, le Directeur général des élections exerçait à ce sujet une responsabilité qui était basée sur l'expertise, sur l'expérience, sur le savoir-faire, étant donné que le Directeur général des élections agit également, si l'on veut, comme maître d'oeuvre de la carte électorale de l'ensemble du Québec, de sorte que le Directeur général des élections possédait une responsabilité, une compétence qu'il avait exercée avec brio depuis que ces responsabilités lui avaient été confiées.
(21 h 40)

Dans son projet de loi, le gouvernement vient enlever cette responsabilité au Directeur général des élections pour la confier à la Commission municipale du Québec. La première question qu'on doit se poser, c'est pourquoi? Pourquoi le gouvernement cherche-t-il à soustraire cette responsabilité au Directeur général des élections? Selon les propos de mes collègues, on a même constaté que le Directeur général des élections n'avait même pas été consulté sur cette façon de faire.

Mme la Présidente, ce que je vous dis, c'est que ce n'est pas une façon de procéder, notamment lorsqu'on sait que le Directeur général des élections est un personnage dont la neutralité ne fait absolument aucun doute. Le fait que le Directeur général des élections soit nommé pour un mandat de sept ans par

les membres de l'Assemblée nationale directement est une illustration de son caractère de neutralité. Donc, le fait de retirer à la Commission de la représentation électorale cette compétence pour la transmettre à la Commission municipale est une espèce de désaveu de son expertise. Quand je parle d'expertise, faire une carte électorale n'est pas quelque chose de simple. Faire une carte électorale demande des outils, des données, des statistiques, du personnel, des secteurs de services. Toute cette infrastructure est déjà à la Commission de la représentation électorale. Pourquoi vouloir recréer, à la Commission municipale, une infrastructure semblable pour faire un travail qui était - comme je l'ai dit - déjà bien fait par la Commission de la représentation électorale?

Mme la Présidente, je dois vous avouer que mes collègues et moi nous sommes préoccupés de la motivation que sous-tend ce projet de loi. Est-ce que le parti ministériel profiterait du projet de loi 96 pour manifester le genre de méconnaissance dont il a fait preuve depuis son accession au pouvoir à l'égard du travail effectué par le Directeur général des élections? Cela ne me surprendrait pas, Mme la Présidente. Pourtant, s'il y a un personnage qui doit rester au-dessus de la mêlée, qui l'est resté et qui devra le demeurer parce qu'il est le gardien de cette clé démocratique que constitue une élection, c'est bien le Directeur général des élections. C'est peut-être cela qui leur fait peur. C'est peut-être pour cette raison qu'on dévie la responsabilité vers la Commission municipale. Je suis convaincu que la Commission municipale a suffisamment de travail.

Deuxièmement, Mme la Présidente, on peut imaginer des cas où la Commission municipale se retrouvera en conflit. Par exemple, la Commission municipale doit se pencher sur les cas de fusion, d'annexion, de division même de certaines municipalités. Comment, dès lors, la Commission municipale pourrait-elle, d'une main exercer ce mandat d'enquête et, de l'autre, être en mesure de faire preuve de toute l'objectivité que demande un travail de délimitation de carte électorale?

Ce qu'il est bon de rappeler, c'est que la Commission des affaires municipales relève du ministre des Affaires municipales. Je pense qu'on va venir à comprendre la motivation de ce projet de loi. Alors que le Directeur général des élections ne relève de personne d'autre, n'a pas de maître autre que l'Assemblée nationale, la Commission municipale, elle, relève du ministre des Affaires municipales. Est-ce que ce lien de dépendance entre la Commission municipale et le ministre des Affaires municipales expliquerait le pourquoi de ce projet de loi? L'essentiel, c'est la neutralité de tout ce qui entoure le processus électoral, que ce soit

dans les municipalités, que ce soit au niveau national, aux fins de mon propos, le niveau national devant être interprété comme signifiant, bien sûr, le Québec. Le processus électoral dans une municipalité doit avoir ce même caractère sacré de totale objectivité et de totale neutralité que celui qu'on retrouve, grâce notamment au Parti québécois, au niveau national. Avec les responsabilités confiées à la Commission municipale, je suis convaincu qu'ils ont suffisamment de travail pour faire autre chose. On peut s'inquiéter, se préoccuper de l'aspect neutralité.

On pourrait aussi se demander où sont les effectifs nécessaires à la Commission municipale pour faire son travail. La Commission municipale n'a pas cet acquis, cette tradition, cet historique, en termes de délimitation de carte électorale, de circonscriptions électorales. Encore une fois, tous ces éléments seraient peut-être passés inaperçus si nous n'avions pas été avisés que le Directeur général des élections n'a même pas été consulté sur ce projet de loi. C'est une façon de faire qui est caractéristique de nos amis d'en face, c'est-à-dire éviter de consulter les premiers intéressés. On retrouve cela dans différents secteurs, dans différents projets de loi ou même projets administratifs.

En terminant, le député de Gouin a été de ceux qui ont élevé la voix en ce qui concerne ce projet de loi 96. Le député de Jonquière a été également particulièrement virulent en ce qui concerne l'attitude du ministre des Affaires municipales dans l'adoption du projet de loi 96. Ce soir, je tiens, Mme la Présidente, à unir ma voix à ces deux collègues pour dénoncer le projet de loi 96 comme étant une mauvaise idée, une mauvaise loi, du travail mal fait à des fins politiques. Peut-être aurons-nous à payer un prix comme démocratie dans les différentes municipalités concernées par ce projet de loi passé en petite fin de session qu'on voudrait enseveli sous d'autres projets de loi, mais, en réalité, c'est difficile d'ensevelir un projet de loi à l'Assemblée nationale de ce temps-ci, il n'y a rien. Il n'y a rien, ce n'est pas compliqué. Gouverner sans vagues, cela prend même la forme de gouverner sans ondes. Dans l'eau, même l'eau la plus calme, généralement, il y a des ondes fussent-elles sous-fluviales - en disant cela, je regarde M. le ministre de l'Énergie - mais, dans ce cas-ci, je pense que gouverner sans ondes s'applique bien au genre de menu législatif qu'on a devant nous. On aurait voulu que le projet de loi 96 passe en dessous d'une vague, mais il n'y a pas de vagues. Alors, on voit bien la manœuvre du ministre des Affaires municipales, elle est claire. Nous la dénonçons. Et c'est pourquoi nous allons enregistrer comme formation politique un vote négatif à l'adoption de ce

projet de loi. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Taillon. M. le député de Gouin.
(21 h 50)

M. Jacques Rochefort

M. Rochefort: Je vous remercie, Mme la Présidente. Je voudrais à mon tour prendre la parole sur le projet de loi 96. À première vue, lorsqu'on regarde le contenu du projet de loi, on a l'impression qu'il s'agit d'un projet de loi un peu banal, un peu anodin, puisque, finalement, il propose de substituer des responsabilités qui appartiennent jusqu'à ce jour à la Commission de la représentation électorale, à la Commission municipale du Québec. En soi, je le répète, à première vue cela a l'air banal, cela a l'air anodin et, finalement, on se demande pourquoi en débattre, sauf que, dans les faits, lorsqu'on y regarde d'un peu plus près, on s'aperçoit qu'il s'agit d'un projet de loi qui aura des conséquences très importantes sur la vie démocratique à la fois dans l'ensemble du Québec et particulièrement dans les municipalités du Québec.

Il faut se souvenir que les Québécois ont accordé une très grande importance - avec raison je crois - et ont consacré beaucoup d'énergie au fil des dix, quinze, vingt dernières années, à monter tout un édifice de démocratisation des institutions politiques dans lesquelles nous devons vivre, que ce soit ici à l'Assemblée nationale du Québec ou dans les municipalités du Québec. Partout où la démocratie s'exerce au Québec, on a vu à faire en sorte de bâtir l'ensemble de nos institutions politiques, de nos institutions démocratiques sur des bases extrêmement démocratiques qui sont à l'avant-garde de ce que l'on connaît à peu près partout dans le monde occidental et qui, pour bon nombre d'entre elles, servent de modèles à travers le monde quant à ce qui se fait de mieux et de plus démocratique et quant à ce qui est réalisable aussi en matière de démocratisation des institutions politiques.

On prendra un exemple parmi tant d'autres: cette loi sur le financement des partis politiques et sur le contrôle des dépenses électorales qui est une loi, lorsqu'on la regarde ici, qu'on trouve belle, bonne, sympathique, mais cela s'arrête là. On s'aperçoit qu'actuellement se déroule un très important débat en France sur ces questions de contrôle des dépenses électorales, de limitation des dépenses électorales, d'assainissement des finances des partis politiques et que le modèle que tous ceux et toutes celles qui dénoncent le système que l'on retrouve dans la République française, le modèle que tous ces députés et tous ces ministres et ces ex-ministres citent, quelle

que soit leur allégeance politique, quelle que soit leur situation sur l'échiquier politique français, c'est le modèle québécois. Ce n'est pas le modèle américain, pas le modèle nord américain, pas un modèle canadien, mais le modèle québécois qui a été décidé, élaboré, échafaudé par des députés du Québec, qui a été adopté par l'Assemblée nationale du Québec et qui est maintenant une des lois non seulement dont nous devons être fiers, mais qui est citée comme le modèle à suivre, de l'autre côté de l'océan Atlantique, en République française.

Donc, Mme la Présidente, voilà toutes les énergies, toutes les ressources que nous avons consacrées au cours des 20 dernières années pour faire en sorte qu'au Québec la démocratie soit non seulement un slogan, soit non seulement quelque chose de sympathique une fois par quatre ans, mais soit quelque chose qui se vit à chaque moment, à chaque instant dans la vie des citoyens et des citoyennes du Québec à travers leurs institutions. C'est ce qui fait, Mme la Présidente, aussi que des hommes et des femmes du Québec ont confiance dans leurs institutions politiques, qu'ils se retrouvent dans les institutions politiques qui les gouvernent, qu'ils respectent les décisions qui sont prises par l'Assemblée nationale, par les conseils des municipalités élus dans leur municipalité. C'est ce qui fait que les gens ont confiance et c'est aussi pour cette raison qu'ils participent très massivement au processus électoral, que ce soit au niveau québécois ou au niveau des différentes municipalités du Québec. Ce n'est pas un effet du hasard, ce n'est pas un effet qui vient d'on ne sait trop où; c'est parce qu'on a réussi à se doter de lois démocratiques extrêmement importantes.

Tout à coup, on ne sait trop pourquoi, on ne sait trop à partir de quelle raison, à partir de quel raisonnement, à partir de quelle demande qui aurait été faite, voilà que le ministre des Affaires municipales décide d'ouvrir un front, un flanc dans cet édifice de lois démocratiques qui organisent la vie de nos institutions politiques pour faire en sorte que, maintenant, ce ne soit plus la Commission de la représentation électorale qui découpe les circonscriptions électorales qu'on appelle les districts électoraux dans les municipalités du Québec de 20 000 habitants et plus, mais que ce soit dorénavant la Commission municipale du Québec. Je le répète, cela s'est fait sans débat, cela s'est fait en l'absence du consensus habituellement requis pour modifier les lois qui touchent à nos institutions démocratiques.

Cela s'est fait aussi à partir d'une seule raison officiellement évoquée, pour justifier son geste, par le ministre des Affaires municipales. La seule raison que je l'ai entendu mettre de l'avant jusqu'à

maintenant pour supporter son projet de loi, c'est qu'il nous a dit: Les deux unions de municipalités ne s'opposent pas à mon projet de loi. Comme si le fait que les deux unions de municipalités ne s'opposent pas à un projet de loi en faisant un bon projet de loi, un projet de loi nécessaire, un projet de loi qui correspond à un besoin et qui sera un progrès pour notre société. Mme la Présidente, je suis extrêmement surpris de la faiblesse et du manque évident d'arguments du ministre des Affaires municipales pour venir supporter son projet de loi.

Pourquoi faut-il s'opposer à ce projet de loi? Il faut savoir que découper des districts électoraux municipaux comme découper des circonscriptions électorales au niveau québécois, c'est extrêmement important dans l'édifice démocratique que nous avons bâti. Évidemment, il faut s'assurer que chaque district électoral comprenne autant d'électeurs que l'autre pour que chaque électeur ait le même poids politique quand vient le temps de faire prendre des décisions par les élus municipaux de sa municipalité. Il faut aussi faire en sorte que ces districts électoraux ne soient pas un regroupement d'électeurs qu'on sait être de telle allégeance politique ou de tel groupe politique ou de telle formation politique qui oeuvre dans une municipalité, mais bien plus un groupe d'électeurs qui correspond à un quartier, qui correspond à une certaine homogénéité d'un milieu de vie.

Cela s'applique tant au niveau municipal qu'au niveau québécois. Donc, c'est extrêmement important qu'une carte électorale, quel que soit le niveau où elle a sa valeur, son utilité, soit bien découpée de façon impartiale, de façon objective et de façon parfaitement neutre et démocratique.

Mme la Présidente, c'est pour cette raison que l'Assemblée nationale du Québec a décidé, il y a environ dix ans, qu'il y aurait maintenant une Commission de la représentation électorale composée de trois personnes, nommées aux deux tiers des membres de l'Assemblée nationale et, dans les faits, nommées à l'unanimité des membres de l'Assemblée nationale, pour faire en sorte que ces gens se placent au-dessus de toute partisanerie politique, au-dessus de toute la mêlée politique pour qu'ils soient vraiment en mesure de faire un travail parfaitement démocratique, totalement impartial et reconnu comme tel par l'ensemble des intervenants. Ces personnes sont on ne peut plus distantes, séparées, distinctes du processus politique et distinctes de quelque formation politique que ce soit et, donc, distinctes du gouvernement qui, faut-il le reconnaître, est issu d'une formation politique.

On peut donc affirmer que la Commission de la représentation électorale jouit d'une indépendance politique totale et

d'une intégrité parfaite quant à son travail de délimitation des circonscriptions électorales au niveau québécois ou quant à son travail de délimitation des districts électoraux municipaux pour les municipalités de 20 000 habitants et plus.

D'ailleurs, dois-je souligner aussi, Mme la Présidente, que le travail que cette même Commission de la représentation électorale doit effectuer pour les circonscriptions électorales du Québec est fait en parfaite harmonie, en parfaite intégration, en complémentarité totale avec sa responsabilité de délimiter les districts électoraux des municipalités de 20 000 habitants, puisqu'on parle des mêmes régions du Québec, des mêmes municipalités du Québec et, donc, des mêmes particularités locales à chacun des coins du Québec qui sont concernés.

Voilà, Mme la Présidente, les avantages de confier à la Commission de la représentation électorale ces responsabilités, avantages qui ont toujours été reconnus par l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale puisque c'est à partir de ces raisons que nous avons tous ensemble, il y a une dizaine d'années, confié cette responsabilité au niveau municipal à la Commission de la représentation électorale.

Le ministre des Affaires municipales, lui, nous convie à confier maintenant cette responsabilité à la Commission municipale du Québec. Voyons les différences qui existent. Non seulement la Commission municipale du Québec ne s'est-elle jamais livrée à un tel travail, non seulement la Commission municipale du Québec ne connaît-elle absolument pas ce type de responsabilité, de travail, de préoccupation, de sensibilité qu'il faut avoir aux populations quand vient le temps de déterminer les districts électoraux à partir desquels les élections devront se dérouler, non seulement la Commission municipale du Québec n'a-t-elle aucun personnel qui s'est, à un moment où l'autre dans le passé, concentré sur ce type de responsabilité, non seulement la Commission municipale ne comprend aucun commissaire qui s'est déjà occupé de délimitation de circonscriptions électorales ou de districts électoraux municipaux, mais force est de reconnaître que la Commission municipale est composée d'hommes et de femmes qui sont nommés par le gouvernement et qui relèvent du ministre des Affaires municipales.

(22 heures)

Donc, c'est une commission qui est nommée non pas par l'Assemblée nationale du Québec, mais par simple décret ministériel à l'occasion d'une réunion du Conseil des ministres où, faut-il le rappeler, on ne retrouve que des membres d'une seule formation politique. Non seulement sont-ils nommés de cette façon, mais ils relèvent du seul ministre des Affaires municipales qui est

responsable de leur encadrement, qui répond d'eux, ici à l'Assemblée nationale, et qui est, en même temps, un ministre qui officie dans le monde municipal.

D'autre part, Mme la Présidente, reconnaissons les choses telles qu'elles sont, nous retrouvons à la Commission municipale des gens qui, en plus de leur compétence, de leur expérience, de leur profil de carrière, de leur passé, ont aussi été nommés là pour des raisons politiques et cela s'est fait sous tous les gouvernements, ce qui, donc, ne donne pas, en matière de démocratie, en matière de fonctionnement des institutions politiques, les mêmes garanties d'impartialité, de neutralité et d'objectivité que donne la Commission de la représentation électorale du Québec. Je pense que confier cette responsabilité à la Commission municipale, c'est inutilement s'exposer à des dangers d'impartialité, de perte de crédibilité, de contestation des décisions qui pourraient être prises et d'entachement du processus électoral tout aussi important lorsqu'il se passe en milieu municipal que lorsqu'il s'agit d'élire les 122 membres de l'Assemblée nationale du Québec.

J'ai peur aussi qu'il ne s'agisse là d'un premier pas, d'un premier geste qui vise à commencer à ébranler, à diminuer la force la solidité, l'impartialité, la neutralité, l'objectivité des institutions politiques démocratiques que le Québec s'est données au cours des dernières années.

D'autre part, il faut reconnaître - et c'est l'argument, entre autres, j'en ai la conviction, qui avait fait reculer le ministre délégué à la Réforme électorale, lorsqu'il était venu avec ce projet l'an dernier à l'époque - que la Commission municipale pourrait rapidement aussi se retrouver dans une situation où elle serait elle-même en conflit d'intérêts. Elle pourrait très bien se retrouver avec une responsabilité d'enquête administrative publique ou même d'une tutelle qu'elle assumerait d'une municipalité du Québec dans laquelle et pour laquelle, en même temps, elle aurait le mandat de délimiter les districts électoraux municipaux.

Comment se mêler de préoccupations, de considérations qui impliquent un processus électoral, donc, des hommes et des femmes qui sont déjà conseillers, maires ou qui ont l'intention de se porter candidats à des postes de conseillers ou de maires d'une municipalité et, en même temps, être en train de faire une enquête administrative, une enquête interne, une tutelle, une enquête publique sur cette même municipalité ou assumer des responsabilités qui lui auraient été confiées par le ministre par rapport à une municipalité qui n'était pas en mesure d'assumer des responsabilités particulières? Donc, rapidement, on pourrait se retrouver aussi dans des situations où la Commission municipale du Québec serait en même temps

juge et partie à cause de cette nouvelle responsabilité que souhaite lui donner le ministre des Affaires municipales en matière de délimitation des districts électoraux.

Mme la Présidente, je répète que c'est cet argument de conflit d'intérêts possible, de situation où la Commission municipale pourrait se retrouver juge et partie, qui avait sûrement amené le ministre délégué à la Réforme électorale à ne pas donner suite à l'intention qu'il avait déjà évoquée de confier cette responsabilité à la Commission municipale du Québec. Nous avons tellement raison que non seulement le ministre délégué à la Réforme électorale a reculé à l'époque, mais que, lorsqu'on regarde le projet de loi 96, le ministre des Affaires municipales a accepté une partie de l'argument puisqu'il prévoit maintenant dans son projet de loi que, si jamais dans le cadre d'un mandat de délimitation de districts électoraux municipaux, la Commission municipale se retrouvait dans une situation où elle pourrait potentiellement se retrouver en conflit d'intérêts, ô grande trouvaille, dans ces cas-là, la Commission municipale du Québec retransférera sa responsabilité de délimitation des districts électoraux à la Commission de la représentation électorale.

On ne jouera pas au yo-yo pendant un bout de temps avec le monde municipal quant à la délimitation des districts électoraux municipaux. Ou bien c'est la Commission municipale qui l'assume en tout temps ou bien c'est la Commission de la représentation électorale. Je pense que le projet de loi du ministre fait la preuve qu'il n'est même pas sûr que la Commission municipale pourra toujours assumer cette responsabilité, puisqu'il prévoit que, dans les cas où elle pourrait se placer ou être en conflit d'intérêts, elle retransmettra ses responsabilités à la Commission de la représentation électorale. C'est donc montrer toute l'irrationalité de l'orientation du projet de loi, toute l'incongruité de cette décision et combien on joue avec des processus démocratiques chez le ministre des Affaires municipales, sans trop savoir de quoi on parle.

Comment pouvez-vous imaginer que la Commission municipale du Québec, qui est nommée simplement par le gouvernement, qui relève simplement du ministre des Affaires municipales, pourrait, elle, après cela, tout à coup, donner spontanément, directement, un mandat à la Commission de la représentation électorale qui, elle, relève de l'Assemblée nationale du Québec, et un mandat qui relève non pas du gouvernement, encore moins du ministre des Affaires municipales, mais de l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale du Québec? Je pense que c'est faire, par le libellé même du projet de loi, la preuve que ce projet de loi est tout croche et à l'envers, qu'il est mauvais et

qu'il ne peut absolument rien apporter de bon au processus démocratique que nous connaissons au Québec. Il doit sûrement répondre à des préoccupations et à des visées qui sont d'un tout autre ordre que celui de faire avancer la démocratisation de nos institutions politiques.

Donc, non seulement je m'oppose à l'adoption de ce projet de loi, mais j'énonce immédiatement mes inquiétudes quant à l'attitude, maintes fois répétée par le gouvernement libéral depuis le 2 décembre 1985, qui vise, dans beaucoup de décisions, à restreindre, à diminuer, à affaiblir l'indépendance sacrée qui doit être celle du Directeur général des élections, président de la Commission de la représentation électorale, en matière de vie politique, de vie électorale, de démocratie au Québec.

Que ce soit dans la décision qui nous occupe aujourd'hui ou dans la décision du ministre des Approvisionnements et Services qui voulait assujettir le Directeur général des élections aux politiques d'achat de la Société immobilière du Québec, ou que ce soit la décision qu'a tenté de mettre de l'avant le ministre de la Justice, de faire en sorte qu'on assujettisse le Directeur général des élections et la Commission de la représentation électorale au Protecteur du citoyen, on a eu droit à plusieurs tentatives d'affaiblir, d'amoindrir, de porter un coup, de réduire l'indépendance et la force du Directeur général des élections comme institution dans nos institutions politiques depuis le 2 décembre 1985. Je pense que c'est extrêmement regrettable. Le geste qui nous rassemble aujourd'hui pour étudier le projet de loi 96 est aussi une attaque à cette indépendance, à cette impartialité et à cette unicité d'action en matière de démocratie au Québec; c'est absolument un mauvais geste, un mauvais projet de loi.

Mme la Présidente, pour conclure, puisque vous me signifiez que mon temps achève, lorsqu'on se retrouve avec des lois aussi avancées, aussi progressistes que celles que nous connaissons en matière de démocratie électorale et qui, comme je le disais au début de mon intervention, font l'envie, sont reconnues comme un modèle dans le monde occidental, je pense que la première et la plus importante des contributions qu'un nouveau gouvernement peut apporter à ce genre de situation est, premièrement, de ne pas affaiblir les acquis et, deuxièmement, au minimum, de faire en sorte qu'on puisse leur permettre de se poursuivre.

Souhaitons, puisqu'il reste beaucoup de travail à faire, que ce gouvernement, au lieu de débâter ce qui existe en matière de démocratie, ajoutera à ce qui s'est fait au cours des vingt dernières années. Je pense que c'est à cela qu'il doit consacrer ses énergies, ses ressources, beaucoup plus qu'à

affaiblir ce que nous avons réussi à consacrer jusqu'à maintenant. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Gouin.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Il n'y a pas d'intervenants de notre côté, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Il n'y a, plus d'intervenants de part et d'autre. Je déclare le débat clos.

Est-ce que le principe du projet de loi 96, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux municipaux, est adopté?

Des voix: Adopté.

Une voix: Sur division.

La Vice-Présidente: Adopté sur division. M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je fais motion pour déferer le projet de loi 96 à la commission de l'aménagement et des équipements.

La Vice-Présidente: Est-ce que cette motion est adoptée?

Une voix: Adopté

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Je vous demanderais d'appeler maintenant l'article 53 du feuillet.

Projet de loi 95

Adoption

La Vice-Présidente: À l'article 53 de notre feuillet, le ministre du Revenu propose l'adoption du projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire. Je suis prête à reconnaître le prochain intervenant.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je propose l'adoption du projet. Il n'y a pas d'intervention de notre côté. Le ministre propose, tout simplement, l'adoption du projet de loi 95, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: M. le leader adjoint

de l'Opposition.

M. Gendron: Oui.

La Vice-Présidente: Vous intervenez?

M. Gendron: Oui.

La Vice-Présidente: Je vous reconnais.

M. Gendron: Vous me reconnaissez. Alors, je suis très très enchanté de cette reconnaissance.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. François Gendron

M. Gendron: Au-delà de cela, je veux juste signaler que nous en sommes à la troisième lecture, donc à la dernière étape de l'adoption d'un projet de loi. En ce qui concerne l'Opposition, il présente des avantages concernant les clientèles qui, dorénavant, voudront utiliser la procédure sommaire pour les questions de conflits avec le ministre du Revenu, à la Cour des petites créances. Comme j'ai eu l'occasion de l'indiquer à chacune des étapes du projet de loi, le principe était d'élargir la couverture des activités qui, dorénavant, pourront être admises à la Cour des petites créances. Il s'agissait de rehausser les divers montants et, également, d'élargir des champs de compétence. Comme ce sont deux éléments qui se réfèrent à des principes de plus grande accessibilité, d'une démocratisation plus large pour les éventuels usagers, j'ai indiqué au ministre du Revenu qu'en ce qui concernait l'Opposition il nous apparaissait que c'étaient des dispositions heureuses pour les contribuables québécois.

En conséquence, Mme la Présidente, je ne veux pas être plus long. Je veux indiquer que l'Opposition continuera à agréer ce projet de loi parce qu'il s'inscrit dans une logique qui est nôtre. Chaque fois que des contribuables peuvent bénéficier d'une meilleure utilisation de leurs impôts au plan des services gouvernementaux - quelle que soit la nature des services gouvernementaux - on pense que cela fait partie des responsabilités de l'État de s'assurer que nous puissions offrir aux contribuables québécois la meilleure couverture de services possible. C'est carrément l'esprit du projet de loi que nous discutons présentement, en troisième lecture.

En conséquence, je ne serai pas plus long. Je vais indiquer à nouveau, Mme la Présidente, qu'en ce qui regarde l'Opposition nous serons, et nous sommes toujours, d'accord avec ce projet de loi.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député d'Abitibi-Ouest et leader de l'Opposition. Il

n'y a pas d'autres interventions de part et d'autre. Je déclare le débat clos.

Est-ce que le projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire, est adopté?

Des voix: Adopté.

La **Vice-Présidente:** Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je fais motion pour ajourner les travaux à demain matin, 10 heures.

La **Vice-Présidente:** Est-ce que cette motion est adoptée?

Des voix: Adopté.

La **Vice-Présidente:** Nous allons donc ajourner nos travaux à demain matin, 10 heures.

(Fin de la séance à 22 h 14)